



MALI

Juillet 2026

DEUXIÈME REVUE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE — COMMUNIQUÉ DE PRESSE ET RAPPORT DES SERVICES DU FMI

Dans le cadre de la première revue du programme de référence, les documents ci-après ont été publiés et sont inclus dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse**.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI pour l'information du Conseil d'administration. Ce rapport a été établi à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 3 mars 2026 avec les autorités maliennes sur l'évolution et les politiques économiques sous-tendant le programme de référence. La rédaction du rapport, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 18 mars 2026.

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations délicates au regard des marchés.

Ce rapport peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante:

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone: (202) 623-7430 • Télécopie: (202) 623-7201
Courriel: publications@imf.org Site Web: <http://www.imf.org>
Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

**Fonds monétaire international
Washington, D.C.**



La direction du FMI achève la deuxième revue du programme de référence avec le Mali

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

- La direction du Fonds monétaire international (FMI) a achevé la deuxième et dernière revue du programme de référence avec le Mali.
- La mise en œuvre du programme a été satisfaisante dans un contexte difficile : les autorités ont atteint tous les objectifs quantitatifs et indicatifs et mis en œuvre des réformes structurelles.
- Le Mali montre des signes d'une accélération de la croissance économique après les difficultés enregistrées dans les domaines sécuritaires et humanitaires rencontrées en 2025. La poursuite de l'amélioration de la situation sécuritaire et la reprise attendue de la production d'or, devrait en effet contribuer à renforcer l'économie en 2026.

Washington : Le 18 mars 2026, la direction du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé la seconde et dernière revue du [programme de référence](#) du Mali. Le [programme de référence](#), approuvé en mars 2025, vise à assurer la viabilité des finances publiques, à renforcer la gouvernance et la gestion des finances publiques et à protéger les plus vulnérables¹.

L'économie malienne se redresse après des difficultés survenues à la fin de 2025, dans un contexte d'amélioration de la situation sécuritaire et de reprise de la production aurifère. L'activité économique en 2025 a été affectée par la baisse de la production d'or et les perturbations de l'approvisionnement en carburant au quatrième trimestre à la suite d'attaques terroristes. À l'avenir, les mesures visant à rétablir l'approvisionnement en carburant et à améliorer davantage la sécurité, le remboursement des arriérés intérieurs et la résolution du différend minier devraient soutenir le raffermissement de la croissance en 2026. L'inflation reste inférieure à 3 %, tout comme en 2026.

La mise en œuvre du programme de référence a été robuste. Tous les objectifs quantitatifs et indicatifs de la deuxième revue (dépenses sociales prioritaires, recettes fiscales nettes, arriérés intérieurs et extérieurs et déficit budgétaire primaire) ont été atteints et les résultats ont été supérieurs aux attentes dans certains cas. Tous les repères structurels ont été atteints, notamment la digitalisation des recettes fiscales, l'interconnectivité de l'administration fiscale et l'élaboration d'un plan d'action lié au recensement des comptes publics. Les autorités restent attachées à utiliser de manière transparente le décaissement octroyé par le FMI au titre de la facilité de crédit rapide d'avril 2025 et ont publié le deuxième rapport trimestriel sur l'utilisation de ces ressources, ainsi que des informations détaillées sur la passation des marchés, y compris les processus de sélection et les bénéficiaires effectifs.

Alors que la politique budgétaire demeure appropriée, une gestion prudente des recettes exceptionnelles potentielles est nécessaire dans un contexte de cours élevés de l'or. Le budget 2026 prévoit un déficit budgétaire conforme au plafond de 3 % du PIB fixé par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), soutenu par une forte mobilisation des recettes intérieures et une maîtrise des dépenses courantes. La hausse des prix de l'or et du lithium pourrait générer des recettes supplémentaires. Une

¹ Un programme de référence est un accord entre un pays membre et les services du FMI par lequel ces derniers assurent le suivi de leur programme économique. Un antécédent solide en matière de mise en œuvre des politiques dans le cadre du programme de référence pourrait ouvrir la voie à un arrangement financier avec le FMI au titre de la tranche supérieure de crédit. Ils ne requièrent pas l'approbation du conseil d'administration du FMI. Les rapports des services du FMI au titre des programmes de référence sont transmis au conseil d'administration pour information.

gestion transparente et prudente, guidée par un point d'ancrage budgétaire non minier, contribuera à éviter les politiques procycliques.

Le maintien d'une politique budgétaire prudente reste essentiel pour préserver la viabilité, alors que le coût élevé de l'emprunt et les importants besoins de développement et de sécurité continuent de limiter l'espace budgétaire. Les priorités de réformes comprennent l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement des administrations fiscales et douanières, l'amélioration de la gestion des finances publiques, la réduction de la vulnérabilité des entreprises publiques et la préservation de l'espace nécessaire à l'investissement public et à la protection des ménages vulnérables.

Les services du FMI félicitent les autorités maliennes pour leur engagement ferme et les résultats obtenus dans le cadre du programme de référence. Le programme a constitué une plateforme de dialogue sur les politiques à mener, ce qui a permis de renforcer les capacités institutionnelles et de faire avancer les réformes soutenant la stabilité macroéconomique et la croissance durable. Les services du FMI continueront de collaborer étroitement avec les autorités du Mali pour faire avancer le programme de réformes et répondre aux priorités économiques en constante évolution.



MALI

DEUXIÈME REVUE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE

Le 18 mars 2026

THÈMES PRINCIPAUX

Contexte. Un décaissement équivalent à 50 % de la quote-part au titre de la facilité de crédit rapide (environ 129 millions de dollars) a été approuvé le 16 avril 2025 pour faire face aux problèmes urgents de balance des paiements. Cette décision a suivi l'approbation par la direction d'un programme de référence destiné à établir des antécédents en vue d'un accord de prêt dans la tranche supérieure de crédit. Le décaissement au titre de la FCR a permis d'atténuer l'impact des graves inondations de 2024 dans un contexte de conditions de financement restrictives, tandis que les réformes du programme de référence se concentrent sur l'amélioration de la transparence dans l'utilisation des ressources publiques ainsi que sur le renforcement de la gouvernance et de la responsabilité dans la gestion des finances publiques.

Évolution récente. La situation économique et sécuritaire s'est améliorée après les attaques terroristes du second semestre 2025 qui ont perturbé les principaux itinéraires de transport et livraisons de carburant. Cependant, les pénuries intermittentes de carburant et les coupures d'électricité persistent et pourraient s'aggraver si le conflit au Moyen-Orient persiste ou s'intensifie. Le différend avec le plus grand producteur d'or du pays a été résolu fin novembre 2025, ouvrant la voie à une reprise progressive de la production en 2026.

Revue du programme de référence. Les résultats du programme ont été solides : tous les repères structurels (RS) et critères de réalisation quantitatifs à fin décembre ont été respectés. Alors que la première revue était centrée sur les politiques socio-économiques essentielles pour préserver la stabilité et protéger les moyens de subsistance, cette revue a porté sur les réformes visant à renforcer les cadres de politique budgétaire, en particulier la gouvernance et la transparence, dans un contexte d'augmentation attendue des recettes minières. Plus précisément, les entretiens ont porté sur :

- Gérer les recettes exceptionnelles qui découlent de l'extraction de l'or.
- Améliorer la gouvernance et la transparence budgétaire.

En outre, dans le cadre des sauvegardes examinées pour les décaissements au titre de la FCR, les autorités se sont engagées à continuer de publier des rapports trimestriels sur l'utilisation des ressources et à demander au vérificateur général de réaliser un audit final des dépenses au titre de la FCR d'ici juin 2026.

Risques. La mise en œuvre du programme dans le cadre des deux revues a été satisfaisante et si le programme de référence est maintenant achevé, des risques subsistent. La situation sécuritaire demeure incertaine et la persistance de coûts de (re)financements élevés sur le marché régional de la dette pourrait peser sur la croissance, les résultats budgétaires et la stabilité sociale. Le conflit en cours au Moyen-Orient fait également peser des risques extérieurs, car la hausse des prix du pétrole pourrait alourdir les coûts d'importation et la volatilité potentielle des prix de l'or pourrait affecter les recettes d'exportation. Néanmoins, le niveau record des cours de l'or et le règlement du différend concernant l'exploitation aurifère améliorent sensiblement les perspectives macro-budgétaires à moyen terme.

Principales recommandations. La politique budgétaire doit continuer d'être axée sur le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures, notamment par une gestion prudente des recettes minières et une meilleure administration fiscale. En outre, il est nécessaire d'améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses publiques, de préserver les dépenses sociales et les investissements prioritaires et d'empêcher l'accumulation de nouveaux arriérés tout en poursuivant l'apurement transparent des arriérés existants. Les services du FMI encouragent les autorités à continuer d'avancer dans les réformes de gouvernance et de transparence, notamment en renforçant l'information budgétaire, le contrôle des marchés publics et la surveillance des entités et entreprises publiques, parallèlement à la mise en œuvre du cadre de lutte contre la corruption.

Point de vue des services : les services du FMI appuient l'achèvement de la revue finale du programme de référence, compte tenu des bons résultats obtenus par rapport aux objectifs du programme et de l'engagement des autorités à prendre d'autres mesures décrites dans la lettre d'intention/le mémorandum de politique économique et financière (MPEF). Les services du FMI saluent l'intention des autorités de poursuivre une politique macroéconomique prudente et de maintenir la dynamique de réforme amorcée dans le cadre du programme.

Approuvé par
Abebe Aemro Selassie
(département
Afrique) et Tokhir
Mirzoev
(département de la
stratégie, des
politiques et de
l'évaluation)

Les entretiens se sont déroulés à distance entre le 25 février et le 3 mars 2026. L'équipe était composée de Wenjie Chen (cheffe de mission), Michele Fornino, Maurizio Leonardi, Chima Simpson-Bell, Nico Valckx (département Afrique), Firmin Ayivodji, Kwanjai Yoo (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), Sherif Ayoub (département juridique) et Moez Ben Hassine (représentant résident), sur la base de recherches effectuées par Amandine Spencer Goncalves et avec le soutien éditorial de Vicky Pilouzou et Fey Derrouis. La mission a rencontré le ministre de l'Économie et des Finances, M. Alousséni Sanou, et ses services, la BCEAO à Bamako, ainsi que des directeurs et des membres du personnel d'autres ministères et organismes publics. L'équipe a également rencontré des partenaires pour le développement.

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| CONTEXTE | 5 |
| ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE ET PERSPECTIVES | 6 |
| MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE | 11 |
| DISCUSSIONS SUR LES POLITIQUES | 13 |
| ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI | 20 |
| ENCADRÉ | |
| 1. Règlement officiel du différend concernant l'exploitation aurifère | 8 |
| GRAPHIQUES | |
| 1. Indicateurs à haute fréquence | 22 |
| 2. Évolution du secteur réel | 23 |
| 3. Évolution du secteur extérieur | 24 |
| 4. Évolution budgétaire | 25 |
| 5. Évolution des secteurs monétaire et financier | 26 |
| TABLEAUX | |
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2023–31 | 27 |
| 2a. Transactions budgétaires consolidées de l'administration centrale, 2022–31 (MSFP86 et milliards de FCFA) | 28 |
| 2b. transactions budgétaires consolidées de l'administration centrale, | 29 |
| 3. Besoins bruts de financement, 2024–26 | 30 |
| 4a. Balance des paiements, 2022–31 (en milliards de FCFA, sauf indication contraire) | 31 |

| | |
|---|----|
| 4b. Balance des paiements, 2022–31 (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) _____ | 32 |
| 5. Situation monétaire, 2022–31 _____ | 33 |
| 6. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2020–25 _____ | 34 |
| 7. Besoins de financement extérieur, 2022–31 _____ | 35 |
| 8. Critères de réalisation et objectifs quantitatifs du programme de référence _____ | 36 |
| 9. Repères structurels dans le cadre du programme de référence _____ | 37 |

ANNEXES

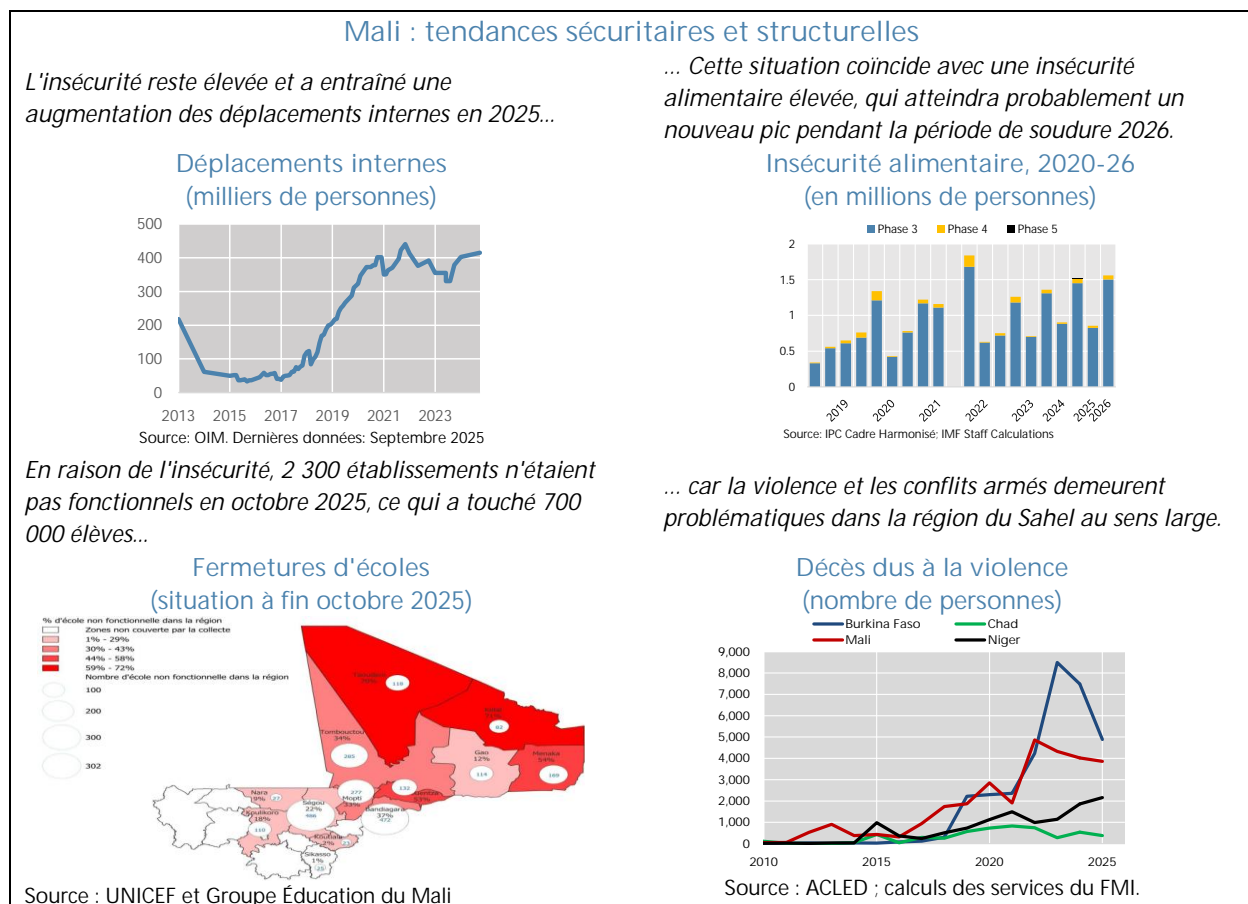
| | |
|--|----|
| I. Chronologie des principaux événements politiques, à partir du quatrième trimestre de 2025 _ | 38 |
| II. Matrice d'évaluation des risques _____ | 39 |

APPENDICE

| | |
|---|----|
| I. Lettre d'intention _____ | 44 |
| Pièce jointe I. Mémoire de politique économique et financière _____ | 46 |
| Pièce jointe II. Protocole d'accord technique _____ | 53 |

CONTEXTE

1. La situation sécuritaire au Mali s'est améliorée depuis le deuxième semestre de l'année dernière, mais reste instable. Une forte recrudescence des attaques terroristes à partir de la mi-2025 a perturbé le transport de combustibles et de marchandises, endommagé des infrastructures et des installations industrielles et affaibli l'activité économique. Les conditions ont commencé à s'améliorer fin novembre, en particulier dans la capitale, avec l'entrée en vigueur des contre-mesures des autorités.¹ Néanmoins, les pénuries de carburant et les coupures d'électricité occasionnelles persistent, de même que des déplacements internes difficiles et une forte insécurité alimentaire. Ces pressions simultanées continuent de peser sur la résilience des communautés et d'accroître l'incertitude économique.



2. Le différend qui persistait avec le premier producteur d'or malien a été résolu fin 2025. Alors que la production d'or en 2025 a diminué pour la deuxième année consécutive en raison de la

¹ Ceci comprend le déploiement de convois armés pour protéger les cargaisons de carburant, le plafonnement temporairement des marges de vente au détail pour empêcher des prix exorbitants et le renforcement de la distribution et la gestion des carburants. Les autorités ont également communiqué clairement sur leurs plans d'approvisionnement afin de maintenir la confiance et de prévenir les achats précipités, tout en coordonnant leur action avec les pays voisins afin de sécuriser les couloirs d'importation et d'atténuer les goulets d'étranglement (voir le premier rapport de la revue du programme de référence pour plus de détails).

fermeture de la mine, la résolution ouvre la voie à une normalisation en 2026 (encadré 1). D'après les premières estimations officielles, l'adoption intégrale du code minier 2023 générerait des recettes de 761 milliards de francs CFA (4,4 % du PIB) en 2025. À l'avenir, l'augmentation de la production minière, les prix records de l'or et le rapatriement des recettes d'exportation de l'or stimuleront la production, les recettes budgétaires et la liquidité du secteur bancaire.

3. Sur le plan politique, les autorités se sont montrées ouvertes à l'idée de réintégrer les partis politiques, et les sanctions de l'UEMOA imposées en 2022 ont été annulées. En janvier 2026, le président de la transition a annoncé l'ouverture de consultations à venir sur un projet de loi régissant la formation et le fonctionnement des partis politiques, qui ont été dissous en mai 2025 à la suite des appels de l'opposition et d'un audit de la Cour suprême mettant en évidence des faiblesses dans le financement public des partis politiques (2000-2024). La Cour de justice de l'UEMOA a annulé les sanctions du 9 janvier 2022, qui visaient à contraindre le Mali à soumettre un calendrier électoral acceptable, jugeant que les mesures avaient été adoptées sans base juridique suffisante (annexe I).

ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE ET

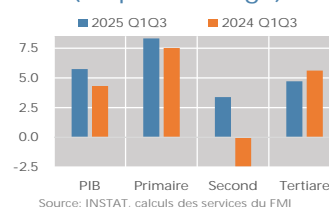
PERSPECTIVES

4. L'économie malienne a enregistré une croissance de 5,7 % au cours des trois premiers trimestres de 2025, contre 4,3 % en 2024. Un rebond du secteur secondaire (de -2,4 à 3,4 %), soutenu en partie par la production de lithium, a aidé à compenser la faiblesse de l'activité dans les services. Cependant, la fermeture de la plus grande mine d'or, le durcissement des conditions de financement et le ralentissement du crédit privé ont pesé sur les secteurs de l'industrie et des services. En revanche, l'agriculture a connu une forte croissance de 8,3 % (en glissement annuel), soutenue par une bonne récolte après les inondations (graphique du texte).

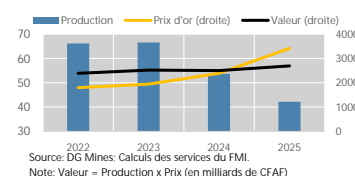
5. La croissance du PIB réel pour 2025 est projetée à 4,9 %, sous l'effet d'un ralentissement des résultats au quatrième trimestre dans un contexte d'insécurité accrue. En particulier:

- *De graves pénuries de carburant dans un contexte d'attaques sécuritaires* ont réduit la disponibilité de l'électricité et la mobilité, ce qui a pesé sur l'industrie manufacturière et les services au quatrième trimestre.

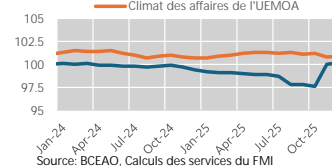
Mali : croissance du PIB au cours des trois premiers trimestres (en pourcentage)



Mali : ventes, volume et prix de l'or (tonnes d'or, milliards de FCFA et dollars par once d'or)



Mali : Climat des affaires (Indice = 100 pour neutre)



- *La production agricole* a pâti des pénuries de carburant, qui ont retardé la récolte, le transport et les exportations de produits agroalimentaires et de coton au quatrième trimestre.

La croissance devrait rebondir à environ 5,5 % en 2026, en supposant une amélioration progressive de la sécurité qui favorisera une activité plus forte, une production d'or plus élevée, un meilleur climat des affaires et une reprise du crédit (tableau 1). À moyen terme, la croissance devrait se stabiliser autour de 5^{1/4} %, soutenue par une hausse de l'investissement public.

6. Les risques sur les perspectives sont orientés à la baisse. Parmi ces risques figurent le retour de l'insécurité et la persistance de coûts de financement régionaux élevés (annexe II). Une résurgence des pénuries de carburant en 2026 qui pourrait affaiblir l'activité, réduire les recettes fiscales et accélérer l'inflation. Bien que la production d'or pourrait dépasser les attentes après la résolution du différend minier (encadré 1), elle reste exposée à une aggravation de l'insécurité. L'incertitude mondiale suscitée par le conflit au Moyen-Orient pourrait avoir des effets négatifs sur le Mali, sous la forme d'une hausse des prix des carburants, des engrais et des denrées alimentaires, ainsi que d'une augmentation des primes de risque de marché. Si le Mali pourrait bénéficier de la hausse des prix de l'or, l'incertitude mondiale accrue pourrait également accroître la volatilité des marchés de l'or.

7. L'inflation est estimée à 2,9 % en 2025, et devrait reculer à 2,2 % en 2026 avant de se stabiliser autour de 2 % à moyen terme. Après des niveaux élevés au début de 2025, les pressions sur les prix des denrées alimentaires se sont atténuées, même si la hausse des coûts des biens durables et des services a stimulé l'inflation au second semestre. Dans le scénario de référence, l'inflation devrait diminuer en 2026 à mesure que ces pressions s'estompent et que l'effet temporaire des hausses d'impôts de 2025 se dissipe (¶11). Toutefois, des risques subsistent, notamment la possibilité d'une hausse des prix du pétrole en fonction de l'évolution du conflit au Moyen-Orient.

8. Selon les estimations, le déficit courant s'est réduit à 0,9 % du PIB en 2025 (contre 4,3 % en 2024) et devrait rester stable à 1,0 % du PIB en 2026. L'amélioration en 2025 s'explique par la hausse du prix de l'or, partiellement compensée par une légère hausse des importations de carburant et une faible production d'or, ainsi que par des entrées importantes liées à des paiements ponctuels liés à l'accord de règlement relatif à la mine d'or et au renouvellement de la licence d'un grand opérateur de télécommunications. En 2026, le prix élevé de l'or, un rebond de la production et des exportations de lithium plus importantes que prévu devraient générer un important excédent de la balance commerciale, malgré les effets négatifs de la hausse du prix des importations de combustibles du fait du conflit et de la flambée des cours du pétrole qui s'en est suivie, ce qui devrait entraîner une augmentation de 15 % du prix moyen du pétrole en 2026 par rapport à 2025. Selon les projections, le solde global s'établira à 2,5 % du PIB en 2025 et à 2,8 % en 2026. Les risques pesant sur la position extérieure sont équilibrés : la baisse de la production d'or, la baisse des prix ou l'augmentation des importations d'énergie liée à une intensification progressive du conflit pourraient peser sur les perspectives, tandis que des rendements plus soutenus du secteur aurifère les amélioreraient considérablement. À moyen terme, la position extérieure devrait continuer de se

renforcer avec la normalisation de la production d'or et la reprise progressive des financements extérieurs à partir de 2027, quoiqu'en deçà des niveaux du début des années 2020.

Encadré 1. Mali : règlement officiel du différend concernant l'exploitation aurifère

Peu après la première mission de revue du programme de référence, le différend autour de la plus grande mine d'or du Mali a connu une avancée significative. Le présent encadré résume les principaux éléments de l'accord, à partir de détails communiqués par les autorités, et évalue ses effets probables sur les perspectives économiques et budgétaires du Mali.

Le 24 novembre 2025, le plus grand exploitant de mines d'or du Mali a annoncé la conclusion d'un accord avec l'État réglant tous les litiges en cours. L'accord a mis fin aux poursuites contre la société et son personnel, à l'administration provisoire de la mine, a rétabli le contrôle opérationnel de l'opérateur et a conduit au retrait des demandes d'arbitrage devant le CIRDI. La mine a été intégrée au code minier de 2023, l'entreprise a accepté de participer au Fonds minier et sa licence a été renouvelée en février 2026 pour une durée de 10 ans, ce qui indique une amélioration du climat des affaires.

Cet accord représente une amélioration importante pour l'économie malienne. L'entreprise a effectué un règlement de 244 milliards de francs CFA (1,4 % du PIB de 2025), y compris les compensations de TVA et un paiement anticipé. La production d'or devrait se redresser progressivement en 2026 pour atteindre au moins 10 tonnes, contre moins de 3 tonnes en 2025, ce qui accroîtrait la valeur ajoutée, les recettes budgétaires et les exportations dans un contexte de cours élevés de l'or.

Les estimations des services du FMI font état d'effets positifs sur la croissance en 2026 d'environ 0,2 point de pourcentage, des recettes budgétaires supplémentaires d'environ 0,6 point de pourcentage du PIB et une contribution positive à la balance des paiements d'environ 4,6 % du PIB, provenant de l'exportation de l'or supplémentaire qui devrait être produit à la mine. Cet espace budgétaire supplémentaire permettrait aux autorités de reprendre les dépenses en capital, qui ont été restreintes ces dernières années, et de progresser vers les objectifs de développement à moyen terme énoncés dans la Vision 2063 (rapport de 2025 au titre de l'article IV).

9. Le déficit budgétaire devrait se réduire considérablement à 1,6 % du PIB en 2025, contre 2,2 % en 2024, car les recettes minières supplémentaires et les nouvelles mesures fiscales compenseront largement la hausse des remboursements d'intérêts et des investissements (tableau 2 et graphique 4).² La hausse des cours de l'or et le règlement minier (encadré 1), qui a ajouté 144 milliards de francs CFA aux recettes en décembre 2025, ont contribué à une révision à la baisse du déficit prévu pour 2025, de 2,7 % du PIB lors de la première revue du programme de référence à 1,6 % actuellement.³ Outre les mesures introduites dans le cadre de la réforme du code minier de 2023, le gouvernement a adopté d'autres mesures sur le plan des recettes en 2025, notamment de

² D'après les premières estimations fondées sur les informations recueillies au cours de la mission et les données précédemment compilées dans le cadre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, les recettes minières (y compris les paiements exceptionnels) ont fortement augmenté en 2025, atteignant 5 % du PIB, contre 2,5-3,5 % dans l'ancien code minier.

³ Les services du FMI estiment que les recettes budgétaires auraient pu être supérieures de 180 milliards de francs CFA (environ 1 % du PIB) pour l'ensemble de l'année 2025 si la fermeture de la principale mine d'or avait été évitée.

nouvelles taxes sur l'argent mobile, des prélèvements miniers spéciaux et une hausse des taxes sur l'alcool et certaines denrées alimentaires. Une partie des recettes est affectée à des fonds spécifiques qui soutiennent le développement des infrastructures de base et le développement social.

10. Pour 2026, les services du FMI prévoient un déficit budgétaire de 2,4 % du PIB. Les autorités entreprennent des réformes de la masse salariale, notamment des révisions du cadre de la fonction publique, une hausse des indemnités de départ et des ajustements du barème des traitements, tout en soulignant que l'impact budgétaire sera progressif et contenu. Les dépenses courantes devraient augmenter légèrement en pourcentage du PIB, principalement en raison de la masse salariale ainsi que des transferts et des subventions, tandis que les dépenses consacrées aux biens et services devraient rester inférieures aux niveaux budgétisés. Les perspectives tiennent également compte des retombées du conflit au Moyen-Orient, notamment la hausse du coût du carburant qui pèse sur la compagnie publique d'électricité, et requiert une augmentation des subventions de l'État, ainsi que la diminution des recettes tirées des droits d'accise sur le pétrole afin d'atténuer l'impact sur les prix de détail des carburants et la légère augmentation des dépenses de consommation de l'État. Bien que les prix élevés de l'or soient favorables aux perspectives budgétaires, les recettes pourraient moins augmenter que ne le laissent penser les mouvements des cours globaux, car les recettes dépendent non seulement des prix, mais aussi des niveaux de production, des conditions fiscales et des coûts d'exploitation déductibles dans le secteur minier. À moyen terme, les dépenses devraient progressivement se déplacer de la sécurité vers les priorités sociales et de développement, soutenues par l'augmentation des dépenses en capital. En supposant que les prix de l'or soient élevés et que l'exploitation minière soit entièrement exploitée et sauf poursuite de l'assainissement des finances publiques, les déficits en 2027–31, dans le cadre des politiques actuelles des autorités, devraient avoisiner 2,5 % du PIB, un niveau bien inférieur au plafond de 3 % fixé par l'UEMOA, même s'il ne permettrait de réduire que très progressivement la dette publique et les besoins de financement budgétaire.

Mali : principaux indicateurs économiques, 2024–2031
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|-------|-----------|-------|-----------|------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | | 1 Rev SMP | Est. | 1 Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| PIB réel (en pourcentage) | 5.0 | 4.1 | 4.9 | 5.5 | 5.5 | 5.7 | 5.5 | 5.2 | 5.3 | 5.2 |
| IPC (moyenne annuelle) | 3.2 | 2.9 | 2.9 | 2.5 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| Dette publique totale (l'administration centrale, pourcentage du PIB) | 44.0 | 41.9 | 41.9 | 40.9 | 40.8 | 39.8 | 39.3 | 39.0 | 38.9 | 38.7 |
| Solde budgétaire global (l'administration centrale, pourcentage du PIB) | -2.2 | -2.7 | -1.6 | -2.6 | -2.4 | -2.4 | -2.5 | -2.5 | -2.5 | -2.5 |
| Recettes totales | 18.7 | 18.3 | 19.3 | 18.3 | 19.9 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.7 | 20.8 |
| Recettes fiscales | 13.4 | 13.2 | 14.3 | 13.3 | 15.0 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.7 | 15.8 |
| Autres recettes | 5.2 | 5.1 | 5.0 | 5.0 | 4.8 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 |
| Dons | 0.2 | 0.3 | 0.1 | 0.4 | 0.4 | 0.6 | 0.7 | 0.8 | 0.9 | 1.0 |
| Dépenses | 21.0 | 21.3 | 20.9 | 21.3 | 22.6 | 23.6 | 23.9 | 24.0 | 24.2 | 24.2 |
| Solde extérieur courant (en pourcentage du PIB) | -4.3 | -4.9 | -0.9 | -3.8 | -1.0 | 1.7 | 2.7 | 1.8 | 1.1 | 0.3 |
| Exportations, f.à.b. | 20.5 | 21.3 | 23.3 | 22.0 | 26.3 | 27.8 | 28.6 | 27.2 | 25.9 | 24.8 |
| Importations, f.à.b. | -20.5 | -21.1 | -20.5 | -20.7 | -22.0 | -21.0 | -21.0 | -20.5 | -20.0 | -19.6 |
| Balance globale des paiements | 2.1 | -1.1 | 2.5 | -0.4 | 2.8 | 5.0 | 6.2 | 6.1 | 5.6 | 4.6 |

Sources : Autorités Maliennes; et estimations et projections des services du FMI.

Remarque : Les chiffres relatifs à la dette dans les tableaux sont mis à jour en utilisant 2025 comme première année de projection.

11. Le Mali continue d'accéder aux financements régionaux, mais les besoins bruts de financement augmenteront en 2026 (tableau 3). Fin 2025, les émissions d'obligations régionales ont totalisé 1 035 milliards de francs CFA et les prêts syndiqués 100 milliards de francs CFA, légèrement en dessous de l'objectif d'émission du Mali de 1 255 milliards de francs CFA. Toutefois, environ 1 285 milliards de francs CFA d'obligations régionales et de prêts syndiqués arrivent à échéance en 2026, soit près du double des niveaux de 2025, ce qui implique une forte augmentation des besoins bruts de financement, comme en témoigne le relèvement de l'objectif d'émission d'obligations et de prêts syndiqués en 2026, à savoir 1 450 milliards de francs CFA.

12. Le ratio dette publique/PIB devrait diminuer en 2026, puis se résorber progressivement à moyen terme.⁴ L'analyse de viabilité de la dette (AVD) de 2025 au titre de l'article IV a estimé que le Mali présentait un risque modéré de surendettement extérieur et public, évaluation qui reste valable dans le cadre macroéconomique actuel. Selon les projections, le ratio dette/PIB aura diminué en 2025, en partie sous l'effet de l'affaiblissement du dollar, et devrait continuer de baisser grâce à l'amélioration des conditions de financement et à la reprise progressive de l'aide extérieure. Depuis les sanctions imposées en 2022 par la CEDEAO, le Mali a accumulé des arriérés considérables : 213 milliards de francs CFA d'arriérés intérieurs (1,2 % du PIB)⁵ et 102,8 milliards de francs CFA d'arriérés extérieurs (0,7 % du PIB) à fin 2025. Les arriérés extérieurs ont légèrement augmenté depuis fin 2024, dont plus de 6 milliards de francs CFA depuis le 30 septembre. En revanche, les arriérés intérieurs ont diminué considérablement pour la première fois depuis 2022, ce qui indique une meilleure maîtrise de l'accumulation de nouveaux arriérés et des progrès considérables dans leur réduction.

13. Le système bancaire semble stable et la croissance du crédit au secteur privé a repris au second semestre 2025 (tableaux 5 et 6, et graphique 5). Les résultats du secteur bancaire se sont améliorés au premier semestre 2025, mais l'offre de crédit s'est contractée de 2 % en glissement annuel. Toutefois, la croissance du crédit au secteur privé s'est accélérée à partir de la mi-2025, à la suite d'une amélioration du climat des affaires et d'une nette détente des conditions de financement, même si les créances souveraines des banques ont augmenté encore davantage, ce qui témoigne du lien accru entre le système bancaire et les États (annexe II). La croissance des dépôts s'est maintenue à un rythme soutenu de 15 % au second semestre 2025.

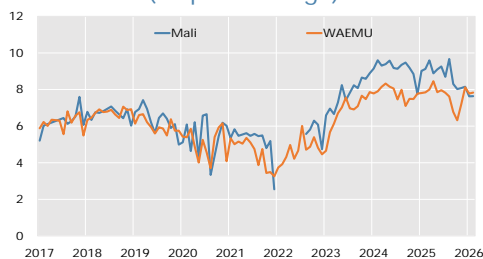
⁴ L'augmentation du PIB nominal associée au changement de base a entraîné une réduction sensible du ratio dette/PIB, qui a été ramené de 7,4 à 7,7 points de pourcentage du PIB entre 2022 et 2024, et de 8,8 points de pourcentage du PIB en cumulé sur la période 2025-30. Cette réduction du ratio dette globale/PIB, et les ratios pertinents utilisés pour évaluer la viabilité de la dette extérieure, améliorent sensiblement les ratios d'endettement mais ne modifient pas l'évaluation actuelle de la viabilité de la dette par les services du FMI, qui se fonde uniquement sur des signaux mécaniques.

⁵ Les arriérés intérieurs sont définis comme les paiements exigibles depuis plus de 90 jours et sont considérés comme faisant partie de la dette intérieure aux fins de l'analyse de viabilité de la dette. Ces paiements comprennent les obligations envers les fournisseurs du secteur privé et d'autres organismes de l'État ou entreprises publiques, qui sont déclarés séparément. Seuls les arriérés envers des fournisseurs du secteur privé sont pris en compte aux fins de l'objectif indicatif d'une accumulation nette nulle d'arriérés intérieurs. Les autorités ont réaffirmé leur détermination à apurer les arriérés intérieurs et elles ont formulé un plan qui prévoit la première réduction en termes nets d'ici à 2026.

Mali : évolution budgétaire et macro budgétaire

Les coûts du financement régional ont diminué en 2025, mais restent élevés.

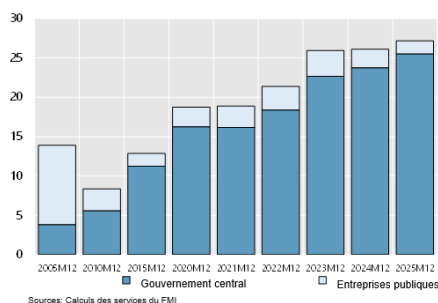
Rendement des émissions de dette intérieure (en pourcentage)



Sources : Agence UMOA-Titre, autorités maliennes ; calculs des services du FMI.

Note : Les rendements des émissions de dette intérieure sont des moyennes pondérées mensuelles. L'exposition des banques maliennes à la dette souveraine (intérieure) a augmenté en 2025...

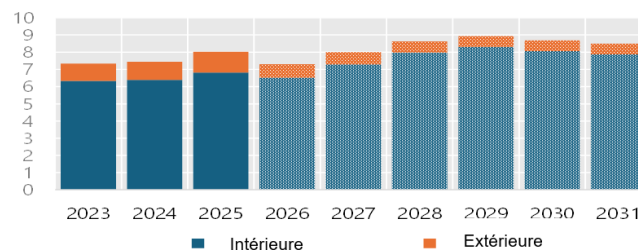
Exposition des banques au secteur public (En pourcentage du total des avoirs)



Sources: Calculs des services du FMI

... alourdissant la charge du service de la dette dans les années à venir.

Ratio intérêts/recettes, dons compris, 2023-31 (En pourcentage)

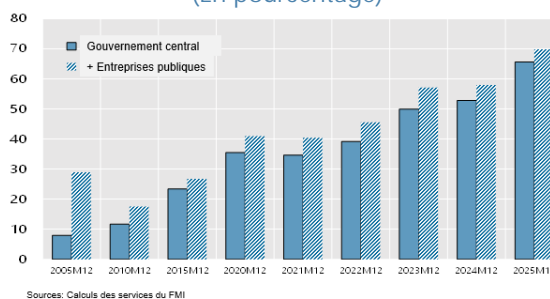


Source : autorités maliennes et calculs des services du FMI

Note : Les nuances plus claires indiquent les projections établies conformément à l'analyse de viabilité de la dette

...augmentant le risque d'éviction du crédit au secteur privé.

Créances sur le secteur public/créances sur le secteur privé (En pourcentage)



Sources: Calculs des services du FMI

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE

14. Les résultats obtenus dans le cadre de la deuxième revue du programme de référence (date d'évaluation fixée à fin décembre 2025) ont été solides. Les mesures prises dans le cadre du programme de référence suivent leur cours, la mobilisation des recettes étant renforcée par la dématérialisation des administrations fiscale et douanière et par un meilleur partage des données, notamment avec le Trésor. Cette performance est particulièrement remarquable compte tenu de la conjoncture macroéconomique et sécuritaire difficile au quatrième trimestre de l'an dernier.

15. Les objectifs quantitatifs et indicatifs ont été atteints. Les autorités ont atteint les objectifs indicatifs relatifs aux dépenses sociales prioritaires et aux arriérés intérieurs, ainsi que les objectifs quantitatifs concernant les recettes fiscales nettes hors paiements miniers exceptionnels et le déficit budgétaire primaire (tableau 2 et tableau 8). Plus précisément :

- *Plancher des dépenses sociales et de développements prioritaires.* À fin décembre, les dépenses sociales prioritaires étaient estimées à 757 milliards de francs CFA, soit plus que le plancher fixé à 671 milliards de francs CFA, ce qui reflète un résultat nettement supérieur aux attentes lors de la première revue du programme de référence (de 31 %).
- *Plancher des recettes fiscales nettes hors paiements miniers exceptionnels.* À fin décembre, les recettes sont estimées à 2 293 milliards de francs CFA, soit plus que le plancher de 2 077 milliards de francs CFA, soutenues par les recettes minières ordinaires et non minières en 2025 (§ 9).
- *Plafonnement du déficit primaire net (OQ).* À fin décembre, le déficit primaire net est estimé à 6,4 milliards de FCFA, soit 293,6 milliards de FCFA de moins que le plafond de déficit de 300 milliards de FCFA.
- *Arriérés extérieurs (OQ).* Les arriérés extérieurs se sont élevés à 102,8 milliards de francs CFA, soit légèrement moins que le repère de 103,5 milliards de francs CFA utilisé pour l'évaluation de la performance.⁶ Les autorités ont expliqué que le calendrier des remboursements, qui semble s'être concentré sur le dernier trimestre de l'année, a contribué à l'augmentation du stock d'arriérés extérieurs de 6,7 milliards de francs CFA entre septembre et décembre.
- *Arriérés intérieurs (objectif indicatif).* Le plafond de zéro sur l'accumulation nette d'arriérés a été respecté, avec une réduction significative des arriérés envers des fournisseurs privés (du repère de 282,8 milliards de francs CFA à fin décembre 2024 à 158,3 milliards de francs CFA à fin décembre 2025) après des remboursements au quatrième trimestre de 2025. Les autorités ont déclaré que les ressources budgétaires ont été utilisées pour apurer les arriérés historiques envers les fournisseurs de 2023 et 2024, qui sont maintenant entièrement remboursés, soulignant ainsi l'importance de rétablir la liquidité des secteurs privé et bancaire. Elles prévoient aussi de réduire sensiblement, voire d'éliminer, l'encours des arriérés intérieurs en 2026.

16. Les repères structurels pour la date d'évaluation (fin décembre 2025) ont été respectés. Les cinq repères structurels à fin décembre (relatifs à la numérisation du paiement des impôts, à la publication du rapport trimestriel sur l'utilisation de la FCR, à la communication des contrats de marchés publics, au partage du plan d'action pour mettre en œuvre les recommandations formulées à l'issue du recensement des comptes bancaires du secteur public et à la publication d'instructions sur l'échange de données entre la DGTPC, la DGD et la DGI) ont été remplis (tableau 9) :

- En ce qui concerne la dématérialisation des paiements, l'objectif consistant à atteindre 40 % des recettes de paiements électroniques d'ici la fin de 2025 a été atteint, puisqu'il atteignait 43,3 %.
- Le [deuxième rapport trimestriel sur les dépenses au titre de la FCR](#), publié sur le site Internet du ministère de l'Économie et des Finances, indique que les fonds supplémentaires correspondant

⁶ L'objectif de non-accumulation d'arriérés extérieurs pour la date d'évaluation de fin décembre 2025 a été remplacé par un OQ non continu afin de donner plus de flexibilité au calendrier de remboursement des arriérés compte tenu des contraintes de gestion de la liquidité, comme convenu lors de la première revue du programme de référence, à la demande des autorités.

aux décaissements au titre de la FCR ont été utilisés.⁷ À ce stade, et tout en reconnaissant que les dépenses pourront se poursuivre jusqu'à la fin du programme de référence, les dépenses déclarées à titre provisoire dépassent le montant des ressources disponibles au titre de la FCR (voir tableau du texte).

- Les autorités et le BVG (vérificateur général) ont confirmé le calendrier de l'audit des dépenses au titre de la FCR, qui doit être achevé d'ici juin 2026.⁸
- La liste détaillée des contrats de marchés publics liés aux dépenses au titre de la FCR a été mise à jour sur le [portail](#) de la DG Marchés publics (DGMP-DSP), avec des informations sur les titulaires de contrats, les propriétaires effectifs et le processus de sélection. Les autres commandes publiques concernent principalement le ministère de la Santé.
- Les autorités avaient communiqué un projet de plan d'action antérieur lors de la première revue ; Cette disposition a depuis été mise à jour et la mise en œuvre a commencé. Ce plan prévoit l'utilisation d'une base de données consolidée couvrant tous les comptes bancaires et le traitement des demandes d'informations complémentaires émanant d'entités publiques avant la clôture des comptes (voir la section suivante pour une analyse de la politique économique à ce sujet).
- L'instruction relative à l'échange de données relatives aux liquidations, à l'émission et au recouvrement des dettes fiscales entre la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), la Direction générale des douanes (DGD) et la Direction générale des impôts (DGI) a été publiée par le ministère à la fin du mois de décembre.

Mali : principales catégories de dépenses au titre de la FCR
(Deuxième rapport trimestriel jusqu'à fin octobre 2025)

| Bénéficiaires | Catégories | Millions FCFA | Pourcentage |
|--|------------------|---------------|-------------|
| Commissariat à la sécurité alimentaire | Séc. Alimentaire | 804 | 2,9% |
| Ministère de la Santé | Santé | 4.318 | 15,6% |
| Ministère de l'Énergie et de l'Eau | Énergie | 22.216 | 80,5% |
| Ministère de l'Environnement | Environnement | 251 | 0,9% |
| Ministère de l'Éducation | Éducation | 12 | 0% |
| Total des dépenses deuxième rapport | | 27.602 | 100% |
| Total des dépenses premiers et deuxième rapports | | 78.625 | |
| p.m. décaissement FCR | | 74.563 | |
| Les dépenses vont faire l'objet d'un audit par le BVG | | | |
| Dans l'attente de cet audit, des justifications additionnelles vont être fournies par les autorités pour 22 milliards de FCFA inclus dans le deuxième rapport. | | | |

DISCUSSIONS SUR LES POLITIQUES

Les entretiens ont principalement porté sur le renforcement des antécédents des autorités en matière de réformes dans le cadre du programme de référence, en démontrant une mise en œuvre efficace des politiques et l'utilisation transparente des ressources accordées au titre de la FCR. Les entretiens ont également porté sur les priorités après l'achèvement du programme de référence, y compris les mesures nécessaires pour entretenir la dynamique de réforme et jeter les bases d'un éventuel futur accord donnant accès aux tranches supérieures de crédit. Les entretiens sur le programme de réformes

⁷ Les services du FMI encouragent les autorités à fournir des documents plus détaillés pour prouver la cohérence des dépenses avec la FCR. Le BVG vérifiera à terme toutes les dépenses communiquées.

⁸ Le BVG est une autorité administrative indépendante chargée de contrôler la régularité et l'intégrité des recettes et des dépenses engagées par les institutions de l'État, les autorités locales et les établissements publics (pour plus de détails, voir le rapport des services du FMI sur la FCR et le programme de référence du Mali de 2025 pour les liens vers les rapports sur les dépenses antérieures et le site Web du BVG pour les [liens](#) vers ses rapports annuels).

ont été centrés sur le renforcement de la politique budgétaire, en particulier les réformes de la gouvernance et de la gestion des finances publiques, et sur la garantie d'une utilisation prudente des recettes minières exceptionnelles tirées des prix records de l'or.⁹

A. Tirer parti de la conjoncture favorable

17. Les prix élevés de l'or, conjugués à un redressement des cours du lithium, pourraient accroître les recettes d'exportation et les recettes budgétaires si ces conditions favorables se maintiennent. Toutefois, étant donné la volatilité des marchés des produits de base et les incertitudes liées à la dynamique de production et aux structures budgétaires et de coûts dans le secteur minier, les recettes pourraient augmenter plus que ne le suggèrent les variations des cours officiels. Les services du FMI ont donc souligné l'importance de gérer toute hausse éventuelle avec prudence afin de préserver la viabilité budgétaire et l'équité intergénérationnelle.¹⁰ Le renforcement de la gouvernance et de la transparence dans la gestion des recettes minières contribuerait à atténuer les risques de malédiction des ressources naturelles et à faire en sorte que la richesse minière se traduise par un développement durable et inclusif, ainsi que par le développement du secteur financier.¹¹ À cet égard, les services du FMI encouragent les autorités à faire preuve de prudence et de hiérarchisation des dépenses par le biais des fonds créés en vertu du code minier de 2023, qui affectent les recettes minières à des objectifs de développement précis.

⁹ Les questions de politique monétaire sont traitées dans le cadre des consultations régionales de l'UEMOA.

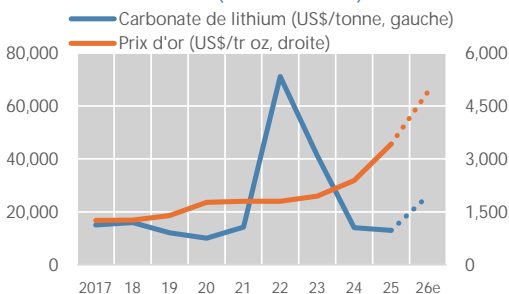
¹⁰ Voir Mirzoev et Zhu (2019), *Rethinking Fiscal Policy in Oil Exporting Countries*, document de travail du FMI n° 19/108.

¹¹ Voir Mlachila et Ouedraogo (2020), « La malédiction des ressources naturelles dans les pays riches en ressources naturelles : le rôle des chocs des prix des produits de base », *The Quarterly Review of Economics and Finance* 76, pp. 84-96.

Mali : tirer parti des recettes exceptionnelles potentielles de l'exploitation minière

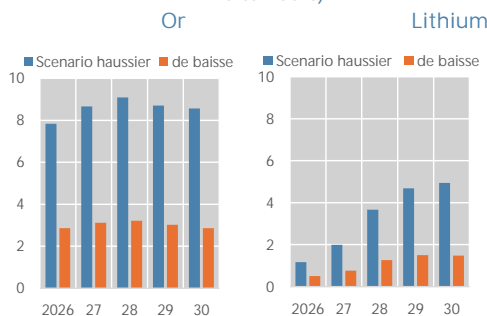
Les cours de l'or ont atteint des niveaux record et le lithium s'est redressé après avoir connu des creux pluriannuels jusqu'en 2026.

A. Prix de l'or et du carbonate de lithium (dollars actuels)



Toute augmentation des recettes peut être consacrée aux dépenses courantes, aux investissements, au remboursement des arriérés, ou épargnée pour l'avenir...

C. Recettes budgétaires tirées de l'or et du lithium (en pourcentage du PIB ; dans des scénarios de prix alternatifs)



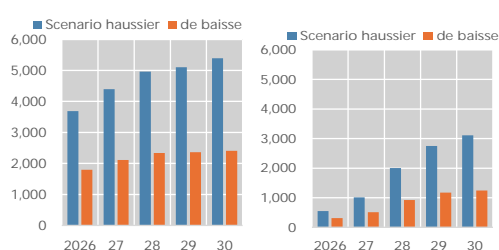
Sources : Statista, CME, DG Mines du Mali, calculs des services du FMI.

Notes : 26e = dernières données du 30 janvier 2026. Dans les pages B et C, la courbe des prévisions à la hausse suppose que la courbe des cours à terme pour l'or à la mi-janvier 2026 est retenue et que les cours du lithium atteindront d'ici 2030 leur niveau de 2022. Une tendance baissière suppose que la courbe du prix de l'or commence en décembre 2023 et que le prix du lithium reste proche de son niveau de fin janvier 2026. Quantités estimées par les services du FMI à partir de l'enquête de la DG Mines. Dans la page C, la part de l'État est de 40 % dans le scénario favorable et de 30 % dans le scénario pessimiste. La page D est tirée des Perspectives économiques régionales du département Afrique d'octobre 2024 — Une région et deux trajectoires : divergence en Afrique subsaharienne.

Cela pourrait se traduire par une augmentation du chiffre d'affaires dans les années à venir...

B. Scénarios pour la valeur des ventes d'or et de lithium

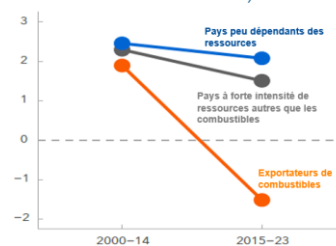
(en milliards de FCFA; quantité minière multipliée par prix)



... mais ne garantit pas nécessairement une meilleure croissance.

D. Afrique subsaharienne : croissance du PIB réel par habitant, après la divergence de croissance de 2014

(Médiane, parités de pouvoir d'achat, en dollars internationaux)



18. Les services du FMI recommandent d'adopter un cadre budgétaire à moyen terme qui établit une distinction claire entre les recettes minières et non minières et d'arrimer la politique économique à une règle budgétaire crédible. Cela permettrait de faire la distinction entre les recettes « normales » et les recettes extraordinaires liées à l'exploitation minière, et de lisser les dépenses de ces dernières dans le temps. Cette approche permettrait d'éviter les alternances d'expansion et de récession et de gérer la viabilité de la richesse minière. Bien que des réformes plus générales vont au-delà du cadre de la revue du programme de référence, les services du FMI ont lancé des discussions au cours de la mission et poursuivront le dialogue par le biais de futures collaborations. Adaptées au contexte fragile du Mali et en s'appuyant sur les fonds existants prévus par le code minier, les options comprennent le renforcement des mécanismes de stabilisation ou de fonds souverains, la constitution de marges budgétaires et de réserves, la

réduction de la dette et des arriérés, l'augmentation des investissements bien ciblés et de la diversification, et le soutien aux programmes sociaux et environnementaux dans les zones affectées par l'exploitation minière.¹² Les entretiens ont également porté sur l'équilibre approprié entre l'épargne et la dépense des recettes minières exceptionnelles, y compris le séquençage des dépenses et la hiérarchisation des besoins de développement pour assurer la viabilité budgétaire et l'utilisation efficace des ressources.

B. Politique budgétaire

19. Le budget 2026, qui a été approuvé en décembre 2025, vise à concilier soutien et viabilité budgétaire. Les projections budgétaires des services du FMI diffèrent quelque peu des prévisions des autorités, pour les raisons suivantes :

- L'augmentation des recettes fiscales, découlant de l'augmentation des recettes minières dans un contexte de prix record de l'or et d'une prévision de production plus élevée que dans le scénario de référence des autorités;
- Hausse des dépenses courantes, principalement liée aux biens et services, aux subventions et aux paiements d'intérêts.

Le budget 2026 prévoit une augmentation de 15 % (en glissement annuel) des recettes budgétaires, tirée par l'augmentation des recettes fiscales directes et indirectes, repose en partie sur la mise en œuvre du plan de développement stratégique du gouvernement (Vision 2063), les nouvelles mesures fiscales mises en œuvre en 2025 (voir ci-dessus) et une croissance relativement élevée du PIB. Les services du FMI s'attendent à ce que les recettes minières dépassent les projections budgétaires, car les cours de l'or et du lithium ont augmenté d'environ 25 % et 55 %, respectivement, depuis le projet de loi de finances en septembre 2025 (et encore plus au début de 2026). En revanche, les dépenses nominales devraient augmenter de 9 % (en glissement annuel), en partie sous l'effet des dépenses d'investissement, des transferts et des subventions. Les

Mali : comparaison des projections budgétaires pour 2026 par les services du FMI et les autorités

| | Services du FMI | | Autorités maliennes | |
|--|-----------------|-------|---------------------|-------|
| | Billion CFAF | % GDP | Billion CFAF | % GDP |
| Recettes et dons | 3,806 | 20.3 | 3,696 | 19.7 |
| Recettes totales | 3,739 | 19.9 | 3,619 | 19.3 |
| Recettes budgétaires | 2,984 | 15.9 | 2,864 | 15.3 |
| Recettes fiscales | 2,827 | 15.1 | 2,602 | 13.9 |
| Impôts directs | 961 | 5.1 | 936 | 5.0 |
| Impôts indirects | 1,866 | 10.0 | 1,764 | 9.4 |
| TVA | 830 | 4.4 | 825 | 4.4 |
| Accises sur produits pétroliers | 198 | 1.1 | 198 | 1.1 |
| Droits d'importation | 257 | 1.4 | 247 | 1.3 |
| Autres impôts indirects | 679 | 3.6 | 494 | 2.6 |
| Remboursements de taxes | -98 | -0.5 | -98 | -0.5 |
| Recettes non fiscales | 156 | 0.8 | 137 | 0.7 |
| Recettes en capital | 10 | 0.1 | 10 | 0.1 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 755 | 4.0 | 755 | 4.0 |
| Dons | 67 | 0.4 | 77 | 0.4 |
| Dépenses totales et prêts nets | 4,224 | 22.5 | 4,119 | 22.0 |
| Dépenses budgétaires | 3,472 | 18.5 | 3,367 | 18.0 |
| Dépenses courantes | 2,619 | 14.0 | 2,514 | 13.4 |
| Salaires et traitements | 1,164 | 6.2 | 1,134 | 6.0 |
| Biens et services | 737 | 3.9 | 682 | 3.6 |
| Transferts et subventions | 472 | 2.5 | 452 | 2.4 |
| Intérêts | 246 | 1.3 | 246 | 1.3 |
| Dépenses en capital | 853 | 4.5 | 853 | 4.5 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 755 | 4.0 | 755 | 4.0 |
| Prêts nets | -3 | 0.0 | -4 | 0.0 |
| Solde global (base comptable d'exercice) | -418 | -2.2 | -423 | -2.26 |
| Déficit primaire net | -172 | -0.9 | -177 | -0.94 |

Sources : Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

¹² Voir les Perspectives économiques régionales sur l'Afrique subsaharienne d'octobre 2022 (Gérer l'incertitude entourant les cours du pétrole et la transition énergétique) et d'octobre 2024 (Une région, deux trajectoires : divergence en Afrique subsaharienne).

projections de dépenses des services du FMI prévoient de modestes hausses des biens et services et des subventions pour tenir compte de l'effet de la hausse des prix des carburants en 2026 due au conflit au Moyen-Orient.

20. Tout en se félicitant de l'augmentation des recettes, les services du FMI soulignent la nécessité de faire preuve de prudence et de constituer des réserves dans un contexte de possibles retombées minières exceptionnelles et d'incertitudes persistantes. Les perturbations de l'approvisionnement en carburant et les pressions qui en découlent pourraient persister en 2026, surtout compte tenu de l'éclatement de la guerre au Moyen-Orient. Le budget vise une réduction du déficit global, de 2,75 % du PIB dans la loi de finances de 2025 à 2,25 % en 2026, et du déficit primaire de 1,5 à 0,9 %. Les services du FMI ont en particulier insisté sur le fait que le budget doit reposer sur des projections prudentes et actualisées des recettes minières, une part des gains exceptionnels étant économisée pour renforcer la marge de manœuvre budgétaire contre la volatilité des prix des produits de base et les risques sécuritaires. Il est possible d'effectuer des dépenses limitées et bien ciblées dans les domaines prioritaires, tels que la sécurité, les programmes sociaux et les mesures visant à assouplir les restrictions liées aux carburants, à condition que les recettes restent à un niveau adéquat et que l'on évite des hausses permanentes des dépenses récurrentes, en particulier la masse salariale (¶122).

21. Les services du FMI ont réitéré les conseils passés d'élargir l'assiette fiscale conformément aux recommandations antérieures de l'outil TADAT, car les recettes non minières devraient rester bien en deçà de l'objectif de 20 % du PIB fixé par l'UEMOA d'ici à 2031. La poursuite de l'augmentation des recettes devrait être axée sur la poursuite de la numérisation, l'élargissement de l'assiette des contribuables (y compris les secteurs en croissance rapide), la rationalisation des exonérations de TVA et des accises, et l'élaboration de l'impôt foncier au moyen d'un cadastre immobilier. Les services du FMI ont mis en garde contre l'imposition de nouvelles taxes sur les denrées alimentaires de base en raison de leur effet régressif et ont relevé des études du FMI soulignant l'inefficacité des taxes sur l'argent mobile, qui peuvent compromettre l'inclusion financière et compromettre les efforts visant à réduire l'économie informelle.¹³ L'affectation d'une partie de ces recettes à des fonds spéciaux nécessitera de solides mécanismes de gouvernance et de responsabilisation afin de garantir la transparence, une hiérarchisation claire des priorités et une utilisation efficace des ressources, y compris les dispositions institutionnelles de gestion de ces fonds et leur intégration dans le cadre budgétaire général. L'examen en cours devrait également inclure des mesures visant à encourager la formalisation du secteur informel, notamment des régimes simplifiés tels que l'imposition forfaitaire et une protection sociale rationalisée.

¹³ Les taxes pourraient réduire l'utilisation de l'argent mobile en encourageant le passage aux systèmes de paiement traditionnels. Pour les utilisateurs non bancarisés, ces prélèvements pourraient augmenter les coûts de transaction et inciter à un recours accru aux espèces, ce qui pourrait nuire aux efforts visant à réduire l'informalité. Voir Barczay et al. (2025), [Taxing Mobile Money : Theory and Evidence](#), document de travail du FMI 2025/255 pour des études mettant en évidence à la fois les canaux théoriques et les données de l'imposition de taxes sur l'argent mobile dans les pays d'Afrique subsaharienne.

22. Les entretiens ont également porté sur des mesures destinées à améliorer l'efficacité et la composition des dépenses publiques tout en favorisant un rythme plus rapide des investissements publics. Outre les récentes réformes des ressources humaines évoquées dans la première revue, la réduction du gaspillage par l'établissement de budgets par programme et des examens réguliers des dépenses pourraient engendrer d'autres gains. Les services du FMI saluent les efforts initiaux des autorités pour suspendre les travailleurs fantômes de la paie, mais encouragent le recours à des contrôles biométriques et à des vérifications régulières pour réduire les erreurs et incohérences potentielles. En outre, les services du FMI ont fait part de leurs préoccupations au sujet des modifications récemment approuvées de la masse salariale et ont souligné la nécessité de procéder à une évaluation approfondie afin de veiller à ce qu'elles n'entraînent pas de nouvelles pressions sur les salaires. Même si l'évaluation préliminaire des autorités semble indiquer que l'impact sur la masse salariale serait marginal, les services du FMI soulignent la nécessité d'un suivi et d'une vérification minutieuse. Les services du FMI ont également réitéré la nécessité de réformer les entreprises publiques déficitaires, comme souligné lors des consultations de 2025 au titre de l'article IV. Dans le même temps, les services du FMI sont favorables à une augmentation des investissements publics pour compenser la récente sous-exécution et renforcer la croissance à long terme, tout en prenant note de l'accent mis par les autorités sur la mobilisation de financements extérieurs supplémentaires pour soutenir la hausse des investissements. Dans ce contexte, les services du FMI ont l'intention d'avoir des discussions de suivi sur les progrès réalisés dans la poursuite de la réforme pour remédier aux faiblesses du PIMA identifiées dans les évaluations 2018/2021.¹⁴ et encourageront vivement le lancement d'une nouvelle évaluation des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA), étant donné que la dernière évaluation date de 2021.

23. Comme souligné lors de la première revue du programme de référence, les services du FMI ont souligné l'importance cruciale d'améliorer la gestion de la dette et des arriérés. En particulier, compte tenu des risques de refinancement liés à l'augmentation du volume de la dette arrivant à échéance à partir de 2026 et à la hausse des paiements d'intérêts, les autorités conviennent de la nécessité de gérer soigneusement la structure des échéances des nouveaux emprunts. De même, elles indiquent que des entretiens avec plusieurs créanciers extérieurs sont en cours pour définir les modalités d'un règlement progressif des arriérés. Il est important de noter que les autorités se déclarent très disposées à utiliser la marge budgétaire disponible pour réduire considérablement l'encours des arriérés de paiement intérieurs anciens, l'objectif étant de reconstituer la liquidité du secteur privé, y compris du système bancaire.

¹⁴ Selon le dernier rapport de l'évaluation de la gestion des investissements publics du Mali, le cadre institutionnel de gestion des investissements publics du Mali est solide par rapport aux pays comparables, à quatre exceptions près : 1) le cadre institutionnel incomplet des partenariats public-privé ; 2) les possibilités d'amélioration de la comptabilité et de la valorisation des actifs ; 3) une mauvaise gestion des engagements et des projections des flux de trésorerie, ayant une incidence sur la disponibilité du financement pour les investissements ; et 4) l'absence d'évaluation systématique ou exhaustive des projets.

C. Améliorer la gouvernance et la transparence

24. La mission a souligné qu'il demeurerait essentiel de renforcer encore la gouvernance. Depuis le diagnostic de la gouvernance de 2021, le Mali a avancé dans la lutte contre la corruption, les réformes judiciaires et la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Il a été retiré de la liste grise du GAFI en juin 2025 après avoir remédié aux principales défaillances de son cadre de LBC/FT et depuis, il continue de renforcer ses mesures de LBC/FT. Les services du FMI ont souligné la nécessité d'aller plus loin, notamment en matière de déclarations de patrimoine et de surveillance des entreprises publiques, comme souligné dans le dernier rapport au titre de l'article IV. Les autorités ont noté qu'un projet était en cours d'élaboration pour renforcer la gouvernance, notamment un projet de loi rendant la Cour des comptes pleinement opérationnelle et une nouvelle loi soutenant le déploiement des déclarations de patrimoine en ligne.

25. Les services du FMI félicitent les autorités pour les améliorations en matière de transparence et de responsabilité réalisées dans le cadre du programme de référence, tout en soulignant la nécessité de renforcer la gouvernance budgétaire et la gestion des finances publiques. Les services du FMI encouragent les autorités à veiller à ce que les dépenses enregistrées restent cohérentes avec les catégories convenues dans le cadre du programme, à continuer de rendre compte des dépenses et à coopérer avec l'audit du BVG sur l'utilisation des ressources de la FCR, qui devrait être achevé en juin 2026. Les services du FMI ont également préconisé la mise en œuvre du plan d'action à la suite du recensement des comptes publics, qui fera l'objet d'un suivi rigoureux et continuera d'être affiné en vue d'intégrer des mesures stratégiques à moyen terme appuyant une gestion efficace et durable de la trésorerie, dans le but de passer progressivement à un compte unique du Trésor. Les services du FMI ont également demandé des précisions sur le programme plus général de réforme de la gouvernance budgétaire, en particulier sur le calendrier d'assainissement du code des impôts conformément aux efforts d'harmonisation de l'UEMOA et de l'OHADA et de mobilisation des recettes, en vue de simplifier les procédures et d'accroître la sécurité juridique pour les entreprises. Ces informations alimenteront des discussions plus approfondies lors de consultations futures.

D. Autres questions

26. Évaluations des sauvegardes. La dernière évaluation des sauvegardes de la BCEAO a été achevée en août 2023. La mise en œuvre des recommandations progresse lentement. L'une des principales recommandations portait sur l'alignement des statuts de la BCEAO sur les modifications introduites dans l'accord de coopération de 2019 avec la France. Les services du FMI poursuivent le dialogue avec les autorités pour appuyer les efforts de suivi. La BCEAO s'est félicitée des conclusions de l'évaluation des sauvegardes 2023 selon lesquelles elle « continue de disposer de dispositifs solides en matière d'audit interne et externe, de bonnes pratiques d'information financière et d'un environnement de contrôle robuste et bien établi ». La BCEAO a également indiqué qu'à la suite de cette évaluation, elle avait adopté une feuille de route et incorporé des mesures connexes dans son plan stratégique afin d'en assurer la bonne mise en œuvre. En ce qui concerne les recommandations

en suspens, la BCEAO note que des progrès ont été réalisés dans l'alignement des statuts de la BCEAO sur les amendements introduits dans l'accord de coopération avec la France. Jusqu'à présent, quatre des huit Etats membres ont ratifié l'accord de coopération révisé.

27. Le FMI devrait continuer d'appuyer les efforts de réforme des autorités. Les services du FMI ont réaffirmé l'importance d'un accompagnement soutenu en matière de développement des capacités, axé sur la mobilisation des recettes intérieures, la gestion des finances publiques, la gestion de la dette, les statistiques macroéconomiques et la gouvernance. Après la récente mise à niveau de ses comptes nationaux aux normes du SCN 2008 avec l'appui du FMI, le Mali devrait continuer à renforcer son cadre macro budgétaire et sa gestion des risques, notamment en établissant des règles budgétaires pour gérer la richesse minière et en faisant avancer les réformes de l'administration fiscale et des recettes. Les services du FMI ont également évoqué un soutien et une formation ciblés destinés à améliorer la gestion des données par les douanes et à renforcer les pratiques de gestion des risques.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

28. Le Mali rebondit après avoir subi de grandes difficultés macroéconomiques et humanitaires à la fin de 2025, alors que les tensions sécuritaires se sont apaisées et que la production d'or se redresse. Les attaques terroristes visant les approvisionnements en carburant ont présenté des risques particuliers l'an dernier, étant donné la forte dépendance de l'économie aux carburants pour la production électrique, l'industrie manufacturière, l'agriculture et les transports, ce qui a vraisemblablement maintenu la croissance en dessous de 5 % en 2025 malgré les bons résultats des trois premiers trimestres. Les mesures visant à rétablir l'approvisionnement en carburant et la sécurité, le remboursement significatif des arriérés intérieurs et la résolution du différend minier devraient favoriser une reprise plus vigoureuse en 2026, avec une croissance prévue de 5,5 %, même si le récent conflit au Moyen-Orient pourrait avoir des retombées négatives au Mali.

29. Les services du FMI félicitent les autorités pour les bons résultats obtenus dans le cadre du programme de référence, en dépit des chocs auxquels elles ont été confrontées au cours de la période. Tous les objectifs quantitatifs et qualitatifs, y compris ceux concernant les dépenses sociales prioritaires, les recettes fiscales nettes, les arriérés intérieurs et extérieurs et le déficit primaire, ont été atteints et les résultats ont été dépassés dans certains cas. Tous les repères structurels, notamment la numérisation des recettes fiscales, l'interconnexion des services fiscaux, la publication des dépenses et des achats au titre de la FCR et le recensement des comptes bancaires du secteur public, ont été atteints.

30. Une distinction plus claire entre recettes minières et non minières est nécessaire pour orienter la politique budgétaire dans le contexte des cours de l'or historiquement élevés. Les recettes minières ont augmenté ces deux dernières années à la suite de la réforme du code minier et devraient continuer de progresser si les prix de l'or et du lithium restent élevés. Les services du FMI engagent les autorités à gérer ces recettes exceptionnelles avec prudence en faisant preuve de solidité dans la gouvernance et la transparence, en hiérarchisant soigneusement les dépenses et en s'abstenant de prendre des mesures procycliques. Les services du FMI recommandent également

d'élaborer un cadre budgétaire à moyen terme qui établit une distinction claire entre les recettes minières et non minières afin de mieux ancrer la politique budgétaire. S'ils sont bien gérés, ces revenus pourraient soutenir un développement durable et inclusif, conformément à la Vision 2063.

31. La viabilité des finances publiques, les réformes de la gouvernance et de la gestion des finances publiques ainsi que la poursuite de l'apurement des arriérés restent indispensables pour améliorer le climat des affaires et rétablir la confiance des investisseurs à moyen terme. Les services du FMI saluent l'engagement des autorités à maintenir un déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB tout en préservant les dépenses sociales prioritaires pour faire face à l'insécurité alimentaire, aux déplacements de populations et aux répercussions de la crise énergétique de fin 2025. Les services du FMI souscrivent aux efforts visant à élargir l'assiette fiscale de manière équitable et transparente, notamment en augmentant les recettes tirées de l'économie informelle, désormais mieux prises en compte dans le PIB rebasé. Les services du FMI ont également souligné la nécessité d'une gouvernance, d'une transparence et d'une surveillance solides des fonds financés par les recettes minières et d'autres fonds spéciaux affectés créés pour atteindre des objectifs stratégiques précis.

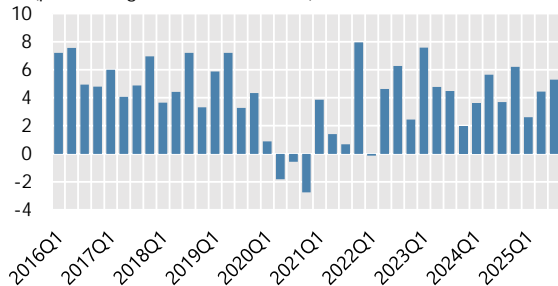
32. Les services du FMI souscrivent à la demande des autorités d'achever la deuxième et dernière revue du programme de référence, au vu des bons résultats obtenus dans le cadre du programme. Les services du FMI encouragent les autorités à maintenir la dynamique de réforme dégagée dans le cadre du programme de référence et à s'appuyer sur ces progrès en vue de la mise en place éventuelle d'un futur programme donnant accès aux tranches supérieures de crédit.

Graphique 1. Mali : indicateurs à haute fréquence

La croissance du PIB réel au cours des deux premiers trimestres de 2025 a ralenti par rapport à 2023 et 2024...

Croissance du PIB

(pourcentage, variation annuelle)

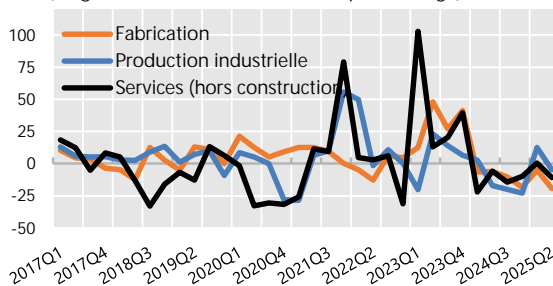


Source: INSTAT; calculs des services du FMI

... Cela s'explique par des contractions dans le secteur secondaire et dans une partie du secteur tertiaire.

Secteurs industriels et de services

(en glissement annuel, variation en pourcentage)

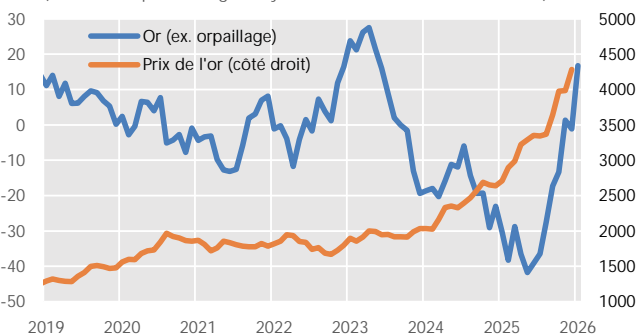


Source: Autorités maliennes ; calculs des services du FMI.

Dans le même temps, la production d'or a continué de baisser en 2025 malgré la forte hausse des prix du marché de l'or...

Production et prix de l'or

(variation en pourcentage, moyenne mobile sur 4 mois, \$ US/tr.oz.)

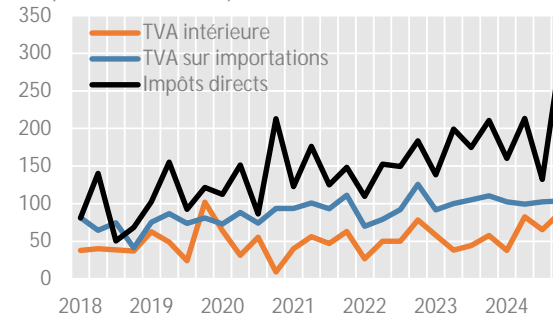


Sources: autorités maliennes, Bourse des métaux de Londres, calculs du personnel du FMI.

... Les recettes fiscales directes ont quant à elles augmenté, soutenues en particulier par les paiements exceptionnels versés par les compagnies minières.

Recettes fiscales trimestrielles

(en milliards de FCFA)

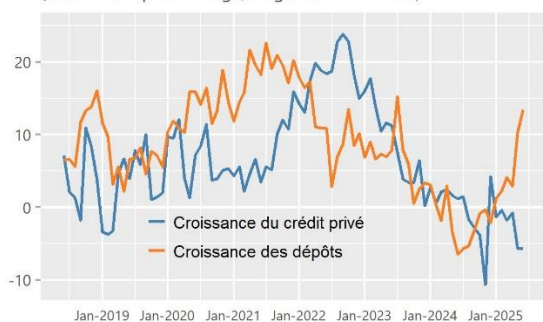


Sources: Autorités maliennes; estimations des services du FMI.

La croissance du crédit est restée négative pendant une grande partie de 2025, tandis que la croissance des dépôts est devenue positive par rapport à 2024...

Croissance du crédit et des dépôts

(variation en pourcentage, en glissement annuel)

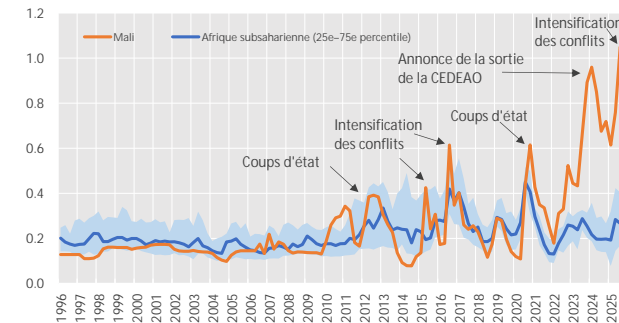


Source: Autorités maliennes; calculs des services du FMI.

...et l'incertitude entourant les politiques intérieures s'est intensifiée au troisième trimestre de 2025.

Incertitude au Mali et dans le reste du monde

(en pourcentage)



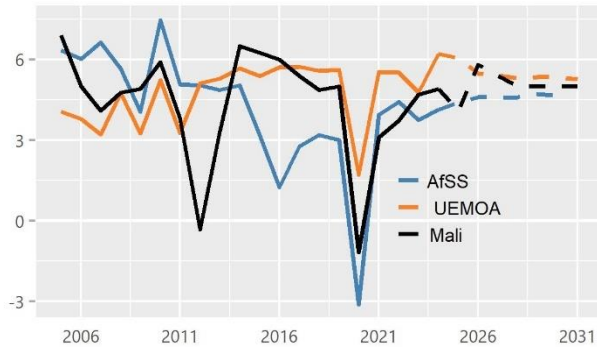
Sources : Ahir, Bloom et Furceri, Indice mondial d'incertitude, et calculs des services du FMI.

Graphique 2. Mali : évolution du secteur réel

La croissance du PIB réel du Mali devrait être légèrement inférieure à la moyenne de l'UEMOA à moyen terme...

Croissance du PIB en AfSS

(en pourcentage)

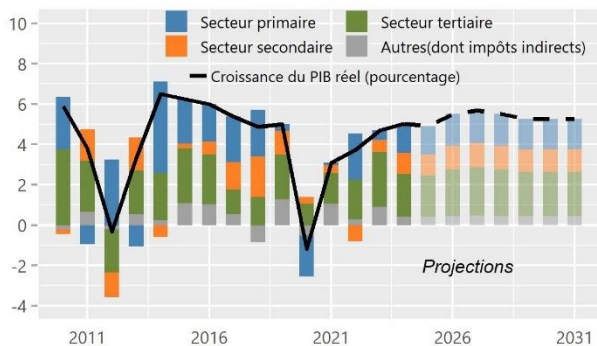


Sources: World Economic Outlook; calculs des services du FMI.

L'accélération de la croissance attendue à partir de 2026 concerne l'ensemble des secteurs...

Contributions à la croissance : côté offre

(variation en pourcentage, en glissement annuel)

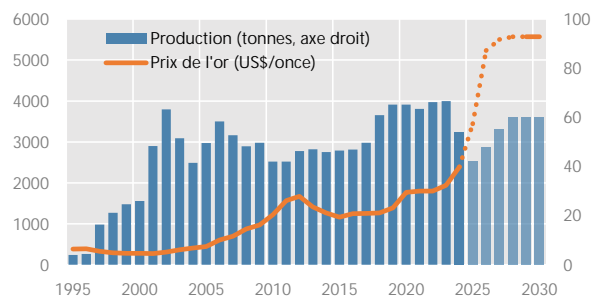


Source: Calculs des services du FMI.

La production d'or a reculé en 2025, mais se redressera à partir de 2026 sous l'effet de prix records.

Production et prix de l'or

(en US\$/troy once et en tonnes)

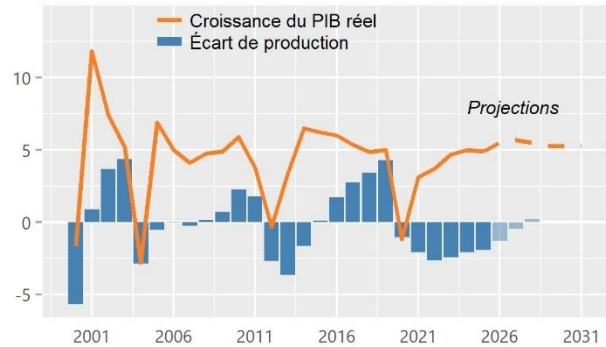


Source: Autorités maliennes ; calculs des services du FMI

... La production devrait augmenter de 5,25 % par an à moyen terme.

Écart de production

(en pourcentage du PIB potentiel)

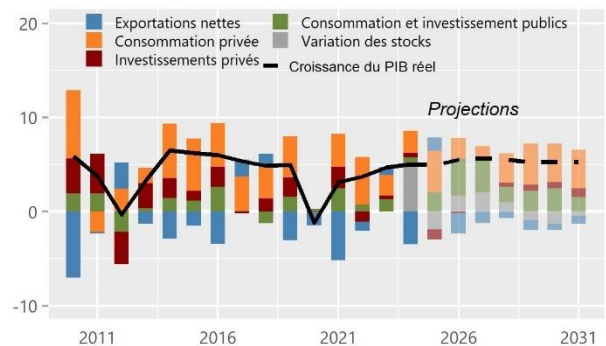


Source: Calculs des services du FMI.

... alors que du côté de la demande, les contributions de la consommation privée et de l'investissement public devraient s'accroître à partir de 2026.

Contributions à la croissance : côté demande

(variation en pourcentage, en glissement annuel)

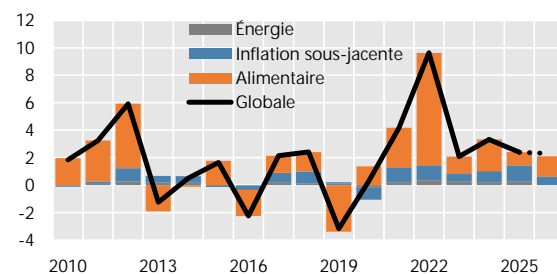


Source: Calculs des services du FMI.

L'inflation s'accélère en 2025 en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de la montée des incertitudes.

Inflation des prix à la consommation et composantes

(pourcentage, variation annuelle et cotisations)



Source: Autorités maliennes ; calculs des services du FMI

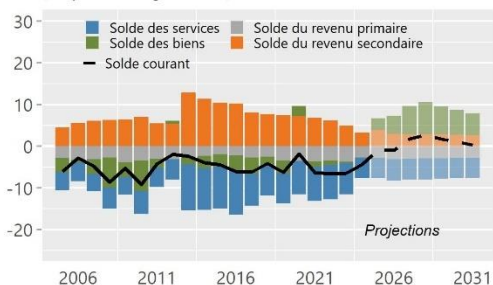
Graphique 3. Mali : évolution du secteur extérieur

Le solde courant devrait devenir positif en 2026, sous l'effet d'un excédent plus élevé des échanges de biens...

... et les termes de l'échange devraient s'améliorer à court terme, avant de se détériorer à moyen terme.

Solde courant

(en pourcentage du PIB)

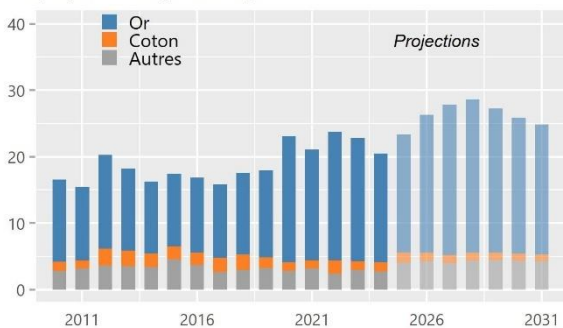


Source: Autorités maliennes; calculs des services du FMI.

L'or représentait près de 80 % des exportations totales en 2025 et devrait rester le principal produit d'exportation...

Composition des exportations

(en pourcentage du PIB)

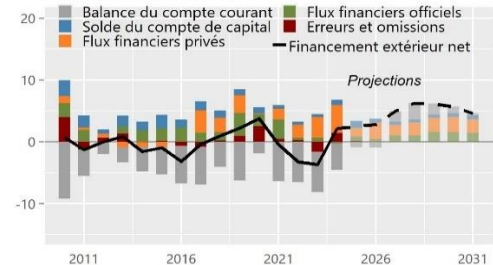


Sources : autorités maliennes ; Calculs des services du FMI.

Le financement extérieur net devrait rester positif en 2025-2026 et continuer de s'améliorer à moyen terme à mesure que la production d'or augmentera et que l'appui budgétaire sera progressivement rétabli sur les dernières années.

Balance des paiements

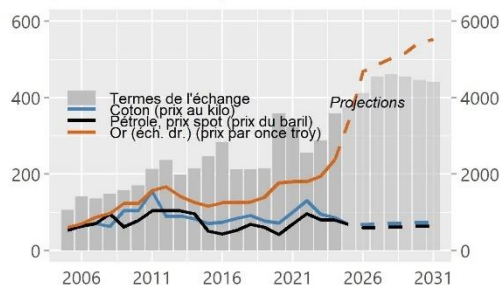
(en pourcentage du PIB)



Source: Calculs des services du FMI.

Prix internationaux des matières premières

(en dollars américains)

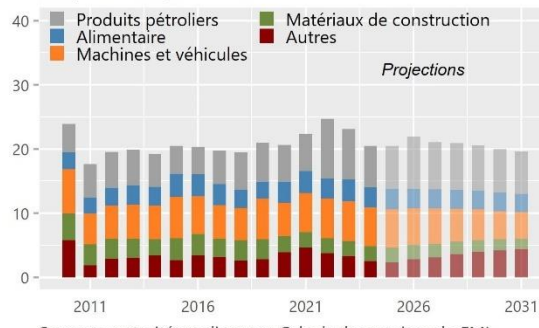


Source: World Economic Outlook; calculs des services du FMI.

... tandis que les importations devraient rester globalement inchangées en 2026 par rapport à 2024 et 2025.

Composition des importations

(en pourcentage du PIB)



Sources : autorités maliennes ; Calculs des services du FMI.

Le TCER s'est apprécié modestement au début de 2025 avant d'inverser le cours au second semestre, probablement du fait de différentiels d'inflation plus élevés avec le reste du monde.

Taux de change

(Indice pour le TCER et le TCEN, unités monétaires pour USD/EUR)



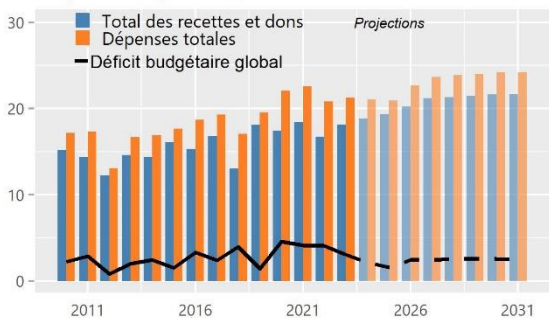
Source: World Economic Outlook; calculs des services du FMI.

Graphique 4. Mali : évolution budgétaire

Le déficit budgétaire devrait rester très inférieur au plafond de 3 % du PIB fixé par l'UEMOA.

Solde budgétaire

(en pourcentage du PIB)

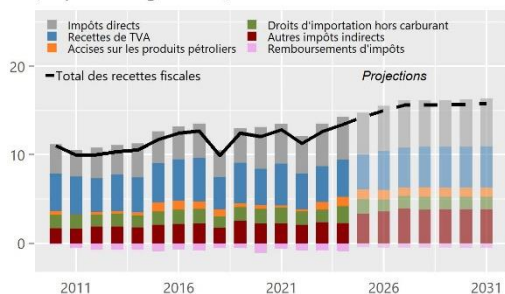


Sources: Ministère des Finances du Mali; Calculs des services du FM

Le coefficient fiscal devrait rester inchangé en 2025 et augmenter à partir de 2026

Recettes fiscales

(en pourcentage du PIB)

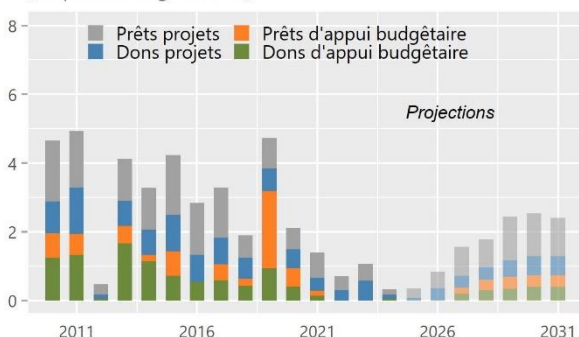


Sources : Ministère des Finances du Mali; Calculs des services du FMI.

L'appui budgétaire extérieur est nul ou pratiquement nul depuis 2021...

Subventions et prêts publics extérieurs

(en pourcentage du PIB)

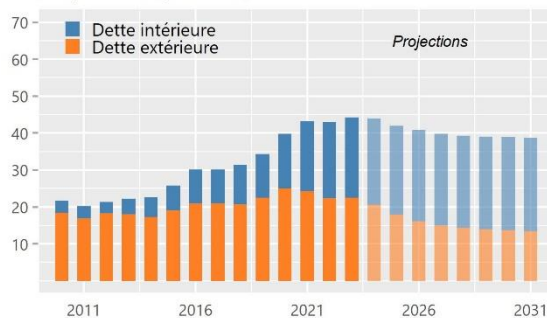


Sources : Ministère des Finances du Mali; Calculs des services du FMI.

La dette publique devrait diminuer à moyen terme si les tendances actuelles du cours de l'or restent inchangées.

Dette publique totale

(en pourcentage du PIB)

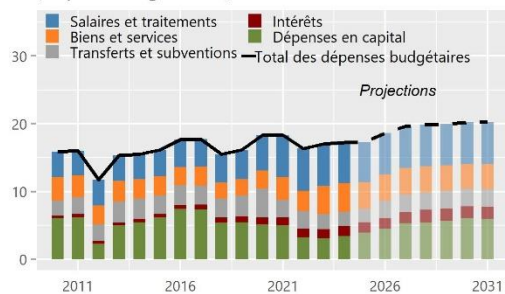


Sources: Ministère des Finances du Mali; Calculs des services du FM

... tandis que le ratio des dépenses devrait augmenter légèrement à partir de 2026 en raison de la hausse des dépenses d'investissement.

Les dépenses du gouvernement

(en pourcentage du PIB)

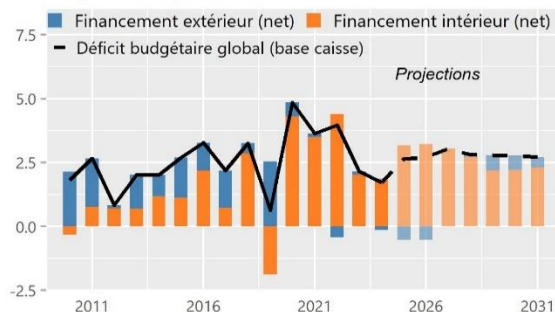


Sources: Ministère des Finances du Mali; Calculs des services du FM

... et les autorités ont commencé à recourir à un financement intérieur coûteux pour financer leurs besoins budgétaires.

Financement

(en pourcentage du PIB)



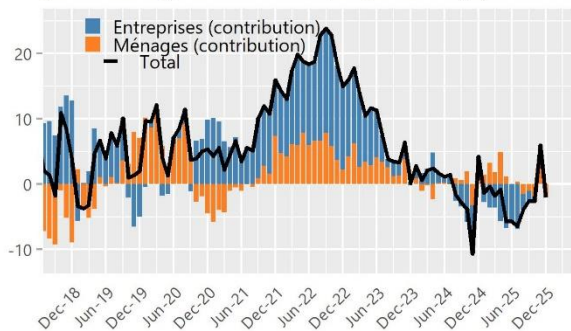
Sources : Ministère des Finances du Mali; Calculs des services du FMI.

Graphique 5. Mali : évolution des secteurs monétaire et financier

La croissance du crédit privé a été négative pendant une grande partie de 2025, mais montre des signes d'inflexion d'ici la fin de l'année...

Croissance du crédit

(variation en glissement annuel, en pourcentage)

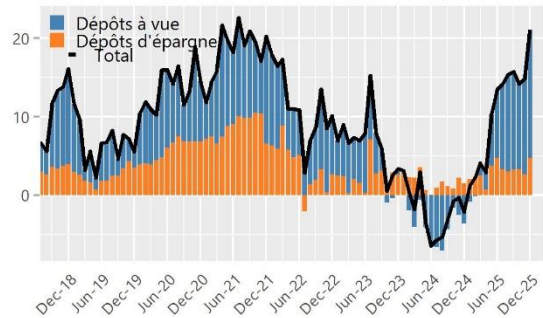


Source: BCEAO; calculs des services du FMI.

... tandis que la croissance des dépôts a été positive, ce qui a inversé le retrait des dépôts à vue enregistré en 2024.

Croissance des dépôts

(variation en glissement annuel, en pourcentage)



Source: BCEAO; calculs des services du FMI.

La BCEAO (banque centrale régionale) a réduit son taux directeur de 25 points de base en juillet, et les taux interbancaires ont suivi ...

BCEAO: Taux directeurs

(en pourcentage)

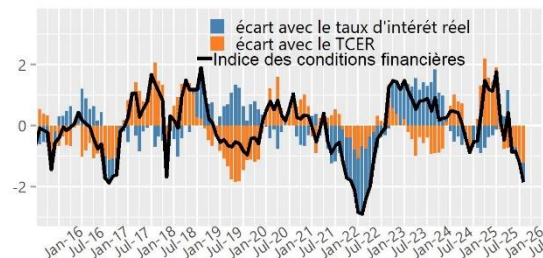


Source : BCEAO ; Calculs des services du FMI.
Remarque : En avril 2020, la BCEAO est passée d'enchères à montant fixe-taux variable à un mécanisme à taux fixe-montant variable.

... et la dépréciation relativement forte du TCER ont entraîné un assouplissement des conditions financières au second semestre de 2025.

Indice des conditions financières

(pondération à 50/50 des indices)

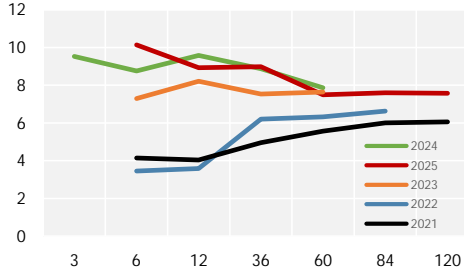


Source: BCEAO; calculs des services du FMI.
Note: Les écarts de taux d'intérêt réel et de TCER sont relatifs à leurs tendances à long terme.

Les charges d'intérêt de la dette malienne demeurent aussi élevées qu'en 2024 en raison des rendements élevés sur le marché régional.

Courbes de Rendement

(en pourcentage)

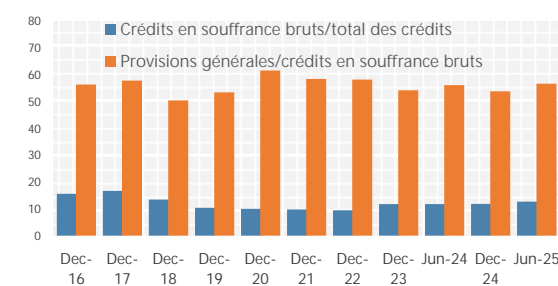


Sources: UMOA Titres et calculs des services du FMI.

Sur le plan réglementaire, la qualité des actifs des banques est restée globalement stable.

Crédits en souffrance

(en pourcentage de total des crédits)



Source: BCEAO.

Tableau 1. Mali : principaux indicateurs économiques et financiers, 2023–31

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|--|---|--------|--------|-----------|--------|-----------|------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 1 Rev SMP | Est. | 1 Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| Comptes nationaux et prix | | | | | | | | | | | | |
| | (Variation annuelle en pourcentage) | | | | | | | | | | | |
| PIB à prix constants | 3.7 | 4.7 | 5.0 | 4.1 | 4.9 | 5.5 | 5.5 | 5.7 | 5.5 | 5.2 | 5.3 | 5.2 |
| Déflateur du PIB | 6.4 | 1.9 | 2.7 | 2.5 | 2.5 | 2.2 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| IPC (moyenne annuelle) | 9.7 | 2.1 | 3.2 | 2.9 | 2.9 | 2.5 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| IPC (fin de période) | 8.1 | -0.5 | 4.9 | 2.5 | 2.5 | 2.2 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| Monnaie et crédit | | | | | | | | | | | | |
| Crédit à l'État | 77.7 | 34.8 | 0.2 | 19.2 | 17.7 | 20.1 | 20.0 | 18.2 | 12.9 | 8.9 | 8.8 | 9.1 |
| Crédit à l'économie | 14.9 | 0.3 | 4.1 | -6.3 | -1.7 | 7.9 | 7.9 | 7.8 | 7.6 | 7.4 | 7.4 | 7.4 |
| Masse monétaire au sens large (M2) | 10.7 | -1.1 | 1.8 | 0.1 | 12.0 | 7.9 | 7.9 | 7.8 | 7.6 | 7.4 | 7.4 | 7.4 |
| Finances de l'administration centrale et dette publique | | | | | | | | | | | | |
| | (Pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | | | |
| Recettes | 16.4 | 17.6 | 18.7 | 18.3 | 19.3 | 18.3 | 19.9 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.7 | 20.8 |
| dont : Recettes fiscales | 11.3 | 12.6 | 13.4 | 13.2 | 14.3 | 13.3 | 15.0 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.7 | 15.8 |
| Dons | 0.3 | 0.6 | 0.2 | 0.3 | 0.1 | 0.4 | 0.4 | 0.6 | 0.7 | 0.8 | 0.9 | 1.0 |
| Total des dépenses et prêts nets | 20.8 | 21.2 | 21.0 | 21.3 | 20.9 | 21.3 | 22.6 | 23.6 | 23.9 | 24.0 | 24.2 | 24.2 |
| Solde global (base ordonnancement) | -4.0 | -3.0 | -2.2 | -2.7 | -1.6 | -2.6 | -2.4 | -2.4 | -2.5 | -2.5 | -2.5 | -2.5 |
| Solde global (base caisse) | -4.0 | -2.2 | -1.7 | -2.7 | -2.6 | -3.1 | -2.7 | -3.0 | -2.8 | -2.8 | -2.8 | -2.7 |
| Dette publique ¹ | 42.9 | 44.3 | 44.0 | 41.9 | 41.9 | 40.9 | 40.8 | 39.8 | 39.3 | 39.0 | 38.9 | 38.7 |
| Dette publique extérieure | 22.4 | 22.5 | 20.6 | 18.0 | 17.9 | 16.9 | 16.2 | 15.0 | 14.4 | 14.0 | 13.8 | 13.4 |
| Dette publique intérieure ² | 20.5 | 21.8 | 23.4 | 23.8 | 24.0 | 23.9 | 24.6 | 24.8 | 24.9 | 25.0 | 25.1 | 25.3 |
| Service de la dette | 5.5 | 6.0 | 5.7 | 6.1 | 6.9 | 8.6 | 9.4 | 10.0 | 12.0 | 11.6 | 11.6 | 11.8 |
| Secteur extérieur | | | | | | | | | | | | |
| Solde courant, transferts officiels inclus | -6.5 | -6.5 | -4.3 | -4.9 | -0.9 | -3.8 | -1.0 | 1.7 | 2.7 | 1.8 | 1.1 | 0.3 |
| Solde courant, transferts officiels exclus | -8.7 | -8.2 | -4.5 | -5.0 | -1.9 | -4.0 | -1.1 | 1.4 | 2.2 | 1.3 | 0.5 | -0.3 |
| Exportations de biens et services | 25.9 | 24.7 | 22.3 | 23.1 | 25.0 | 23.8 | 28.0 | 29.5 | 30.2 | 28.8 | 27.5 | 26.4 |
| Importations de biens et services | 35.1 | 32.5 | 27.2 | 28.1 | 26.9 | 27.4 | 28.8 | 27.7 | 27.6 | 27.0 | 26.4 | 25.9 |
| Balance globale des paiements | -3.3 | -3.7 | 2.1 | -1.1 | 2.5 | -0.4 | 2.8 | 5.0 | 6.2 | 6.1 | 5.6 | 4.6 |
| Termes de l'échange (détérioration -) | -21.0 | 12.2 | 24.9 | 4.6 | 4.7 | -0.5 | 9.4 | 10.3 | 1.4 | -1.5 | -1.7 | -1.3 |
| Taux de change effectif réel (dépréciation -) | -0.5 | 2.1 | 1.4 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | |
| PIB nominal (milliards de FCFA) ³ | 14,102 | 15,051 | 16,233 | 17,301 | 17,454 | 18,664 | 18,828 | 20,299 | 21,844 | 23,451 | 25,175 | 27,027 |
| PIB nominal (milliards de dollars) | 22.7 | 24.8 | 26.8 | 29.8 | 30.0 | 33.2 | 33.8 | 36.4 | 39.1 | 41.9 | 45.0 | 48.3 |
| Valeur ajouté du secteur minier (milliards de FCFA) | 1,795 | 1,848 | 1,670 | 1,740 | 1,755 | 1,916 | 1,933 | 2,142 | 2,255 | 2,339 | 2,434 | 2,613 |
| Dette publique (milliards de FCFA) | 6053 | 6666 | 7147 | 7241 | 7312 | 7625 | 7683 | 8087 | 8579 | 9148 | 9782 | 10465 |
| Taux de change dollar américain (moyenne) | 622.4 | 606 | 606 | 581 | 581 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Taux de change dollar américain (fin de période) | 619.5 | 602 | 626 | 562 | 560 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Réserves de change de l'UEMOA (fin de période, milliards de dollars) | 18.4 | 15.8 | 21.6 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Réserves de change de l'UEMOA (fin de période, milliards de FCFA) | 11,397 | 9,484 | 13,517 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| En mois d'importations de biens et services à t+1 | 4.0 | 3.3 | 4.5 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| En pourcentage de la masse monétaire au sens large (M2) | 24.9 | 20.0 | 26.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Cours de l'or (dollar/once fine, Londres) | 1802 | 1943 | 2387 | 3247 | 3440 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Prix du coton (FCFA/kg) | 1697 | 1207 | 1100 | 956 | 942 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Cours du pétrole (brut au comptant) (dollars le baril) | 96.4 | 81 | 79 | 69 | 68 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |

Sources : Ministère de l'économie et des finances; et estimations et projections des services du FMI.

¹ La dette publique désigne la dette générale du gouvernement.

² Y compris avances statutaires de la BCEAO, obligations d'État, bons du Trésor et autres créances. À partir de 2021, cela comprend une allocation de DTS d'un montant de 1,3 % du PIB rétrocédée par la BCEAO.

³ Le PIB nominal a été rebasé au cours de l'été 2025. Les statistiques et les ratios du PIB (en pourcentage du PIB) dans le cadre du programme RCF-SMP ont été ajustés afin d'assurer leur comparabilité avec les données du cadre actuel.

Tableau 2a. Mali : transactions budgétaires consolidées de l'administration centrale,
2022–31
(MSFP86 et milliards de FCFA)

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | | 2026 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|--------|--------|--------|----------|--------|----------|------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 1Rev SMP | Est. | 1Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| Recettes et dons | 2,360 | 2,733 | 3,061 | 3,220 | 3,376 | 3,490 | 3,806 | 4,302 | 4,656 | 5,031 | 5,449 | 5,866 |
| Recettes totales | 2,318 | 2,645 | 3,034 | 3,170 | 3,362 | 3,423 | 3,739 | 4,190 | 4,508 | 4,837 | 5,210 | 5,609 |
| Recettes budgétaires | 1,687 | 2,014 | 2,410 | 2,492 | 2,720 | 2,703 | 2,984 | 3,376 | 3,632 | 3,896 | 4,200 | 4,525 |
| Recettes fiscales ¹ | 1,591 | 1,902 | 2,183 | 2,290 | 2,496 | 2,489 | 2,827 | 3,175 | 3,418 | 3,668 | 3,960 | 4,269 |
| Impôts directs | 595 | 723 | 797 | 854 | 830 | 936 | 961 | 1,086 | 1,157 | 1,236 | 1,349 | 1,461 |
| Impôts indirectes | 996 | 1,179 | 1,385 | 1,436 | 1,666 | 1,553 | 1,866 | 2,089 | 2,261 | 2,431 | 2,611 | 2,808 |
| TVA | 572 | 606 | 681 | 709 | 682 | 762 | 830 | 919 | 998 | 1,081 | 1,171 | 1,269 |
| Accises sur produits pétroliers | 36 | 132 | 172 | 174 | 192 | 188 | 198 | 194 | 237 | 248 | 258 | 275 |
| Droits d'importation | 209 | 218 | 304 | 225 | 287 | 237 | 257 | 288 | 312 | 331 | 349 | 372 |
| Autres taxes indirectes | 295 | 353 | 371 | 432 | 583 | 464 | 679 | 794 | 829 | 896 | 967 | 1,041 |
| Remboursements de taxes | -116 | -131 | -143 | -104 | -79 | -98 | -98 | -106 | -115 | -124 | -135 | -149 |
| Recettes non fiscales | 96 | 112 | 227 | 202 | 224 | 214 | 156 | 201 | 214 | 229 | 240 | 255 |
| Recettes en capital | 1 | 2 | 1 | 15 | 0 | 10 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 631 | 632 | 623 | 678 | 642 | 720 | 755 | 814 | 876 | 941 | 1,010 | 1,084 |
| Dons | 43 | 88 | 28 | 50 | 13 | 67 | 67 | 112 | 147 | 193 | 239 | 257 |
| Projets | 43 | 88 | 20 | 50 | 13 | 65 | 65 | 71 | 82 | 111 | 138 | 149 |
| Budget | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 2 | 2 | 41 | 66 | 82 | 101 | 108 |
| dont : aide budgétaire générale | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 41 | 66 | 82 | 101 | 108 |
| dont : aide budgétaire sectorielle | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses totales et prêts nets ² | 2,932 | 3,192 | 3,412 | 3,682 | 3,653 | 3,967 | 4,261 | 4,799 | 5,210 | 5,624 | 6,088 | 6,542 |
| Dépenses budgétaires | 2,306 | 2,566 | 2,791 | 3,008 | 3,012 | 3,251 | 3,509 | 3,988 | 4,337 | 4,687 | 5,081 | 5,461 |
| Dépenses courantes | 1,846 | 2,099 | 2,231 | 2,365 | 2,331 | 2,498 | 2,656 | 2,912 | 3,164 | 3,359 | 3,553 | 3,843 |
| Traitements et salaires | 878 | 943 | 963 | 1,056 | 1,026 | 1,134 | 1,151 | 1,248 | 1,338 | 1,445 | 1,545 | 1,668 |
| Biens et services | 426 | 624 | 697 | 700 | 694 | 696 | 729 | 802 | 843 | 876 | 913 | 995 |
| Transferts et subventions | 365 | 331 | 343 | 394 | 341 | 421 | 482 | 521 | 564 | 609 | 657 | 710 |
| Intérêts | 177 | 201 | 228 | 214 | 271 | 246 | 293 | 340 | 419 | 430 | 438 | 470 |
| Dépenses en capital | 460 | 467 | 560 | 643 | 681 | 753 | 853 | 1,076 | 1,174 | 1,328 | 1,528 | 1,618 |
| Financement extérieur | 95 | 113 | 53 | 165 | 63 | 167 | 167 | 242 | 259 | 411 | 453 | 448 |
| Financement intérieur | 365 | 353 | 507 | 478 | 617 | 586 | 686 | 834 | 915 | 916 | 1,075 | 1,170 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 631 | 632 | 623 | 678 | 642 | 720 | 755 | 814 | 876 | 941 | 1,010 | 1,084 |
| Prêts nets | -5 | -5 | -2 | -4 | -1 | -4 | -3 | -4 | -4 | -4 | -4 | -4 |
| Solde budgétaire global (base ordonnancement) | -571 | -459 | -351 | -462 | -277 | -476 | -455 | -497 | -554 | -593 | -639 | -676 |
| Ajustement base caisse | 13 | 135 | 80 | 0 | -184 | -111 | -54 | -120 | -60 | -60 | -60 | -60 |
| Solde global (base caisse) | -558 | -324 | -279 | -462 | -461 | -587 | -509 | -616 | -614 | -653 | -699 | -736 |
| Financement | 558 | 324 | 279 | 462 | 461 | 587 | 509 | 616 | 614 | 653 | 699 | 736 |
| Financement extérieur (net) | -62 | 19 | -23 | -17 | -90 | 34 | -97 | -1 | 21 | 142 | 145 | 117 |
| Prêts | 56 | 73 | 27 | 201 | 50 | 275 | 90 | 205 | 242 | 380 | 400 | 391 |
| Prêts projets | 56 | 73 | 27 | 201 | 50 | 275 | 90 | 171 | 177 | 300 | 315 | 299 |
| Prêts budgétaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 66 | 80 | 86 | 92 |
| Amortissement | -127 | -89 | -98 | -223 | -145 | -241 | -191 | -206 | -222 | -238 | -256 | -274 |
| Allègement de la dette | 9 | 5 | 6 | 5 | 5 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Variation des arriérés (principal) | 0 | 30 | 43 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Financement intérieur (net) | 620 | 305 | 302 | 479 | 621 | 553 | 606 | 617 | 594 | 511 | 554 | 619 |
| Système bancaire | 590 | 255 | 232 | 484 | 427 | 437 | 428 | 469 | 393 | 306 | 330 | 369 |
| Banque centrale | 57 | -19 | -76 | 32 | 19 | -56 | -59 | -55 | -45 | -35 | -27 | -18 |
| dont : FMI (net) | -12 | -21 | -29 | 32 | 29 | -56 | -59 | -55 | -45 | -35 | -27 | -18 |
| Banques commerciales | 532 | 488 | 78 | 452 | 373 | 492 | 487 | 524 | 438 | 341 | 356 | 387 |
| Ajustement ³ | 0 | -184 | 230 | 0 | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes de privatisation | -4 | -5 | -1 | -15 | -21 | 0 | -35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre financement | 34 | 55 | 70 | 10 | 215 | 116 | 213 | 148 | 201 | 206 | 224 | 250 |
| Ecart de financement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | |
| PIB nominal | 14,102 | 15,051 | 16,233 | 17,301 | 17,454 | 18,664 | 18,828 | 20,299 | 21,844 | 23,451 | 25,175 | 27,027 |
| Déficit budgétaire primaire net (base ordonnancement) | -394 | -258 | -123 | -247 | -6 | -231 | -161 | -156 | -135 | -163 | -201 | -205 |
| Recettes fiscales nettes hors paiements miniers exceptionnels | 1,591 | 1,902 | 1,998 | 2,200 | 2,309 | 2,489 | 2,827 | 3,175 | 3,418 | 3,668 | 3,960 | 4,269 |
| Recettes fiscales du secteur minier ⁴ | 659 | 544 | #REF! | 476 | 868 | 575 | 1,285 | 1,525 | 1,685 | 1,701 | 1,726 | 1,761 |

Sources : Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

¹ Les projections de recettes fiscales sont basées sur les projections des services, et les projections de dépenses budgétaires sont basées sur le projet de budget 2024 adopté

² Base ordonnancement.

³ Ajustement pour tenir compte de la différence de définition de l'État dans les tableaux budgétaires et la situation monétaire.

⁴ Les données antérieures à 2020 proviennent de l'ITIE.

Tableau 2b. Mali : transactions budgétaires consolidées de l'administration centrale,
2022–31
(MSFP86, pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | | 2026 | | | | | | |
|---|--------|--------|--------|----------|--------|----------|------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 1Rev SMP | Est. | 1Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| Recettes et dons | 16.7 | 18.2 | 18.9 | 18.6 | 19.3 | 18.7 | 20.2 | 21.2 | 21.3 | 21.5 | 21.6 | 21.7 |
| Recettes totales | 16.4 | 17.6 | 18.7 | 18.3 | 19.3 | 18.3 | 19.9 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 20.7 | 20.8 |
| Recettes budgétaires | 12.0 | 13.4 | 14.8 | 14.4 | 15.6 | 14.5 | 15.8 | 16.6 | 16.6 | 16.6 | 16.7 | 16.7 |
| Recettes fiscales ¹ | 11.3 | 12.6 | 13.4 | 13.2 | 14.3 | 13.3 | 15.0 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.7 | 15.8 |
| Impôts directs | 4.2 | 4.8 | 4.9 | 4.9 | 4.8 | 5.0 | 5.1 | 5.3 | 5.3 | 5.3 | 5.4 | 5.4 |
| Impôts indirectes | 7.1 | 7.8 | 8.5 | 8.3 | 9.5 | 8.3 | 9.9 | 10.3 | 10.4 | 10.4 | 10.4 | 10.4 |
| TVA | 4.1 | 4.0 | 4.2 | 4.1 | 3.9 | 4.1 | 4.4 | 4.5 | 4.6 | 4.6 | 4.7 | 4.7 |
| Accises sur produits pétroliers | 0.3 | 0.9 | 1.1 | 1.0 | 1.1 | 1.0 | 1.1 | 1.0 | 1.1 | 1.1 | 1.0 | 1.0 |
| Droits d'importation | 1.5 | 1.5 | 1.9 | 1.3 | 1.6 | 1.3 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 | 1.4 |
| Autres taxes indirectes | 2.1 | 2.3 | 2.3 | 2.5 | 3.3 | 2.5 | 3.6 | 3.9 | 3.8 | 3.8 | 3.8 | 3.9 |
| Remboursements de taxes | -0.8 | -0.9 | -0.9 | -0.6 | -0.5 | -0.5 | -0.5 | -0.5 | -0.5 | -0.5 | -0.5 | -0.6 |
| Recettes non fiscales | 0.7 | 0.7 | 1.4 | 1.2 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 0.9 |
| Recettes en capital | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 4.5 | 4.2 | 3.8 | 3.9 | 3.7 | 3.9 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 |
| Dons | 0.3 | 0.6 | 0.2 | 0.3 | 0.1 | 0.4 | 0.4 | 0.6 | 0.7 | 0.8 | 0.9 | 1.0 |
| Projets | 0.3 | 0.6 | 0.1 | 0.3 | 0.1 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.5 | 0.6 | 0.6 |
| Budget | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.4 |
| dont : aide budgétaire générale | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.4 |
| dont : aide budgétaire sectorielle | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Dépenses totales et prêts nets ² | 20.8 | 21.2 | 21.0 | 21.3 | 20.9 | 21.3 | 22.6 | 23.6 | 23.9 | 24.0 | 24.2 | 24.2 |
| Dépenses budgétaires | 16.4 | 17.0 | 17.2 | 17.4 | 17.3 | 17.4 | 18.6 | 19.6 | 19.9 | 20.0 | 20.2 | 20.2 |
| Dépenses courantes | 13.1 | 13.9 | 13.7 | 13.7 | 13.4 | 13.4 | 14.1 | 14.3 | 14.5 | 14.3 | 14.1 | 14.2 |
| Traitements et salaires | 6.2 | 6.3 | 5.9 | 6.1 | 5.9 | 6.1 | 6.1 | 6.1 | 6.1 | 6.2 | 6.1 | 6.2 |
| Biens et services | 3.0 | 4.1 | 4.3 | 4.0 | 4.0 | 3.7 | 3.9 | 4.0 | 3.9 | 3.7 | 3.6 | 3.7 |
| Transferts et subventions | 2.6 | 2.2 | 2.1 | 2.3 | 2.0 | 2.3 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.6 |
| Intérêts | 1.3 | 1.3 | 1.4 | 1.2 | 1.6 | 1.3 | 1.6 | 1.7 | 1.9 | 1.8 | 1.7 | 1.7 |
| Dépenses en capital | 3.3 | 3.1 | 3.5 | 3.7 | 3.9 | 4.0 | 4.5 | 5.3 | 5.4 | 5.7 | 6.1 | 6.0 |
| Financement extérieur | 0.7 | 0.8 | 0.3 | 1.0 | 0.4 | 0.9 | 0.9 | 1.2 | 1.2 | 1.8 | 1.8 | 1.7 |
| Financement intérieur | 2.6 | 2.3 | 3.1 | 2.8 | 3.5 | 3.1 | 3.6 | 4.1 | 4.2 | 3.9 | 4.3 | 4.3 |
| Fonds spéciaux et budgets annexes | 4.5 | 4.2 | 3.8 | 3.9 | 3.7 | 3.9 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 |
| Prêts nets | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde budgétaire global (base ordonnancement) | -4.0 | -3.0 | -2.2 | -2.7 | -1.6 | -2.6 | -2.4 | -2.4 | -2.5 | -2.5 | -2.5 | -2.5 |
| Ajustement base caisse | 0.1 | 0.9 | 0.5 | 0.0 | -1.1 | -0.6 | -0.3 | -0.6 | -0.3 | -0.3 | -0.2 | -0.2 |
| Solde global (base caisse) | -4.0 | -2.2 | -1.7 | -2.7 | -2.6 | -3.1 | -2.7 | -3.0 | -2.8 | -2.8 | -2.8 | -2.7 |
| Financement | 4.0 | 2.2 | 1.7 | 2.7 | 2.6 | 3.1 | 2.7 | 3.0 | 2.8 | 2.8 | 2.8 | 2.7 |
| Financement extérieur (net) | -0.4 | 0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.5 | 0.2 | -0.5 | 0.0 | 0.1 | 0.6 | 0.6 | 0.4 |
| Prêts | 0.4 | 0.5 | 0.2 | 1.2 | 0.3 | 1.5 | 0.5 | 1.0 | 1.1 | 1.6 | 1.6 | 1.4 |
| Prêts projets | 0.4 | 0.5 | 0.2 | 1.2 | 0.3 | 1.5 | 0.5 | 0.8 | 0.8 | 1.3 | 1.3 | 1.1 |
| Prêts budgétaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Amortissement | -0.9 | -0.6 | -0.6 | -1.3 | -0.8 | -1.3 | -1.0 | -1.0 | -1.0 | -1.0 | -1.0 | -1.0 |
| Allègement de la dette | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Variation des arriérés (principal) | 0.0 | 0.2 | 0.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Financement intérieur (net) | 4.4 | 2.0 | 1.9 | 2.8 | 3.6 | 3.0 | 3.2 | 3.0 | 2.7 | 2.2 | 2.2 | 2.3 |
| Système bancaire | 4.2 | 1.7 | 1.4 | 2.8 | 2.4 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 1.8 | 1.3 | 1.3 | 1.4 |
| Banque centrale | 0.4 | -0.1 | -0.5 | 0.2 | 0.1 | -0.3 | -0.3 | -0.3 | -0.2 | -0.2 | -0.1 | -0.1 |
| dont : FMI (net) | -0.1 | -0.1 | -0.2 | 0.2 | 0.2 | -0.3 | -0.3 | -0.3 | -0.2 | -0.2 | -0.1 | -0.1 |
| Banques commerciales | 3.8 | 3.2 | 0.5 | 2.6 | 2.1 | 2.6 | 2.6 | 2.6 | 2.0 | 1.5 | 1.4 | 1.4 |
| Ajustement ³ | 0.0 | -1.2 | 1.4 | 0.0 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Recettes de privatisation | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -0.1 | -0.1 | 0.0 | -0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autre financement | 0.2 | 0.4 | 0.4 | 0.1 | 1.2 | 0.6 | 1.1 | 0.7 | 0.9 | 0.9 | 0.9 | 0.9 |
| Ecart de financement | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | |
| PIB nominal (en milliards de FCFA) | 14,102 | 15,051 | 16,233 | 17,301 | 17,454 | 18,664 | 18,828 | 20,299 | 21,844 | 23,451 | 25,175 | 27,027 |
| Déficit budgétaire primaire net (base ordonnancement) | -2.8 | -1.7 | -0.8 | -1.4 | 0.0 | -1.2 | -0.9 | -0.8 | -0.6 | -0.7 | -0.8 | -0.8 |
| Recettes fiscales nettes hors paiements miniers exceptionnels | 11.3 | 12.6 | 12.3 | 12.7 | 13.2 | 13.3 | 15.0 | 15.6 | 15.6 | 15.6 | 15.7 | 15.8 |
| Recettes fiscales du secteur minier ⁴ | 4.7 | 3.6 | 4.0 | 2.8 | 5.0 | 3.1 | 6.8 | 7.5 | 7.7 | 7.3 | 6.9 | 6.5 |

Sources: Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

¹ Les projections de recettes fiscales sont basées sur les projections des services, et les projections de dépenses budgétaires sont basées sur le projet de budget 2024 adopté

² Base ordonnancement.

³ Ajustement pour tenir compte de la différence de définition de l'État dans les tableaux budgétaires et la situation monétaire.

⁴ Les données antérieures à 2020 proviennent de l'ITIE.

Tableau 3. Mali : besoins bruts de financement, 2024–26

| | 2024 | | | 2025 | | | 2026 | | |
|---|-----------|----------|-------------|-----------|----------|-------------|-----------|----------|-------------|
| | milliards | millions | pourcentage | milliards | millions | pourcentage | milliards | millions | pourcentage |
| | CFAF | USD | du PIB | CFAF | USD | du PIB | CFAF | USD | du PIB |
| (1) BFBS= (2) + (3) | 1,098 | 1,810 | 6.8 | 1,146 | 1,972 | 6.6 | 1,954 | 3,512 | 10.4 |
| (2) Déficit global (base caisse) | 351 | 579 | 2.2 | 277 | 477 | 1.6 | 455 | 817 | 2.4 |
| Déficit global (base ordonnancement) | 307 | 506 | 1.9 | 475 | 818 | 2.7 | 576 | 992 | 3.3 |
| Déficit primaire dons exclus | 151 | 249 | 0.9 | 20 | 34 | 0.1 | 228 | 410 | 1.2 |
| Intérêts dus | 228 | 376 | 1.4 | 271 | 466 | 1.6 | 293 | 527 | 1.6 |
| Dette intérieure | 195 | 322 | 1.2 | 230 | 396 | 1.3 | 251 | 451 | 1.3 |
| Dette extérieure, dont: | 32 | 53 | 0.2 | 41 | 70 | 0.2 | 43 | 77 | 0.2 |
| Banque mondiale | 10 | 17 | 0.1 | 10 | 17 | 0.1 | 9 | 17 | 0.1 |
| DSSI | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| (3) Amortissement | 746 | 1,231 | 4.6 | 868 | 1,495 | 5.0 | 1,500 | 2,695 | 8.0 |
| Dette intérieure | 619 | 1,021 | 3.8 | 679 | 1,169 | 3.9 | 1,250 | 2,246 | 6.6 |
| Remboursement BT et OT, part locale | 437 | 721 | 2.7 | 296 | 509 | 1.7 | 750 | 1,348 | 4.0 |
| Remboursement BT et OT, zone UEMOA | 182 | 300 | 1.1 | 383 | 660 | 2.2 | 500 | 898 | 2.7 |
| Dette extérieure, dont: | 127 | 210 | 0.8 | 189 | 326 | 1.1 | 250 | 449 | 1.3 |
| Banque mondiale | 29 | 48 | 0.2 | 35 | 60 | 0.2 | 36 | 65 | 0.2 |
| FMI | 29 | 48 | 0.2 | 44 | 76 | 0.3 | 59 | 105 | 0.3 |
| (4) Financement = (5) + (6) + (7) | 1,098 | 1,810 | 6.8 | 1,146 | 1,973 | 6.6 | 1,954 | 3,512 | 10.4 |
| (5) Intérieure | 985 | 1,625 | 6.1 | 1,280 | 2,204 | 7.3 | 1,919 | 3,448 | 10.2 |
| Obligations et bons du Trésor | 976 | 1,609 | 6.0 | 1,193 | 2,054 | 6.8 | 1,917 | 3,444 | 10.2 |
| Emission BT et OT, part locale | 742 | 1,224 | 4.6 | 686 | 1,181 | 3.9 | 1,150 | 2,067 | 6.1 |
| Emission BT et OT, zone UEMOA | 234 | 386 | 1.4 | 507 | 873 | 2.9 | 767 | 1,378 | 4.1 |
| Crédit net bancaire | -238 | -393 | -1.5 | -18 | -31 | -0.1 | 90 | 162 | 0.5 |
| Banque Centrale, dont: | -76 | -125 | -0.5 | 19 | 32 | 0.1 | -59 | -105 | -0.3 |
| FMI achats | 0 | 0 | 0.0 | 73 | 126 | 0.4 | 0 | 0 | 0.0 |
| Variation des dépôts (moins = augmentation) | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| DTS | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| Dépôts (- utilisation des dépôts) | 47 | 77 | 0.3 | 10 | 17 | 0.1 | 0 | 0 | 0.0 |
| <i>Décaissement Banque Mondiale</i> | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| Banques commerciales (net) | -162 | -268 | -1.0 | -37 | -63 | -0.2 | 149 | 268 | 0.8 |
| Autres | -28 | -47 | -0.2 | -5 | -8 | 0.0 | 1 | 2 | 0.0 |
| (6) Extérieure | 33 | 54 | 0.2 | 50 | 86 | 0.3 | 90 | 162 | 0.5 |
| Prêts projets | 27 | 45 | 0.2 | 50 | 86 | 0.3 | 90 | 162 | 0.5 |
| Prêts budgétaires | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| Autre | 6 | 9 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| (7) Variation du flottant et des arriérés | 80 | 132 | 0.5 | -184 | -317 | -1.1 | -54 | -98 | -0.3 |
| Flottant | 80 | 132 | 0.5 | -184 | -317 | -1.1 | -54 | -98 | -0.3 |
| Arriérés | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| (8) Besoin de financement = (1) - (4) | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 | 0 | 0 | 0.0 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | |
| PIB nominal (milliards de FCFA) | 16,233 | 26,777 | 100.0 | 17,454 | 30,050 | 100.0 | 18,828 | 33,837 | 100.0 |
| Solde budgétaire global (base ordonnancement) | 351 | 579 | 2.2 | 277 | 477 | 1.6 | 455 | 817 | 2.4 |
| Déficit global (base caisse) | 279 | 460 | 1.7 | 461 | 794 | 2.6 | 509 | 915 | 2.7 |
| Financement intérieur (net) | 366 | 603 | 2.3 | 601 | 1,035 | 3.4 | 669 | 1,202 | 3.6 |
| Financement externe (net) | -95 | -156 | -0.6 | -140 | -240 | -0.8 | -160 | -287 | -0.8 |
| Ajustement en caisse | 80 | 132 | 0.5 | -184 | -317 | -1.1 | -54 | -98 | -0.3 |
| Dette extérieure et intérieure publique | 7,147 | 11,789 | 44.0 | 7,312 | 12,589 | 41.9 | 7,683 | 13,808 | 40.8 |
| Service de la dette | 974 | 1,607 | 6.0 | 1,139 | 1,961 | 6.5 | 1,793 | 3,222 | 9.5 |
| Taux de change (FCFA par USD) | 606 | | | 581 | | | 556 | | |

Sources: Ministère de l'économie et des finances; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 4a. Mali : balance des paiements, 2022–31
(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|--------|--------|--------|-------------------------------------|--------|----------|------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 1Rev SMP | Est. | 1Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| Solde extérieur courant | | | | | | | | | | | | |
| Transferts officiels non compris | -1,225 | -1,234 | -729 | -861 | -330 | -740 | -211 | 276 | 480 | 293 | 128 | -69 |
| Transferts officiels compris | -920 | -977 | -703 | -844 | -159 | -718 | -180 | 349 | 581 | 414 | 270 | 84 |
| Balance commerciale | -135 | -45 | -7 | 33 | 498 | 244 | 822 | 1,378 | 1,677 | 1,574 | 1,494 | 1,410 |
| Exportations, f.à.b. | 3,353 | 3,429 | 3,321 | 3,691 | 4,068 | 4,108 | 4,957 | 5,650 | 6,254 | 6,386 | 6,519 | 6,711 |
| Coton (fibre) | 295 | 197 | 228 | 263 | 265 | 266 | 242 | 263 | 268 | 269 | 271 | 273 |
| Or | 2,726 | 2,790 | 2,652 | 2,738 | 3,097 | 3,077 | 3,906 | 4,585 | 5,032 | 5,082 | 5,158 | 5,287 |
| Autres | 331 | 443 | 441 | 691 | 707 | 765 | 809 | 802 | 955 | 1,035 | 1,089 | 1,151 |
| Importations, f.à.b. | -3,487 | -3,475 | -3,329 | -3,658 | -3,570 | -3,863 | -4,135 | -4,272 | -4,577 | -4,812 | -5,025 | -5,301 |
| Produits pétroliers | -1,314 | -1,182 | -1,049 | -1,058 | -1,162 | -1,249 | -1,534 | -1,485 | -1,600 | -1,652 | -1,702 | -1,797 |
| Importations de produits alimentaires | -441 | -514 | -509 | -558 | -560 | -565 | -572 | -609 | -646 | -682 | -721 | -761 |
| Autres | -1,732 | -1,778 | -1,770 | -2,042 | -1,849 | -2,049 | -2,029 | -2,178 | -2,331 | -2,478 | -2,602 | -2,743 |
| Services, net | -1,167 | -1,129 | -790 | -887 | -837 | -919 | -981 | -1,018 | -1,092 | -1,153 | -1,213 | -1,284 |
| Crédit | 295 | 288 | 294 | 313 | 290 | 335 | 310 | 330 | 351 | 373 | 397 | 422 |
| Débit | -1,462 | -1,417 | -1,085 | -1,200 | -1,126 | -1,254 | -1,290 | -1,348 | -1,444 | -1,526 | -1,609 | -1,706 |
| <i>dont frêt</i> | -740 | -742 | -710 | -781 | -760 | -824 | -880 | -909 | -974 | -1,024 | -1,076 | -1,128 |
| Revenus, net | -488 | -561 | -440 | -501 | -496 | -582 | -578 | -603 | -638 | -675 | -715 | -771 |
| <i>Intérêts sur dette publique</i> | -41 | -28 | -32 | -41 | -41 | -43 | -43 | -37 | -39 | -43 | -49 | -52 |
| Transferts, net | 869 | 759 | 535 | 511 | 676 | 538 | 557 | 592 | 635 | 668 | 703 | 729 |
| Transferts privés, net | 564 | 501 | 508 | 494 | 505 | 517 | 525 | 519 | 533 | 547 | 561 | 576 |
| Transferts officiels, net ¹ | 305 | 258 | 26 | 17 | 171 | 22 | 32 | 73 | 101 | 120 | 142 | 153 |
| <i>Aide budgétaire</i> | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 2 | 2 | 41 | 66 | 82 | 101 | 108 |
| Compte de capital et d'opérations financières | 479 | 434 | 1,039 | 648 | 593 | 647 | 704 | 659 | 781 | 1,026 | 1,150 | 1,152 |
| Compte de capital, net | 77 | 65 | 131 | 115 | 202 | 133 | 119 | 109 | 102 | 122 | 150 | 166 |
| <i>Annulation de la dette</i> | 9 | 5 | 5 | 5 | 5 | 4 | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 9 |
| <i>Dons projets</i> | 39 | 41 | 11 | 50 | 13 | 65 | 65 | 71 | 82 | 111 | 138 | 149 |
| Compte d'opérations financières | 401 | 369 | 908 | 533 | 391 | 513 | 585 | 550 | 680 | 903 | 1,000 | 985 |
| Secteur privé (net) | 349 | 276 | 949 | 384 | 263 | 326 | 498 | 348 | 452 | 532 | 623 | 611 |
| Investissement direct (net) | 419 | 408 | 511 | 441 | 456 | 523 | 508 | 568 | 612 | 657 | 730 | 811 |
| Investissement en portefeuille (net) | -1 | 0 | -3 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 | -2 |
| Autres flux de capitaux privés | -69 | -132 | 441 | -55 | -191 | -195 | -9 | -219 | -158 | -123 | -105 | -198 |
| Officiel (net) | 52 | 92 | -42 | 149 | 128 | 188 | 87 | 202 | 228 | 372 | 377 | 374 |
| Investissement en portefeuille (net) | 123 | 109 | 29 | 171 | 224 | 153 | 188 | 203 | 208 | 230 | 232 | 257 |
| Déboursements | 56 | 73 | 27 | 201 | 50 | 275 | 90 | 205 | 242 | 380 | 400 | 391 |
| Aides budgétaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 66 | 80 | 86 | 92 |
| Financement de projets | 56 | 73 | 27 | 201 | 50 | 275 | 90 | 171 | 177 | 300 | 315 | 299 |
| Amortissement de la dette publique | -127 | -89 | -98 | -223 | -145 | -241 | -191 | -206 | -222 | -238 | -256 | -274 |
| Erreurs et omissions | -17 | -12 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde global | -459 | -555 | 347 | -196 | 434 | -71 | 525 | 1,008 | 1,362 | 1,440 | 1,419 | 1,235 |
| Financement | 459 | 555 | -347 | 196 | -434 | 71 | -525 | -1,008 | -1,362 | -1,440 | -1,419 | -1,235 |
| Avoirs extérieurs (net) ² | 459 | 555 | -356 | 196 | -434 | 71 | -525 | -1,008 | -1,362 | -1,440 | -1,419 | -1,235 |
| Compte opérationnel | 471 | 577 | -326 | 164 | -462 | 127 | -466 | -954 | -1,317 | -1,404 | -1,393 | -1,217 |
| FMI basé sur tirage existant (net) | -12 | -21 | -29 | 32 | 29 | -56 | -59 | -55 | -45 | -35 | -27 | -18 |
| Allocation de DTS | | | | | | | | | | | | |
| Commerce extérieur | | | | (Variation annuelle en pourcentage) | | | | | | | | |
| Volume d'exportations | 10.1 | -0.5 | -10.5 | 3.2 | 2.7 | 5.1 | 3.4 | 7.2 | 5.4 | 2.1 | 2.0 | 2.1 |
| Volume d'importations | -14.9 | 8.6 | 10.6 | 12.6 | 0.2 | -0.3 | 7.8 | 5.5 | 5.0 | 4.1 | 2.7 | 3.3 |
| Valeur unitaire des exportations | 13.0 | 2.8 | 8.2 | 2.7 | 12.1 | 5.4 | 17.6 | 8.1 | 3.5 | -0.5 | 0.0 | 0.8 |
| Valeur unitaire des importations | 43.1 | -8.3 | -13.4 | -1.8 | 7.0 | 5.9 | 7.5 | -2.0 | 2.0 | 1.0 | 1.6 | 2.1 |
| Termes de l'échange | -21.0 | 12.2 | 24.9 | 4.6 | 4.7 | -0.5 | 9.4 | 10.3 | 1.4 | -1.5 | -1.7 | -1.3 |

Sources: Autorités Maliennes, estimations et projections des services du FMI.

¹ Comprend le financement par la communauté internationale des importations de services de sécurité en rapport avec l'intervention militaire étrangère dans le pays.

² Comprend la position de réserve du Fonds

Tableau 4b. Mali : balance des paiements, 2022–31
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|-------|-------|-------|-------------------------------------|-------|----------|------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | | | | 1Rev SMP | Est. | 1Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| Solde extérieur courant | | | | | | | | | | | | |
| Transferts officiels non compris | -8.7 | -8.2 | -4.5 | -5.0 | -1.9 | -4.0 | -1.1 | 1.4 | 2.2 | 1.3 | 0.5 | -0.3 |
| Transferts officiels compris | -6.5 | -6.5 | -4.3 | -4.9 | -0.9 | -3.8 | -1.0 | 1.7 | 2.7 | 1.8 | 1.1 | 0.3 |
| Balance commerciale | -1.0 | -0.3 | 0.0 | 0.2 | 2.9 | 1.3 | 4.4 | 6.8 | 7.7 | 6.7 | 5.9 | 5.2 |
| Exportations, f.à.b. | 23.8 | 22.8 | 20.5 | 21.3 | 23.3 | 22.0 | 26.3 | 27.8 | 28.6 | 27.2 | 25.9 | 24.8 |
| Coton (fibre) | 2.1 | 1.3 | 1.4 | 1.5 | 1.5 | 1.4 | 1.3 | 1.3 | 1.2 | 1.1 | 1.1 | 1.0 |
| Or | 19.3 | 18.5 | 16.3 | 15.8 | 17.7 | 16.5 | 20.7 | 22.6 | 23.0 | 21.7 | 20.5 | 19.6 |
| Autres | 2.4 | 2.9 | 2.7 | 4.0 | 4.1 | 4.1 | 4.3 | 4.0 | 4.4 | 4.4 | 4.3 | 4.3 |
| Importations, f.à.b. | -24.7 | -23.1 | -20.5 | -21.1 | -20.5 | -20.7 | -22.0 | -21.0 | -21.0 | -20.5 | -20.0 | -19.6 |
| Produits pétroliers | -9.3 | -7.9 | -6.5 | -6.1 | -6.7 | -6.7 | -8.1 | -7.3 | -7.3 | -7.0 | -6.8 | -6.6 |
| Importations de produits alimentaires | -3.1 | -3.4 | -3.1 | -3.2 | -3.2 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -2.9 | -2.9 | -2.8 |
| Autres | -12.3 | -11.8 | -10.9 | -11.8 | -10.6 | -11.0 | -10.8 | -10.7 | -10.7 | -10.6 | -10.3 | -10.1 |
| Services, net | -8.3 | -7.5 | -4.9 | -5.1 | -4.8 | -4.9 | -5.2 | -5.0 | -5.0 | -4.9 | -4.8 | -4.8 |
| Crédit | 2.1 | 1.9 | 1.8 | 1.8 | 1.7 | 1.8 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 |
| Débit | -10.4 | -9.4 | -6.7 | -6.9 | -6.5 | -6.7 | -6.9 | -6.6 | -6.6 | -6.5 | -6.4 | -6.3 |
| Frêt | -5.3 | -4.9 | -4.4 | -4.5 | -4.4 | -4.4 | -4.7 | -4.5 | -4.5 | -4.4 | -4.2 | -4.2 |
| Revenus, net | -3.5 | -3.7 | -2.7 | -2.9 | -2.8 | -3.1 | -3.1 | -3.0 | -2.9 | -2.9 | -2.8 | -2.9 |
| Intérêts sur dette publique | -0.3 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 | -0.2 |
| Transferts, net | 6.2 | 5.0 | 3.3 | 3.0 | 3.9 | 2.9 | 3.0 | 2.9 | 2.9 | 2.8 | 2.8 | 2.7 |
| Transferts privés, net | 4.0 | 3.3 | 3.1 | 2.9 | 2.9 | 2.8 | 2.8 | 2.6 | 2.4 | 2.3 | 2.2 | 2.1 |
| Transferts officiels, net ¹ | 2.2 | 1.7 | 0.2 | 0.1 | 1.0 | 0.1 | 0.2 | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.6 |
| Aide budgétaire | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.4 |
| Compte de capital et d'opérations financières | 3.4 | 2.9 | 6.4 | 3.7 | 3.4 | 3.5 | 3.7 | 3.2 | 3.6 | 4.4 | 4.6 | 4.3 |
| Compte de capital, net | 0.5 | 0.4 | 0.8 | 0.7 | 1.2 | 0.7 | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.6 |
| Annulation de la dette | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Dons projets | 0.3 | 0.3 | 0.1 | 0.3 | 0.1 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.5 | 0.6 | 0.6 |
| Compte d'opérations financières | 2.8 | 2.4 | 5.6 | 3.1 | 2.2 | 2.8 | 3.1 | 2.7 | 3.1 | 3.9 | 4.0 | 3.6 |
| Secteur privé (net) | 2.5 | 1.8 | 5.8 | 2.2 | 1.5 | 1.7 | 2.6 | 1.7 | 2.1 | 2.3 | 2.5 | 2.3 |
| Investissement direct (net) | 3.0 | 2.7 | 3.1 | 2.6 | 2.6 | 2.8 | 2.7 | 2.8 | 2.8 | 2.8 | 2.9 | 3.0 |
| Investissement en portefeuille (net) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Autres flux de capitaux privés | -0.5 | -0.9 | 2.7 | -0.3 | -1.1 | -1.0 | 0.0 | -1.1 | -0.7 | -0.5 | -0.4 | -0.7 |
| Officiel (net) | 0.4 | 0.6 | -0.3 | 0.9 | 0.7 | 1.0 | 0.5 | 1.0 | 1.0 | 1.6 | 1.5 | 1.4 |
| Investissement en portefeuille (net) | 0.9 | 0.7 | 0.2 | 1.0 | 1.3 | 0.8 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 | 0.9 | 0.9 |
| Déboursements | 0.4 | 0.5 | 0.2 | 1.2 | 0.3 | 1.5 | 0.5 | 1.0 | 1.1 | 1.6 | 1.6 | 1.4 |
| Aides budgétaires | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Financement de projets | 0.4 | 0.5 | 0.2 | 1.2 | 0.3 | 1.5 | 0.5 | 0.8 | 0.8 | 1.3 | 1.3 | 1.1 |
| Amortissement de la dette publique | -0.9 | -0.6 | -0.6 | -1.3 | -0.8 | -1.3 | -1.0 | -1.0 | -1.0 | -1.0 | -1.0 | -1.0 |
| Erreurs et omissions | -0.1 | -0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Solde global | -3.3 | -3.7 | 2.1 | -1.1 | 2.5 | -0.4 | 2.8 | 5.0 | 6.2 | 6.1 | 5.6 | 4.6 |
| Financement | 3.3 | 3.7 | -2.1 | 1.1 | -2.5 | 0.4 | -2.8 | -5.0 | -6.2 | -6.1 | -5.6 | -4.6 |
| Avoirs extérieurs (net) ² | 3.3 | 3.7 | -2.2 | 1.1 | -2.5 | 0.4 | -2.8 | -5.0 | -6.2 | -6.1 | -5.6 | -4.6 |
| Compte opérationnel | 3.3 | 3.8 | -2.0 | 0.9 | -2.6 | 0.7 | -2.5 | -4.7 | -6.0 | -6.0 | -5.5 | -4.5 |
| FMI basé sur tirage existant (net) | -0.1 | -0.1 | -0.2 | 0.2 | 0.2 | -0.3 | -0.3 | -0.3 | -0.2 | -0.2 | -0.1 | -0.1 |
| Allocation de DTS | | | | | | | | | | | | |
| Commerce extérieur | | | | (Variation annuelle en pourcentage) | | | | | | | | |
| Volume d'exportations | 10.1 | -0.5 | -10.5 | -0.5 | 2.7 | 7.2 | 3.4 | 7.2 | 5.4 | 2.1 | 2.0 | 2.1 |
| Volume d'importations | -14.9 | 8.6 | 10.6 | 8.6 | 0.2 | 5.5 | 7.8 | 5.5 | 5.0 | 4.1 | 2.7 | 3.3 |
| Valeur unitaire des exportations | 13.0 | 2.8 | 8.2 | 2.8 | 12.1 | 8.1 | 17.6 | 8.1 | 3.5 | -0.5 | 0.0 | 0.8 |
| Valeur unitaire des importations | 43.1 | -8.3 | -13.4 | -8.3 | 7.0 | -2.0 | 7.5 | -2.0 | 2.0 | 1.0 | 1.6 | 2.1 |
| Termes de l'échange | -21.0 | 12.2 | 24.9 | 12.2 | 4.7 | 10.3 | 9.4 | 10.3 | 1.4 | -1.5 | -1.7 | -1.3 |

Sources: Autorités Maliennes, estimations et projections des services du FMI.

jusqu'à 2023.

² Comprend la position de réserve du Fonds

Tableau 5. Mali : situation monétaire, 2022–31
(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|--------------------------------------|-------|-------|----------|-------|----------|------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 1Rev SMP | Est. | 1Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | 800 | 235 | 579 | 193 | 1,001 | 122 | 1,039 | 2,048 | 3,410 | 4,850 | 6,269 | 7,504 |
| Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) | 300 | -29 | 94 | -306 | 11 | -378 | 535 | 1,544 | 2,906 | 4,346 | 5,765 | 7,000 |
| Banques commerciales | 500 | 264 | 485 | 500 | 504 | 500 | 504 | 504 | 504 | 504 | 504 | 504 |
| Avoirs intérieurs nets | 3,991 | 4,502 | 4,243 | 4,094 | 4,399 | 5,085 | 4,786 | 4,232 | 3,348 | 2,406 | 1,520 | 858 |
| Crédit net au gouvernement | 1,348 | 1,817 | 1,821 | 2,171 | 2,144 | 2,607 | 2,572 | 3,040 | 3,433 | 3,739 | 4,068 | 4,437 |
| BCEAO, net | 443 | 424 | 349 | 357 | 352 | 302 | 294 | 239 | 194 | 158 | 132 | 114 |
| Banques commerciales, net | 447 | 1,041 | 1,024 | 1,345 | 1,310 | 1,721 | 1,583 | 1,959 | 2,196 | 2,331 | 2,463 | 2,600 |
| Autres institutions | 457 | 352 | 448 | 468 | 481 | 584 | 695 | 843 | 1,044 | 1,249 | 1,473 | 1,723 |
| Crédits à l'économie | 3,480 | 3,491 | 3,634 | 3,407 | 3,572 | 3,675 | 3,853 | 4,154 | 4,470 | 4,799 | 5,152 | 5,531 |
| Autres postes, nets | -447 | -384 | -682 | -945 | -681 | -660 | -1,003 | -2,326 | -3,919 | -5,496 | -7,065 | -8,475 |
| Masse monétaire (M2) | 4,791 | 4,737 | 4,822 | 4,827 | 5,400 | 5,207 | 5,825 | 6,280 | 6,758 | 7,255 | 7,789 | 8,362 |
| Circulation fiduciaire | 1,215 | 1,041 | 1,200 | 946 | 1,019 | 1,020 | 1,099 | 1,185 | 1,275 | 1,369 | 1,469 | 1,577 |
| Depôts en banques | 3,576 | 3,696 | 3,622 | 3,881 | 4,381 | 4,187 | 4,726 | 5,095 | 5,483 | 5,887 | 6,319 | 6,784 |
| Pour mémoire: | | | | | | | | | | | | |
| Monnaie centrale (M0) | 1,717 | 1,373 | 1,596 | 1,414 | 1,413 | 1,503 | 1,499 | 1,591 | 1,689 | 1,790 | 1,899 | 2,015 |
| Contribution à la croissance de la masse monétaire | Contribution annuelle en pourcentage | | | | | | | | | | | |
| Masse monétaire (M2) | 10.7 | -1.1 | 1.8 | 0.1 | 12.0 | 7.9 | 7.9 | 7.8 | 7.6 | 7.4 | 7.4 | 7.4 |
| Avoirs extérieurs nets | -5.6 | -11.8 | 7.3 | -2.0 | 8.7 | -1.5 | 0.7 | 17.3 | 21.7 | 21.3 | 19.6 | 15.9 |
| BCEAO | -6.8 | -6.9 | 2.6 | -2.3 | -1.7 | -1.5 | 9.7 | 17.3 | 21.7 | 21.3 | 19.6 | 15.9 |
| Banques commerciales | 1.2 | -4.9 | 4.7 | 0.3 | 0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Actifs domestiques | 16.3 | 10.7 | -5.5 | 2.9 | 3.2 | 20.5 | 7.2 | -9.5 | -14.1 | -13.9 | -12.2 | -8.5 |
| Crédit au gouvernement | 13.6 | 9.8 | 0.1 | 7.3 | 6.7 | 9.0 | 7.9 | 8.1 | 6.3 | 4.5 | 4.5 | 4.7 |
| Crédits à l'économie | 10.4 | 0.2 | 3.0 | -4.7 | -1.3 | 5.6 | 5.2 | 5.2 | 5.0 | 4.9 | 4.9 | 4.9 |
| Autres postes, nets | -7.2 | 1.3 | -6.3 | 0.5 | 0.0 | 5.9 | -6.0 | -22.7 | -25.4 | -23.3 | -21.6 | -18.1 |
| Pour mémoire: | Contribution annuelle en pourcentage | | | | | | | | | | | |
| Masse monétaire (M2) | 10.7 | -1.1 | 1.8 | 0.1 | 12.0 | 7.9 | 7.9 | 7.8 | 7.6 | 7.4 | 7.4 | 7.4 |
| Base monétaire (M0) | 4.0 | -20.1 | 16.2 | -11.4 | -11.4 | 6.3 | 6.0 | 6.2 | 6.1 | 6.0 | 6.1 | 6.1 |
| Crédits à l'économie | 14.9 | 0.3 | 4.1 | -6.3 | -1.7 | 7.9 | 7.9 | 7.8 | 7.6 | 7.4 | 7.4 | 7.4 |
| Vitesse de circulation (PIB/M2) | 2.9 | 3.2 | 3.4 | 3.6 | 3.2 | 3.6 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 | 3.2 |
| Multiplicateur monétaire (M2/M0) | 2.8 | 3.5 | 3.0 | 3.4 | 3.8 | 3.5 | 3.9 | 3.9 | 4.0 | 4.1 | 4.1 | 4.1 |
| Circulation fiduciaire / M2 | 25.4 | 22.0 | 24.9 | 19.6 | 18.9 | 19.6 | 18.9 | 18.9 | 18.9 | 18.9 | 18.9 | 18.9 |

Sources: BCEAO; et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 6. Mali : Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2020–25
(en pourcentage)

| | 2020 | | 2021 | | 2022 | | 2023 | | 2024 | | 2025 | |
|---|------|------|-------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | Juin | Déc. | Juin | Déc. | Juin | Déc. | Juin | Déc. | Juin | Déc. | Juin | Déc. |
| Normes de fonds propres ¹ | | | | | | | | | | | | |
| Fonds propres effectif – FPE/actifs pondérés en fonction des risques | 13.6 | 13.5 | 14.0 | 13.6 | 13.0 | 14.1 | 13.4 | 15.1 | 15.2 | 15.2 | 15.6 | |
| Fonds propres de base – T1/actifs pondérés en fonction des risques | 12.8 | 12.6 | 13.0 | 13.2 | 12.3 | 13.4 | 12.8 | 14.0 | 14.3 | 14.3 | 14.5 | |
| Provisions générales/actifs pondérés en fonction des risques | 5.1 | 5.6 | 5.1 | 5.0 | 4.8 | 5.1 | 6.0 | 5.5 | 5.7 | 5.2 | 5.6 | |
| Fonds propres/total des actifs | 8.6 | 8.0 | 8.8 | 8.4 | 9.8 | 8.4 | 8.2 | 9.5 | 10.0 | 10.3 | 9.7 | |
| Composition et qualité des actifs | | | | | | | | | | | | |
| Total des crédits/total des actifs | 52.2 | 50.4 | 49.8 | 50.6 | 53.8 | 52.3 | 51.4 | 52.0 | 52.3 | 51.4 | 46.0 | |
| Concentration: crédits aux 5 plus grands emprunteurs/fonds propres ² | 91.0 | 94.3 | 101.5 | 96.7 | 90.9 | 82.8 | 81.7 | 73.2 | 79.8 | 76.7 | 92.3 | |
| Répartition sectorielle des crédits ² | | | | | | | | | | | | |
| Agriculture, sylviculture et pêche | 4.0 | 3.0 | 2.5 | 5.8 | 6.9 | 6.1 | 5.8 | 5.5 | 6.0 | 6.0 | 0.3 | |
| Industries extractives | 2.5 | 2.4 | 2.1 | 2.8 | 3.1 | 3.7 | 3.1 | 3.7 | 4.7 | 4.7 | 4.5 | |
| Industries manufacturières | 13.0 | 11.3 | 10.5 | 11.8 | 11.3 | 10.4 | 10.4 | 11.5 | 10.5 | 10.5 | 8.9 | |
| Électricité, eau, gaz | 2.2 | 2.0 | 1.8 | 2.1 | 2.0 | 2.6 | 3.8 | 4.9 | 6.8 | 6.8 | 11.0 | |
| Bâtiments, travaux publics | 8.7 | 9.6 | 8.4 | 9.3 | 9.1 | 9.1 | 8.5 | 7.2 | 6.9 | 6.9 | 6.3 | |
| Commerce, restaurants, hôtels | 43.5 | 44.7 | 45.3 | 42.7 | 43.1 | 42.9 | 46.0 | 42.7 | 42.3 | 42.3 | 47.7 | |
| Transports, entrepôts et communications | 11.8 | 12.2 | 13.3 | 10.8 | 9.8 | 9.5 | 7.8 | 9.7 | 8.5 | 8.5 | 8.6 | |
| Assurances, immobilier, services aux entreprises | 9.7 | 10.3 | 11.6 | 11.4 | 11.1 | 8.8 | 8.6 | 9.4 | 9.6 | 9.6 | 8.6 | |
| Services divers | 4.5 | 4.5 | 4.5 | 3.5 | 3.7 | 7.0 | 6.0 | 5.4 | 4.6 | 4.6 | 4.1 | |
| Crédits en souffrance bruts/total des crédits | 10.2 | 10.0 | 9.5 | 9.8 | 10.3 | 9.5 | 13.0 | 11.8 | 11.8 | 11.9 | 12.7 | |
| Provisions générales/crédits en souffrance bruts | 57.5 | 61.6 | 63.2 | 59.0 | 55.7 | 58.2 | 51.6 | 54.2 | 56.2 | 53.9 | 56.7 | |
| Crédits en souffrance nets des provisions/total des crédits | 4.6 | 4.1 | 3.7 | 4.3 | 4.8 | 4.2 | 6.7 | 5.8 | 5.5 | 5.8 | 5.9 | |
| Crédits en souffrance nets des provisions/fonds propres | 27.9 | 25.8 | 21.0 | 25.6 | 29.5 | 26.0 | 41.8 | 30.4 | 29.1 | 29.3 | 27.2 | |
| Résultats et rentabilité | | | | | | | | | | | | |
| Coût moyen des fonds empruntés | ... | 0.6 | ... | 1.8 | ... | 1.9 | ... | 2.4 | ... | 2.9 | ... | |
| Taux d'intérêt moyen sur crédits | ... | 7.4 | ... | 6.8 | ... | 7.3 | ... | 8.1 | ... | 8.3 | 7.4 | |
| Marge d'intérêt moyenne ³ | ... | 6.8 | ... | 5.0 | ... | 5.6 | ... | 5.7 | ... | 5.4 | ... | |
| Rendement net d'impôt des actifs moyens (ROA) | ... | 1.1 | ... | 1.3 | ... | 1.5 | ... | 1.2 | ... | 1.3 | 1.1 | |
| Rendement net d'impôt des fonds propres moyens (ROE) | ... | 12.1 | ... | 14.6 | ... | 15.8 | ... | 10.8 | ... | 12.5 | 11.3 | |
| Dépenses hors intérêts/revenu bancaire net | ... | 57.6 | ... | 55.3 | ... | 55.4 | ... | 54.3 | ... | 59.5 | 59.6 | |
| Traitements et salaires/revenu bancaire net | ... | 28.6 | ... | 26.8 | ... | 25.9 | ... | 27.6 | ... | 31.3 | 26.4 | |
| Liquidité | | | | | | | | | | | | |
| Actifs liquides/total des actifs | 30.8 | 28.1 | 28.1 | 27.5 | 30.3 | 31.6 | 30.5 | 30.0 | 27.9 | 24.8 | 24.8 | |
| Actifs liquides/total des dépôts | 49.8 | 44.1 | 41.9 | 40.3 | 44.7 | 51.1 | 49.8 | 49.3 | 48.0 | 40.4 | 40.4 | |
| Total des crédits/total des dépôts | 89.9 | 84.4 | 79.0 | 79.0 | 84.1 | 89.7 | 89.9 | 91.5 | 96.3 | 89.6 | 77.0 | |
| Total des dépôts/total des passifs | 61.8 | 63.6 | 67.1 | 68.1 | 67.8 | 61.7 | 61.2 | 60.8 | 58.2 | 61.3 | 59.8 | |
| Total des dépôts à vue/total des passifs ⁴ | 36.5 | 37.0 | 38.9 | 38.8 | 38.6 | 37.3 | 36.9 | 35.7 | 33.7 | 35.1 | 34.8 | |
| Total des dépôts et emprunts à terme/total des passifs | 25.2 | 26.7 | 28.1 | 29.3 | 29.2 | 24.4 | 24.4 | 25.1 | 24.5 | 26.2 | 25.0 | |

Source: BCEAO.

¹ Depuis 2018, la déclaration des données conforme aux dispositions de Bâle II/III et du Plan Comptable Bancaire révisé.

² Les indicateurs ne tiennent pas compte des provisions complémentaires de la Commission bancaire de l'UEMOA.

³ Hors taxe sur les opérations bancaires.

⁴ Y compris les comptes d'épargne.

Tableau 7. Mali : besoins de financement extérieur, 2022–31
(en milliards de FCFA)

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2025 | 2026 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|--|-------|-------|--------|----------|------|----------|------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | | | | 1Rev SMP | Est. | 1Rev SMP | Prévisions | | | | | |
| Besoin de financement | 992 | 1,041 | -248 | 640 | 28 | 590 | -146 | -452 | -726 | -595 | -504 | -276 |
| Solde courant (transferts officiels exclus) ¹ | 1,243 | 1,247 | 718 | 861 | 330 | 740 | 211 | -276 | -480 | -293 | -128 | 69 |
| Flux de capitaux et financiers privés | -378 | -295 | -1,064 | -444 | -447 | -390 | -548 | -382 | -468 | -540 | -632 | -620 |
| Amortissement des prêts publics (hors FMI) | 127 | 89 | 98 | 223 | 145 | 241 | 191 | 206 | 222 | 238 | 256 | 274 |
| Financement | 991 | 1,041 | -248 | 640 | 28 | 590 | -146 | -452 | -726 | -595 | -504 | -276 |
| Prêts officiels | 56 | 73 | 27 | 201 | 50 | 275 | 90 | 205 | 242 | 380 | 400 | 391 |
| Prêts projets | 56 | 73 | 27 | 201 | 50 | 275 | 90 | 171 | 177 | 300 | 315 | 299 |
| Prêts budgétaires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 66 | 80 | 86 | 92 |
| Transferts officiels | 353 | 304 | 43 | 72 | 189 | 91 | 101 | 148 | 186 | 235 | 284 | 311 |
| Dons projets | 39 | 41 | 11 | 50 | 13 | 65 | 65 | 71 | 82 | 111 | 138 | 149 |
| Dons budgétaires | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 2 | 2 | 41 | 66 | 82 | 101 | 108 |
| Autres ² | 314 | 263 | 24 | 22 | 176 | 24 | 34 | 36 | 39 | 42 | 45 | 54 |
| Investissement de portefeuille public, net | 123 | 109 | 29 | 171 | 224 | 153 | 188 | 203 | 208 | 230 | 232 | 257 |
| Banque centrale AEN | 459 | 555 | -347 | 196 | -434 | 71 | -525 | -1,008 | -1,362 | -1,440 | -1,419 | -1,235 |
| Opérations du FMI ³ | -12 | -21 | -29 | 32 | 29 | -56 | -59 | -55 | -45 | -35 | -27 | -18 |
| Allocation de DTS | | | | | | | | | | | | |
| Écart résiduel ⁴ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Sources: Autorités maliennes, estimations et projections des services du FMI.

¹ Le solde du compte courant pour les années de résultats soustrait la ligne des erreurs et omissions

² Comprend le financement de la MINUSMA jusqu'en 2023 et l'annulation de la dette

³ Comprend le financement proposé par le FCR.

⁴ Un écart résiduel (un déficit de financement) de 77 milliards de francs CFA dans le cadre du programme RCF-SMP de 2025 est constaté en l'absence du

Tableau 8. Mali : critères de réalisation et objectifs quantitatifs du programme de référence
(en milliards de FCFA)

| <i>Décembre 2025</i> | <i>Objectif</i> | <i>Résultat</i> |
|---|-----------------|-----------------|
| Objectifs indicatifs | | |
| Plafond d'accumulation nette d'arriérés de paiement intérieurs publics ¹ | 0 | Respecté |
| Plancher des dépenses sociales et de développement prioritaires ² | 671 | 757 |
| Objectifs quantitatifs | | |
| Plafond du déficit budgétaire primaire net | 300 | 6.4 |
| Plancher des recettes fiscales nettes hors paiements miniers exceptionnels ³ | 2,077 | 2,293 |
| Plafond d'accumulation de nouveaux arriérés de paiement extérieurs publics ^{4,5} | 0 | Respecté |

Sources : autorités maliennes ; projections des services du FMI.

¹ Les arriérés intérieurs correspondent aux paiements échus depuis plus de 90 jours envers des fournisseurs du secteur privé. En ce qui concerne les nouveaux arriérés intérieurs, l'objectif indicatif pour septembre 2025 et décembre 2025 est d'atteindre une accumulation nette de zéro, sans dépasser le niveau enregistré fin 2024 (282,8 milliards de FCFA).

² Les dépenses sociales prioritaires sont définies comme la somme des dépenses des secteurs de l'éducation de base, de l'éducation secondaire et supérieure, de la recherche scientifique, de la santé et du développement social hors transferts à la Caisse malienne de sécurité sociale. Elles comprennent les dépenses prioritaires de développement, comme les routes, mais excluent les dépenses d'investissement liées aux projets financés par des partenaires techniques et financiers étrangers.

³ Le plancher des recettes fiscales nettes, hors paiements miniers exceptionnels, est donné par le total des recettes fiscales moins tout paiement reçu des sociétés minières à la suite de la mise en œuvre des protocoles fiscaux précédents. Si les remboursements d'impôts dépassent (sont inférieurs au) montant projeté, le plancher des recettes fiscales nettes seront proportionnellement ajusté à la baisse (à la hausse).

Nonobstant le critère de réalisation quantitatif relatif à l'accumulation nette d'obligations au titre de la dette extérieure, le gouvernement négocie de bonne foi avec les créanciers extérieurs et se conformera à toutes les politiques pertinentes régissant le financement du FMI, y compris la politique de tolérance zéro pour les arriérés extérieurs. Pour les arriérés extérieurs, l'objectif quantitatif est que leur niveau ne dépasse pas celui observé en février 2025 (103,5 milliards de FCFA).

⁵ Cet objectif quantitatif a été modifié pour devenir « non continu » à la date d'évaluation de fin décembre 2025.

| Tableau 9. Mali : Repères structurels dans le cadre du programme de référence | | | |
|---|--|----------------------|---|
| Repères structurels | Objectif | Date de l'évaluation | Statut |
| 1. Le comité qui supervise la digitalisation des paiements d'impôts au sein de l'administration fiscale devrait fixer et atteindre un objectif visant à augmenter la part des recettes perçues par paiements électroniques à 40 % d'ici à fin 2025, contre 30 % en 2024. | Améliorer la mobilisation des recettes | Déc. 2025 | Respecté . Les recettes perçues par paiement électroniques représentaient 43 % du total des paiements à la fin décembre 2025. |
| 2. Dans les deux mois qui suivent la période de déclaration, établir et publier des rapports trimestriels sur l'utilisation des décaissements au titre de la FCR, conformément à l'engagement des autorités de veiller à ce que les dépenses soient conformes aux plans énoncés dans la lettre d'intention.* | Renforcer la bonne gouvernance et la transparence | Déc. 2025 | Respecté . Publication des premier et deuxième rapports sur le site Internet du ministère de l'Économie et des Finances. |
| 3. Publier les contrats de marchés publics, les processus de sélection des fournisseurs et les bénéficiaires effectifs des contrats pour les dépenses au titre de la FCR (dans les deux mois suivant l'attribution des contrats).** | Promouvoir une bonne gouvernance budgétaire | Déc. 2025 | Respecté . Un rapport spécifique est disponible et mis à jour, en plus de la publication générale des procédures de passation de marchés. |
| 4. Partager avec les services du FMI le plan d'action du Trésor pour mettre en œuvre les recommandations issues du nouveau recensement des comptes bancaires du secteur public, en mettant notamment l'accent sur les comptes dormants et inactifs. | Promouvoir une bonne gouvernance budgétaire et accroître la transparence des finances publiques. | Déc. 2025 | Respecté . Le plan d'action a été élaboré et transmis aux services du FMI. |
| 5. Signer une directive (« instruction ») du ministre de l'Économie et des Finances pour commencer l'échange de données entre la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), la Direction générale des douanes (DGD) et la Direction générale des impôts (DGI), portant sur les liquidations, a l'émission et le recouvrement des créances fiscales. | Promouvoir une bonne gouvernance budgétaire et une bonne gestion de la performance | Déc. 2025 | Respecté . Les instructions ont été communiquées à toutes les parties et transmises aux services du FMI. |
| * Les rapports trimestriels sur l'utilisation des décaissements au titre de la FCR au T2, T3 et T4 2025 devront être publiés respectivement pour fin août 2025, fin novembre 2025 et fin février 2026. ** Le repère structurel relatif à la publication des marchés publics dans les deux mois suivant leur attribution est un repère structurel continu, ce qui signifie qu'il doit être mis en œuvre et suivi de manière cohérente pendant toute la durée du programme. | | | |

Annexe I. Chronologie des principaux événements politiques, à partir du quatrième trimestre de 2025

| 2025 | |
|-------------|---|
| 23 décembre | Le sommet de deux jours des chefs d'État de l'AES à Bamako a discuté du renforcement de la coopération sécuritaire régionale, y compris la création d'une force unifiée de l'AES pour unir les efforts dans la lutte contre l'insécurité. Pendant le sommet, la Télévision AES a été inaugurée en tant que canal de communication institutionnel pour soutenir l'intégration régionale des trois États de l'AES, et la Banque confédérale d'investissement et de développement (BCID) a été inaugurée en tant que nouvel instrument stratégique pour financer les projets de croissance et de développement régional, avec un capital initial de 500 milliards de francs CFA. |
| 2026 | |
| 6 janvier | Un audit final de la section des comptes de la Cour suprême a été publié, analysant le financement public des partis politiques maliens au cours de la période 2000-2024. Le document détaille les réglementations légales, les montants décaissés, la concentration des ressources et les limites rencontrées dans le contrôle des fonds publics. |
| 12 janvier | Le Président de la transition, le Général Assimi Goïta, a annoncé le lancement de consultations sur l'avant-projet de loi qui déterminera les conditions de constitution et de fonctionnement des partis politiques, comme prévu à l'article 39 de la Constitution. |
| 28 janvier | La Cour de justice de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a rendu une décision le 28 janvier 2026, invalidant les sanctions imposées au Mali début 2022, notamment la fermeture des frontières et la suspension des transactions financières, après que les autorités de transition maliennes ont proposé un calendrier électoral prolongé. La Cour a estimé que les mesures restrictives adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement n'étaient pas conformes aux procédures établies par le droit communautaire. |

Annexe II. Matrice d'évaluation des risques¹

| Source de risque | Probabilité relative | Incidence en cas de Réalisés / horizon temporel | Mesures d'atténuation des risques |
|---|----------------------|---|--|
| Risques mondiaux/chocs conjoncturels | | | |
| Tensions géopolitiques et intensification des conflits. La montée des tensions géopolitiques et l'affaiblissement du multilatéralisme augmentent le risque d'une escalade des conflits militaires, accompagnée de dommages aux principales infrastructures physiques et financières, de perturbations des principaux axes de transit et chaînes d'approvisionnement, d'une intensification des pressions migratoires, de frictions financières supplémentaires et de la volatilité des marchés. | Haute | Haute La montée des tensions géopolitiques augmente le risque d'escalade du conflit, perturbant les infrastructures et les routes commerciales. Si elle se concrétisait, la baisse des échanges commerciaux et des investissements pèserait sur les positions extérieure et budgétaire du Mali, ralentirait la croissance et alimenterait l'inflation en raison d'une hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, ce qui exacerberait les tensions sociales et les pressions financières. | <ul style="list-style-type: none"> • Réaffirmer l'attachement au multilatéralisme et à la coopération régionale. • Diversifier les partenaires commerciaux et d'investissement afin de réduire l'exposition aux chocs extérieurs. • Faire avancer les réformes sectorielles pour stimuler l'investissement et la résilience. • Préserver les marges de manœuvre budgétaires et privilégier les dépenses sociales • Améliorer la stabilité macroéconomique et la confiance des investisseurs |

¹ La matrice d'évaluation des risques présente des événements qui pourraient modifier sensiblement la trajectoire de référence en mars 2026. La probabilité relative des risques qui figurent dans la liste correspond à l'évaluation subjective par les services du FMI des risques pesant sur le scénario de référence (« faible » indique une probabilité inférieure à 10 %, « moyenne » une probabilité entre 10 et 30 %, et « élevée » une probabilité entre 30 et 50 %). La matrice d'évaluation des risques reflète le point de vue des services du FMI sur les sources des risques et le niveau général de préoccupation au moment des entretiens avec les autorités. Les risques exclusifs non mutuels peuvent interagir et se matérialiser simultanément. Le scénario des chocs conjoncturels et des risques au niveau mondial et national met en évidence les risques susceptibles de se concrétiser à court terme (entre 12 et 18 mois) compte tenu du scénario de référence actuel. Les risques structurels sont ceux qui resteront probablement importants à plus long terme. Les risques recensés dans la matrice globale d'évaluation des risques découlent d'une évaluation effectuée par les services du FMI depuis février 2026 et ont été utilisés pour l'édition d'avril 2026 des Perspectives de l'économie mondiale du FMI.

| Source de risque | Probabilité relative | Incidence en cas de Réalisés / horizon temporel | Mesures d'atténuation des risques |
|--|----------------------|---|--|
| <p>Protectionnisme et perturbations des échanges commerciaux. Les mesures tarifaires et non tarifaires perturbent les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui pèse sur l'activité tout en augmentant l'inflation. La diversification des échanges entraîne un protectionnisme plus généralisé.</p> | <p>Haute</p> | <p>Haute Les perturbations des échanges pourraient peser sur les exportations maliennes (or, coton et lithium), réduire les IDE et ralentir la croissance à court et moyen terme. Une hausse des coûts d'importation pourrait accentuer les pressions inflationnistes et creuser le déficit des transactions courantes. Les recettes budgétaires pourraient également diminuer si la demande extérieure faiblit.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les chaînes de valeur nationales afin d'atténuer les perturbations de l'approvisionnement. • Faire avancer les réformes sectorielles pour renforcer la compétitivité et l'investissement. • Constituer des marges budgétaires pour absorber les chocs externes et protéger les dépenses prioritaires. • Diversifier les partenaires commerciaux et d'investissement afin de réduire l'exposition aux chocs protectionnistes. • Renforcer l'intégration commerciale régionale avec des partenaires clés |
| <p>Vulnérabilités budgétaires et hausse des taux d'intérêt. L'augmentation de la dette publique et des déficits publics accentue la pression à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme, ce qui durcit nettement les conditions financières mondiales, accentue la volatilité des monnaies et réduit la consommation et l'investissement, facteurs qui exacerbent les dynamiques négatives de la dette.</p> | <p>Haute</p> | <p>Haute Baisse des investissements publics et des dépenses sociales, hausse du chômage, recul de la production, dégradation du solde budgétaire.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Procéder au rééquilibrage budgétaire pour créer une marge de manœuvre et renforcer la viabilité de la dette. • Réformer le secteur financier pour renforcer la résilience et réduire les liens entre l'État et le secteur financier. • Rechercher des financements concessionnels et d'urgence pour atténuer les pressions budgétaires et faciliter l'ajustement. • Créer des marges de manœuvre budgétaires pour absorber les chocs liés aux primes de risque |

| Source de risque | Probabilité relative | Incidence en cas de Réalisés / horizon temporel | Mesures d'atténuation des risques |
|---|----------------------|--|--|
| <p>Volatilité des prix des produits de base. Les déséquilibres de l'offre et de la demande — provoqués par des tensions géopolitiques, des décisions coordonnées de production, des modifications des préférences des investisseurs ou des changements structurels de la demande — alimentent les fluctuations des prix des produits de base, amplifiant les pressions extérieures et budgétaires, les troubles sociaux et l'instabilité macroéconomique.</p> | Haute | <p>Haute L'effet dépendra de l'ampleur et de la direction des variations des cours des produits de base. La hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie pourrait provoquer des tensions sociales et économiques en provoquant une augmentation des coûts d'importation de produits alimentaires et d'énergie du Mali. La baisse des cours de l'or pourrait avoir une incidence négative sur les exportations et les recettes budgétaires.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Créer un espace budgétaire pour augmenter les dépenses sociales • Augmentation de l'offre alimentaire nationale et sollicitation de l'aide des partenaires internationaux pour répondre aux besoins alimentaires et énergétiques. • Renforcer la résilience aux chocs sur les prix des produits de base en actualisant les projections de recettes dans le cadre budgétaire pluriannuel |
| <p>Mécontentement social. La persistance d'un coût de la vie élevé, le chômage des jeunes et les inégalités, sur fond d'érosion des normes de gouvernance et de pressions dues aux réalignements géoéconomiques, déclenchent des troubles sociaux, la répression politique et de l'instabilité, ce qui met à mal la capacité des pays à poursuivre les réformes économiques.</p> | Moyenne | <p>Haute Le mécontentement social pourrait augmenter si le coût de la vie continue d'augmenter, dans un contexte d'insécurité alimentaire considérable et de violence accrue. Le report de l'élection présidentielle, conjugué à l'évolution générale de la situation politique, pourrait contribuer à accroître l'incertitude, entamer la confiance et retarder la reprise de l'aide budgétaire des institutions financières internationales et l'engagement plus large.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Remédier à l'insécurité alimentaire et à la crise du coût de la vie • Rétablir l'unité nationale pour endiguer les conflits régionaux • Collaborer avec les partenaires internationaux et régionaux en matière de sécurité • Convenir d'un calendrier électoral en vue de la reprise de l'aide budgétaire des IFI • Maintenir un dialogue constructif autour du processus de transition et continuer à communiquer les priorités en matière de réformes. |

| Source de risque | Probabilité relative | Incidence en cas de Réalisés / horizon temporel | Mesures d'atténuation des risques |
|--|----------------------|--|---|
| Nouveaux accords commerciaux. Des avancées tangibles dans les négociations commerciales réduisent l'incertitude et les barrières aux échanges. Une coopération élargie en matière de services, d'IDE et de fiscalité stimule l'investissement et consolide les finances publiques. | Basse | Haute La réduction de l'incertitude et l'amélioration des perspectives du commerce mondial ont renforcé les investissements et les flux commerciaux, mais pourraient également faire baisser les prix des produits de base (or, lithium, etc.), réduisant ainsi les recettes d'exportation et la marge de manœuvre budgétaire à moyen terme. | <ul style="list-style-type: none"> • Encourager la diversification des exportations afin de réduire la dépendance à l'égard de quelques produits de base. • Renforcer les cadres budgétaires afin de gérer la volatilité des recettes. • Accroître l'investissement dans les infrastructures et le capital humain pour stimuler la compétitivité et l'intégration. |
| Risques structurels mondiaux | | | |
| Cybermenaces. Les cyberattaques contre les infrastructures physiques ou numériques (y compris monnaie numérique et cryptoactifs), les défaillances techniques ou l'utilisation abusive des technologies d'IA déclenchent une instabilité financière et économique. | Haute | Haute Des cyberattaques pourraient perturber les transactions financières, affaiblir les institutions publiques et entamer la confiance dans les infrastructures numériques, ce qui nuirait à l'investissement et à la stabilité économique. | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les dispositifs de cybersécurité. • Améliorer la résilience numérique et le suivi des risques. • Renforcer la coopération public-privé en matière de cyberdéfense. |
| Changement climatique. Les phénomènes climatiques extrêmes provoqués par la hausse des températures sont à l'origine de pertes de vies humaines, de dommages aux infrastructures, d'une insécurité alimentaire, de perturbations de l'offre, d'un ralentissement de la croissance et d'une instabilité financière. | Moyenne | Moyenne Une sécheresse ou des précipitations extrêmes pourraient nuire gravement à la production alimentaire et aux moyens de subsistance, d'autant plus qu'une grande partie de l'agriculture malienne est destinée à assurer son autosuffisance. | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la résilience de l'agriculture face au changement climatique • À plus long terme, élargir la base économique et développer les activités non agricoles • Améliorer la riposte aux catastrophes. |
| Pénuries de main-d'œuvre. Un durcissement des restrictions à l'immigration pourrait aggraver les pénuries de main-d'œuvre dans les pays vieillissants, réduire la production potentielle, alimenter l'inflation et mettre à mal les soldes budgétaires du fait de la baisse des recettes. | Moyenne | Basse L'exposition directe aux pénuries de main-d'œuvre dans les pays avancés est limitée, mais un durcissement des restrictions migratoires pourrait réduire les envois de fonds et limiter les revenus des ménages et les soldes extérieurs à moyen terme. | <ul style="list-style-type: none"> • Élargir les programmes de participation au marché du travail et de perfectionnement des compétences pour soutenir la productivité et la création d'emplois • Promouvoir le développement du secteur privé pour élargir les possibilités d'emploi • Renforcer les mécanismes de protection sociale afin de protéger les ménages d'éventuelles pertes des envois de fonds |

| Source de risque | Probabilité relative | Incidence en cas de Réalisés / horizon temporel | Mesures d'atténuation des risques |
|--|----------------------|---|--|
| Risques nationaux ou régionaux | | | |
| Détérioration importante de la situation sécuritaire. Augmentation des attaques terroristes dans tout le pays et des déplacements de population à l'intérieur du pays. | Haute | Haute Une détérioration de la situation sécuritaire pourrait conduire à l'instabilité politique et à des troubles sociaux, ce qui pourrait à son tour entraîner une augmentation des dépenses militaires au détriment d'autres priorités de développement. Les flux internes de réfugiés mettraient à rude épreuve les procédures d'aide d'urgence. | <ul style="list-style-type: none"> • Rétablir la collaboration avec les forces de sécurité internationales et régionales et les organisations humanitaires. |
| Crise énergétique et coupures d'électricité. Les infrastructures énergétiques inadéquates, associées à une demande croissante et à des difficultés d'approvisionnement extérieures, ont entraîné des coupures de courant fréquentes et prolongées. Ces perturbations entravent la productivité économique, limitent les services publics, exacerbent les troubles sociaux et sapent la confiance des investisseurs, ce qui accroît l'instabilité économique. | Moyenne | Haute Les coupures d'électricité et les pénuries de carburant récurrentes perturbent l'activité économique, entravent les services publics et exacerbent le mécontentement social. Les entreprises font face à des difficultés opérationnelles qui entraînent des pertes économiques, tandis que les ménages subissent une baisse de leur qualité de vie. La crise énergétique sape la confiance des investisseurs, ce qui pourrait affecter les futurs investissements dans le pays. | <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'infrastructure énergétique : investir dans la modernisation et l'extension du réseau électrique afin d'en améliorer la fiabilité et de répondre à la demande croissante. • Diversifier les sources d'énergie : développer des projets d'énergie renouvelable, par exemple l'énergie solaire et hydroélectrique, pour réduire la dépendance aux carburants importés et accroître la sécurité énergétique. • Améliorer la gestion d'EDM : mettre en œuvre des réformes visant à accroître son efficacité et sa stabilité financière, notamment en corrigeant les écarts de prix et en réduisant les pertes d'exploitation. • Coopération régionale : étudier la possibilité de conclure des accords d'importation d'énergie avec les pays voisins pour atténuer les pénuries. |
| Répercussions régionales sur le secteur financier. Les pressions sur la dette publique au Sénégal et au Niger pourraient affecter le marché régional de la dette et exposer les Banques locales. | Moyenne | Moyenne Baisse de la liquidité sur les marchés de la dette, resserrement des conditions de financement, et une augmentation du service de la dette. Rentabilité, liquidité et Problèmes de solvabilité des banques fragiles | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les réserves de fonds propres et de liquidités des banques pour accroître leur résilience. • Maintenir une politique monétaire proactive afin de préserver la stabilité macro financière. |

Appendice I. Lettre d'intention

Bamako, Mali
Le 13 mars 2026

Mme Kristalina Georgieva
Directrice
Fonds monétaire international
Washington, DC 20431 (États-Unis)

Madame la Directrice générale,

La situation économique du Mali s'est récemment améliorée grâce à une politique macroéconomique prudente, à des cours des produits de base favorables, à la poursuite des efforts de réformes, notamment dans le cadre du programme de référence et aux mesures visant à améliorer la situation sécuritaire.

Le programme de référence approuvé le 30 mars 2025 et la facilité de crédit rapide (50 % de la quote-part) approuvée le 16 avril 2025 ont fourni une aide opportune pour répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements qui découlent des graves inondations de 2024, tout en accélérant les réformes structurelles et en aidant à stabiliser la situation macroéconomique dans un contexte intérieur et extérieur difficile.

La mise en œuvre de notre programme appuyé par le programme de référence a été solide et satisfaisante. À fin décembre 2025, les cinq repères structurels avaient été atteints. Les deux premiers repères portent sur l'amélioration de la transparence dans l'utilisation des fonds de la FCR, en particulier la publication du deuxième rapport trimestriel sur les dépenses au titre de la FCR et des contrats détaillés des marchés publics, qui incluent des informations sur les titulaires des contrats, leurs bénéficiaires effectifs et le processus de sélection. En ce qui concerne la digitalisation, l'objectif consistant à recevoir une part de 40 % des recettes par paiement électronique avant fin 2025 a été dépassé. De plus, un plan d'action a été adopté à la suite du recensement de tous les comptes bancaires publics. Par ailleurs, le ministère a publié fin décembre une instruction officialisant l'échange de données sur les liquidations, l'émission et le recouvrement des créances fiscales entre la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Générale des Impôts (DGI).

Nous avons atteint tous les objectifs quantitatifs et indicatifs fixés pour fin décembre 2025 et avons dépassé nos objectifs dans la plupart d'entre eux. En particulier, l'objectif quantitatif relatif au déficit budgétaire primaire est ressorti, largement inférieur à son objectif, et l'objectif quantitatif relatif aux recettes fiscales hors paiements miniers exceptionnels a également dépassé son objectif grâce à une forte mobilisation des recettes budgétaires. L'objectif indicatif concernant l'accumulation nette d'arriérés de paiements intérieurs a été largement atteint grâce à un paiement important d'arriérés par le Gouvernement. En outre, l'objectif quantitatif relatif à l'accumulation nette d'arriérés de paiement extérieurs de l'État et l'objectif indicatif concernant les dépenses sociales et prioritaires ont été atteints.

De manière plus générale, nous avons fait d'importants progrès dans notre programme de réformes au cours de l'année écoulée, en particulier en ce qui concerne le renforcement de la gouvernance et de la transparence. En juin 2025, le Mali a été retiré de la liste des pays et territoires relevant de la surveillance renforcée du Groupe d'Action Financière (GAFI), ce qui témoigne des progrès considérables accomplis dans la lutte contre les défaillances du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive. Des mesures importantes ont également été prises pour améliorer la transparence dans le secteur minier avec la mise en œuvre du nouveau code minier. Dans le même temps, des progrès ont été accomplis dans la mobilisation des recettes non minières, grâce en particulier aux réformes de l'administration fiscale et à la dématérialisation. Des efforts sont aussi déployés pour rationaliser les comptes bancaires publics afin d'améliorer la gestion des finances publiques et de la liquidité.

Avec la conclusion du programme de référence, le Gouvernement reste fermement déterminé à maintenir une politique macroéconomique prudente et à maintenir la dynamique de réforme établie dans le cadre du programme. La politique budgétaire restera guidée par des objectifs de viabilité, de transparence et d'efficacité, en mettant l'accent sur le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures, notamment par une gestion prudente des recettes aurifères exceptionnelles, des améliorations continues de l'administration fiscale et un renforcement de la surveillance du secteur minier, par l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses publiques tout en préservant les dépenses sociales et l'investissement publics prioritaires, et prévenir l'accumulation de nouveaux arriérés de paiement intérieurs et extérieurs, tout en poursuivant l'apurement des arriérés. Parallèlement, les Autorités continueront à faire progresser les réformes relatives à la gouvernance et à la transparence en renforçant l'information budgétaire, les contrôles des marchés publics, ainsi que la surveillance et l'établissement de rapports sur les entités publiques, y compris les entreprises publiques, et en poursuivant la mise en œuvre du cadre juridique existant de lutte contre la corruption.

Compte tenu des progrès satisfaisants réalisés dans la mise en œuvre du programme de référence, nous affirmons notre intérêt pour un engagement à moyen terme avec le FMI dans le cadre d'un accord portant sur une Facilité Elargie de Crédit. En s'appuyant sur les antécédents établis dans le cadre du programme de référence, un tel accord aiderait le pays à satisfaire ses besoins de financement et de soutien à moyen terme et catalyserait l'obtention d'un soutien financier essentiel à des conditions concessionnelles.

Conformément à notre engagement en matière de transparence et de responsabilité, nous autorisons le FMI à publier la présente lettre ainsi que le rapport des services du FMI pour la deuxième revue du programme de référence.

Veillez agréer, Madame la directrice Générale, l'assurance de notre très haute considération.

/s/

Le ministre d'Etat

Alousséni SANOU

Commandeur de l'Ordre National

Pièce jointe I. Mémoire de politique économique et financière

Le présent mémoire donne une vue d'ensemble de l'évolution récente de l'économie malienne, de ses perspectives à court terme et des priorités de politique économique du Gouvernement qui sont appuyées par le programme de référence.

ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE ET PERSPECTIVES

1. L'activité économique au Mali est restée résiliente en 2025 malgré un environnement intérieur et extérieur difficile. La croissance du PIB réel s'est accélérée pour atteindre 6,8 % en glissement annuel au troisième trimestre 2025, après des taux de croissance révisés de 2,9 % au premier trimestre et de 6,4 % au deuxième trimestre. La croissance a été soutenue par le redressement de la demande intérieure tirée par le dynamisme de la consommation des ménages et de l'administration publique combiné avec l'expansion des investissements publics dont les effets d'entraînement se sont faits sentir sur l'évolution des secteurs primaire et tertiaire. Cette dynamique positive a été quelque peu contrariée par des contraintes liées aux perturbations de l'approvisionnement en énergie, aux problèmes de sécurité et à une production aurifère inférieure aux prévisions, ce qui a pesé sur la production globale. L'activité économique devrait rebondir en 2026, grâce à une augmentation de la production du secteur minier et à une amélioration de la situation sécuritaire. L'inflation est ressortie à +2,3% en 2025.

RÉSULTATS DU PROGRAMME

2. Nous avons atteint tous les objectifs quantitatifs et indicatifs fixés pour fin décembre 2025 et avons dépassé la plupart d'entre eux. Pour les objectifs quantitatifs, à fin décembre, le solde primaire net affichait un déficit de 6,4 milliards de francs CFA, très inférieur au plafond de déficit fixé à 300 milliards de francs CFA. Les recettes fiscales nettes hors paiements miniers exceptionnels ont atteint 2 292,9 milliards de francs CFA, au-dessus du plancher de 2 077 milliards de francs CFA, soutenues par une forte mobilisation des recettes budgétaires. Les arriérés extérieurs se sont élevés à 102,8 milliards de francs CFA, soit légèrement moins que l'objectif de 103,5 milliards de francs CFA. Nous avons également atteint avec succès les objectifs indicatifs relatifs aux dépenses sociales prioritaires et à l'accumulation nette nulle d'arriérés intérieurs. À fin décembre, les dépenses sociales prioritaires sont estimées à 702 milliards de francs CFA, dépassant ainsi le plancher de 671 milliards de francs CFA, en raison des résultats largement supérieurs atteints lors de la précédente revue. Les arriérés intérieurs respectaient aussi le plafond d'accumulation nette nulle, avec une réduction significative, passant de 282,8 milliards de francs CFA à fin décembre 2024 à 158,3 milliards de francs CFA à fin décembre 2025, après des paiements importants au dernier trimestre.

3. Tous les repères structurels (RS) pour décembre 2025 ont été atteints. S'agissant de la dématérialisation des paiements, l'objectif consistant à recevoir une part de 40 % des encaissements par voie électronique d'ici fin 2025 a été atteint. Le deuxième rapport trimestriel sur les dépenses engagées au titre de la FCR a été publié sur le site Internet du Ministère de l'Économie et des

Finances ([RAPPORT FCR AU 31102025.pdf](#)) et révèle qu'une grande partie des dépenses ont été liquidées, principalement pour soutenir le secteur agricole et la sécurité alimentaire. Une liste complète des marchés publics liés aux dépenses au titre de la FCR a été publiée sur le portail de la Direction Générale des Marchés Publics ([DGMP-DSP](#)) : [Marchés publics électroniques du Mali](#). Elle donne des précisions sur les titulaires des contrats et le processus de sélection. Par ailleurs, l'instruction relative à l'échange de données relatives aux liquidations, à l'émission et au recouvrement des créances fiscales entre la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), la Direction Générale des Douanes (DGD) et la Direction Générale des Impôts (DGI) a été publiée par le ministère fin décembre 2025. Aussi, un plan d'action a été adopté à la suite du recensement des comptes bancaires publics initié par le Gouvernement.

POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES POUR L'AVENIR

4. Le gouvernement reste fermement attaché à un programme de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles. Les politiques macroéconomiques du Mali sont axées sur la bonne gouvernance, la viabilité des finances publiques, la bonne gestion des finances publiques et la sauvegarde de l'aide aux ménages les plus vulnérables.

A. Remédier à la pénurie de carburant

5. Les mesures prises par le Gouvernement ont nettement amélioré l'approvisionnement du pays en carburants. En réponse à la pénurie de carburant au cours du dernier trimestre 2025, le Gouvernement a pris des mesures décisives — notamment la mise en place d'escortes de sécurité pour les convois de carburant et la diversification des sources d'approvisionnement— qui ont permis de rétablir des livraisons normales dans tout le pays. Le renforcement de la coordination avec les pays voisins et les distributeurs nationaux a stabilisé les niveaux d'approvisionnement, garantissant une disponibilité suffisante de carburant pour les secteurs prioritaires tels que la production d'électricité, les transports publics et les services publics essentiels. En outre, le renforcement de la surveillance et de l'application de la loi a limité la spéculation, la thésaurisation et les marchés parallèles. Les efforts en cours pour sécuriser les principaux itinéraires de transport, y compris la coordination et les partenariats avec d'autres pays, ont encore amélioré la fiabilité et la ponctualité des livraisons de carburant dans tout le pays. À l'avenir, le Gouvernement continuera d'assurer la normalisation complète et la stabilité de l'approvisionnement en carburants à l'échelle nationale.

B. Politique budgétaire

6. La politique budgétaire dans le cadre du programme de référence a été guidée par l'objectif de stabilité macroéconomique et de viabilité des finances publiques, tout en assurant des ressources adéquates aux secteurs prioritaires et aux secteurs de la sécurité. Dans un environnement difficile marqué par des pressions sécuritaires, nous avons continué de gérer les finances publiques prudemment et renforcé la discipline en matière de dépenses. L'orientation de la politique budgétaire en 2025 s'est traduite par une nette amélioration du solde budgétaire primaire,

qui l'a ramené à 6,4 milliards de francs CFA contre une projection de 300 milliards de francs CFA grâce à la bonne tenue des recettes et au renforcement de la maîtrise des dépenses courantes.

7. Malgré les multiples chocs, nous restons déterminés à mener une politique budgétaire prudente. La politique budgétaire pour 2026 restera ancrée par le cadre budgétaire approuvé pour 2026, qui donne la priorité à l'augmentation des recettes intérieures, à la maîtrise des dépenses courantes, au renforcement de la défense et de la sécurité, au soutien aux secteurs sociaux et à la reprise économique, en particulier au moyen d'investissements dans les infrastructures. Le déficit budgétaire devrait ressortir à 423 milliards de francs CFA, soit environ 2,2 % du PIB, en 2026.

L'ajustement budgétaire passera par :

- une forte mobilisation des recettes : les recettes fiscales devraient augmenter grâce à l'impact positif de l'application du nouveau Code minier en République du Mali, notamment au regard de l'augmentation attendue des recettes de la taxe ad valorem et de la contribution sur la prestation de services et de la taxe spéciale sur certains produits porteurs
- une meilleure maîtrise des dépenses courantes : la masse salariale devrait atteindre 1 134 milliards de francs CFA en 2026, soit une hausse de 7,4 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'ajustement de la valeur points d'indice, la régularisation des nouvelles recrues au sein des forces de défense et de sécurité et les promotions statutaires au sein de la fonction publique. Les transferts et subventions devraient s'élever à 452 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 14,9 %, en raison de la hausse des subventions à la compagnie d'électricité. Les dépenses en biens et services devraient légèrement diminuer en 2026, à hauteur de 3 %.
- Une hausse des dépenses en capital : les dépenses en capital devraient atteindre 853 milliards de FCFA, soit une hausse de 16 %. Cela est principalement dû aux ressources provenant du fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social.

C. Augmenter les recettes budgétaires

8. Le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures demeure un pilier central de la stratégie budgétaire du Gouvernement. En nous appuyant sur les bons résultats enregistrés en 2025, nous continuerons d'élargir l'assiette fiscale, d'améliorer le respect des obligations fiscales et d'assurer l'efficacité et l'équité du système fiscal. Parmi les principales mesures figurent le renforcement des audits fondés sur le risque, l'amélioration de la segmentation des contribuables et le renforcement de la coordination entre les administrations des impôts, des douanes et du Trésor. La digitalisation du recouvrement des recettes reste un élément central de notre stratégie. Les paiements électroniques, qui ont atteint 43 % en 2025, conformément à l'objectif du programme de référence, devraient augmenter progressivement à moyen terme et seront étendus aux petits contribuables.

9. Dans le secteur minier, la surveillance et le suivi seront renforcés afin d'assurer la pleine conformité avec les nouveaux codes minier et fiscal. Le Gouvernement veillera à un rapprochement précis des données sur la production, les exportations et les recettes afin de tenir

pleinement compte de toutes les redevances, taxes et obligations non fiscales. Le renforcement des capacités d'audit, une collaboration plus étroite entre les autorités fiscales et les ministères sectoriels et la dématérialisation des recettes devraient réduire les inefficacités et contribuer à une mobilisation des recettes plus fiable et prévisible.

D. Amélioration de la gestion des finances publiques (GFP)

10. Le Gouvernement renforcera la programmation des dépenses afin d'assurer une exécution efficiente du budget, de protéger les dépenses prioritaires et de prévenir l'accumulation d'arriérés de paiement intérieurs. Pour ce faire, il renforcera la coordination entre les engagements de dépenses, les plans de marchés publics et la gestion de trésorerie. Cette approche vise à optimiser les décisions de dépenses en fonction des liquidités disponibles, en veillant à ce que les programmes essentiels restent adéquatement financés tout en préservant la discipline budgétaire. La gestion des investissements publics sera renforcée afin de garantir l'efficacité, l'évaluation, le suivi et l'exécution des projets, tandis que les procédures de passation de marchés et d'audit seront améliorées afin de promouvoir la responsabilité et l'efficience des marchés publics.

11. Les autorités sont déterminées à prévenir l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs dans le cadre de leur stratégie globale de renforcement de la viabilité budgétaire. Un plan à moyen terme est en cours d'élaboration pour réduire progressivement l'encours des arriérés intérieurs et extérieurs. Conformément à cet engagement, les autorités ont considérablement réduit l'encours des arriérés intérieurs en 2025. Elles s'engagent également à éviter l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs afin de préserver la crédibilité budgétaire et l'accès aux financements extérieurs. Parallèlement, les autorités ont engagé des entretiens constructifs avec plusieurs créanciers extérieurs afin d'obtenir un rééchelonnement des arriérés déjà accumulés, conformément aux engagements qu'elles ont pris dans le cadre du programme de référence.

E. Aider les plus vulnérables

12. Le Gouvernement reste déterminé à renforcer les filets de protection sociale pour faire face aux effets des chocs récents et atténuer la pauvreté généralisée. Il continuera d'élargir les programmes sociaux qui améliorent les niveaux de vie et favorisent l'inclusion sociale, en ciblant tout particulièrement les populations les plus vulnérables. Il s'agira notamment d'accroître la distribution de rations alimentaires aux familles touchées par la malnutrition et l'insécurité alimentaire, en veillant à ce que l'aide essentielle bénéficie à ceux qui en ont le plus besoin. Cet engagement à accroître les dépenses sociales prioritaires au cours des prochaines années souligne la détermination des autorités à protéger les populations à risque.

F. Promouvoir la bonne gouvernance

13. Le Gouvernement jettera les bases d'une croissance robuste, plus inclusive et durable en promouvant la bonne gouvernance. En juin 2025, le Mali a été retiré de la liste des pays et territoires placés sous surveillance renforcée (liste grise) par le Groupe d'Action Financière (GAFI), ce qui témoigne des progrès accomplis dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive. Afin de renforcer la position du Mali sur le plan international, un Pôle National Economique et Financier a été créé pour lutter contre la corruption. D'autres réformes de la gouvernance sont en cours, parmi lesquelles l'adoption d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption et l'élargissement du rôle de la Cour des Comptes dans la nouvelle Constitution.

14. Le Gouvernement est déterminé à faire un usage transparent et responsable des ressources du FMI décaissées au titre de la FCR. À cette fin, un compte séquestre a été créé à la BCEAO, le deuxième rapport trimestriel sur l'utilisation de la FCR a été publié et tous les contrats attribués au titre de la FCR, y compris le processus de sélection et la propriété effective, ont été rendus publics. Une grande partie des fonds de la FCR a été dépensée, principalement en faveur du secteur agricole et de la sécurité alimentaire. À l'avenir, nous sommes déterminés à continuer de publier des rapports trimestriels sur l'utilisation des fonds de la FCR et sur tous les contrats attribués. En outre, un audit indépendant de l'utilisation des fonds de la FCR sera réalisé par le Bureau du Vérificateur Général (BVG) et publié une fois que tous les fonds de la FCR seront utilisés.

15. L'amélioration de la responsabilisation et de la transparence des transactions budgétaires reste une priorité majeure du Gouvernement. Le système actuel, caractérisé par la multiplicité des comptes bancaires détenus par des entités publiques, rend la gestion de la trésorerie plus complexe. Pour remédier à cette situation, le Trésor a procédé à un recensement exhaustif des comptes bancaires publics. Sur la base de ces constats, un plan d'action détaillé a été élaboré pour mettre en œuvre les mesures proposées, en mettant particulièrement l'accent sur le traitement des comptes dormants et inactifs. Nous mettrons en œuvre les mesures incluses dans le plan d'action pour renforcer la gestion des comptes bancaires publics et la gestion de trésorerie.

Tableau 1. Mali : critères de réalisation et objectifs quantitatifs du programme de référence
(en milliards de FCFA)

| <i>Décembre 2025</i> | <i>Objectif</i> | <i>Résultat</i> |
|--|-----------------|-----------------|
| Objectifs indicatifs | | |
| Plafond de l'accumulation nette d'arriérés de paiement intérieurs de l'Etat ¹ | 0 | Respecté |
| Plancher des dépenses sociales et de développement prioritaires ² | 671 | 757 |
| Objectifs quantitatifs | | |
| Plafond du déficit budgétaire primaire net | 300 | 6.4 |
| Plancher des recettes fiscales nettes à l'exception des paiements miniers exceptionnels ³ | 2,077 | 2,293 |
| Plafond sur d'accumulation nette d'arriérés de paiement extérieurs de l'Etat ^{4,5} | 0 | Respecté |

Sources : autorités maliennes ; projections des services du FMI.

¹ Les arriérés intérieurs correspondent aux paiements échus depuis plus de 90 jours envers des fournisseurs du secteur privé. En ce qui concerne les nouveaux arriérés intérieurs, l'objectif indicatif pour septembre 2025 et décembre 2025 est d'atteindre une accumulation nette de zéro, sans dépasser le niveau enregistré fin 2024 (282,8 milliards de FCFA).

² Les dépenses sociales prioritaires sont définies comme la somme des dépenses des secteurs de l'éducation de base, de l'éducation secondaire et supérieure, de la recherche scientifique, de la santé et du développement social hors transferts à la Caisse malienne de sécurité sociale. Elle comprend les dépenses prioritaires de développement, comme les routes, mais de comprend pas les dépenses d'investissement liées aux projets financés par des partenaires techniques et financiers étrangers.

³ Le plancher des recettes fiscales nettes, à l'exclusion des paiements miniers exceptionnels, est donné par le total des recettes fiscales moins tout versement reçu des sociétés minières à la suite de la mise en œuvre des protocoles fiscaux précédents. Si les remboursements d'impôts dépassent (sont inférieurs au) montant projeté, le plancher des recettes fiscales nettes seront proportionnellement ajusté à la baisse (à la hausse).

⁴ Nonobstant le critère de réalisation quantitatif relatif à l'accumulation nette d'obligations au titre de la dette extérieure, le gouvernement négocie de bonne foi avec les créanciers extérieurs et se conformera à toutes les politiques pertinentes régissant le financement du FMI, y compris la politique de tolérance zéro pour les arriérés extérieurs. Pour les arriérés extérieurs, l'objectif quantitatif est que leur niveau ne dépasse pas celui observé en février 2025 (103,5 milliards de FCFA).

⁵ Cet objectif quantitatif a été modifié pour devenir « non continu » à la date d'évaluation de fin décembre 2025.

| Tableau 2. Mali : repères structurels dans le cadre du programme de référence | | | |
|---|--|----------------------|--|
| Repères structurels | Objectif | Date de l'évaluation | Statut |
| 1. Le comité chargé de superviser le paiement numérisé des impôts dans l'administration fiscale devrait fixer et atteindre l'objectif consistant à porter la part des reçus par paiements électroniques à 40 % d'ici à fin 2025, contre 30 % en 2024. | Améliorer la mobilisation des recettes | Déc. 2025 | Respecté. Les recettes numériques ont atteint 43 % du total des paiements à la fin décembre 2025. |
| 2. Préparer et publier des rapports trimestriels, sur l'utilisation des décaissements au titre de la FCR, conformément à l'engagement des autorités à veiller à ce que les dépenses soient conformes aux plans énoncés dans la lettre d'intention dans les deux mois qui suivent la période de déclaration.* | Renforcer la bonne gouvernance et la transparence | Déc. 2025 | Respecté. Publication des premier et deuxième rapports sur le site Internet du ministère de l'Économie et des Finances. |
| 3. Publier les contrats de marchés publics, les processus de sélection des fournisseurs et les bénéficiaires effectifs des contrats pour les dépenses au titre de la FCR (dans les deux mois suivant l'attribution des contrats).** | Promouvoir une bonne gouvernance budgétaire | Déc. 2025 | Respecté. Un rapport spécifique est disponible et mis à jour, en plus de la publication générale des procédures de passation de marchés. |
| 4. Communiquer aux services du FMI le plan d'action du Trésor visant à mettre en œuvre les recommandations issues du nouveau recensement des comptes bancaires du secteur public, en mettant particulièrement l'accent sur les comptes dormants et inactifs. | Promouvoir une bonne gouvernance budgétaire et accroître la transparence des finances publiques. | Déc. 2025 | Respecté. Le plan d'action a été élaboré et transmis aux services du FMI. |
| 5. Signer une directive (« instruction ») du ministre de l'Économie et des Finances pour lancer l'échange de données entre la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), la Direction générale des douanes (DGD) et la Direction générale des impôts (DGI), portant sur les liquidations, l'émission et le recouvrement des créances fiscales. | Promouvoir une bonne gouvernance budgétaire et une bonne gestion de la performance | Déc. 2025 | Respecté. Les instructions ont été communiquées à toutes les parties et transmises aux services du FMI. |
| * Les rapports trimestriels sur l'utilisation des décaissements au titre de la FCR au T2, T3 et T4 2025 devront être publiés respectivement pour fin août 2025, fin novembre 2025 et fin février 2026. ** Le repère structurel relatif à la publication des marchés publics dans les deux mois suivant leur attribution est un repère structurel continu, ce qui signifie qu'il doit être mis en œuvre et suivi de manière cohérente pendant toute la durée du programme. | | | |

Pièce jointe II. Protocole d'accord technique

Le présent protocole d'accord technique (PAT) définit les concepts, les définitions et les procédures de communication des données mentionnées dans le mémorandum de politiques économiques et financières (MPEF) pour la période couverte par l'accord dans le cadre du programme de référence. Il présente également les procédures d'établissement de rapports, les définitions et les méthodes de calcul, les objectifs indicatifs et quantitatifs, les repères structurels et les autres engagements pris dans le cadre du MPEF.

1. Les taux de change du programme seront calculés sur la base des taux officiels utilisés par le FMI pour le 11 avril 2025.

COMMUNICATION DE DONNÉES AU FMI

2. Les données sur toutes les variables faisant l'objet d'objectifs quantitatifs seront transmises périodiquement au FMI conformément au calendrier du programme de référence défini dans le MPEF. Toute mise à jour en dehors du calendrier habituel indiqué dans le tableau 1 doit également être signalée rapidement (dans un délai d'une semaine). En outre, les autorités consulteront les services du FMI si elles obtiennent de nouvelles informations ou données qui ne sont pas expressément définies dans le présent PAT, mais qui sont pertinentes pour suivre ou mesurer les résultats par rapport aux objectifs du programme.

DÉFINITIONS DES VARIABLES

3. Sauf indication contraire, on entend par gouvernement l'administration centrale de la République du Mali et n'inclut pas les autorités locales, la banque centrale ou toute autre entité publique ayant un statut juridique autonome qui n'est pas incluse dans le tableau des opérations financières de l'État (TOFE).

4. La définition de la dette est énoncée au point 8 de la décision du Conseil d'administration du FMI no 15688-(14/107), telle que publiée sur le site internet du FMI. La « dette » s'entend comme l'ensemble des passifs courants, donc non conditionnels, résultant d'un accord contractuel prévoyant la mise à disposition de valeurs sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, et par lequel le débiteur s'engage à effectuer un ou plusieurs paiements sous forme d'actifs (y compris monétaires) ou de services, selon un échéancier déterminé ; ces paiements libéreront le débiteur des engagements contractés en termes de principal et/ou d'intérêts. La dette peut prendre diverses formes ; Les principales sont les suivantes :

- (i) des prêts, c'est-à-dire des avances d'argent effectuées au profit du débiteur par le créancier sur la base d'un engagement du débiteur de rembourser ces fonds dans le futur (notamment dépôts, bons (y compris les bons du Trésor), titres obligataires, prêts commerciaux, crédits-acheteurs) et d'échanges temporaires d'actifs équivalant à des prêts totalement sécurisés, au titre desquels le débiteur est tenu de rembourser les fonds, et

paient généralement des intérêts, en rachetant la garantie auprès de l'acheteur dans le futur (par exemple, accords de rachats ou accords officiels d'échange) ;

- (ii) des crédits-fournisseurs, c'est-à-dire des contrats par lesquels le fournisseur accorde au client un paiement différé après la date de livraison des biens ou de prestation du service ; et
- (iii) des accords de crédit-bail, c'est-à-dire des accords donnant au preneur le droit d'utiliser une propriété pour une ou plusieurs durée(s) donnée(s), généralement plus courte(s) que la durée de vie des biens concernés mais sans transfert de propriété, dont le titre est conservé par le bailleur. Aux fins des présentes directives, la dette est la valeur actualisée (au début du bail) de tous les paiements anticipés du bail durant la période de l'accord, hormis les paiements nécessaires au fonctionnement, aux réparations et à l'entretien des biens concernés.

5. Conformément à la définition de la dette donnée ci-dessus, les arriérés, pénalités et dommages et intérêts accordés par voie de justice suite à un défaut de paiement d'une obligation contractuelle ayant le caractère de dette constituent également une dette. Le non-règlement d'une obligation contractuelle qui n'est pas considérée comme une dette selon cette définition (par exemple, paiement à la livraison) ne constitue pas une dette.

6. Dette extérieure. Aux fins des critères d'évaluation pertinents, la dette extérieure est définie comme une dette libellée, ou devant être payée, dans une monnaie autre que le franc CFA (à l'exception de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), qui est considérée comme une dette extérieure). Cette définition s'applique également aux dettes contractées entre les pays membres de l'UEMOA.

OBJECTIFS QUANTITATIFS

7. Sauf indication contraire, les objectifs suivants serviront d'objectifs quantitatifs à fin décembre 2025 (MPEF, tableau 1). Ces objectifs constituent des éléments essentiels du programme de référence sur 11 mois, avril 2025–février 2026.

A. Plafond du déficit budgétaire primaire net

8. Le solde budgétaire primaire net (base engagements) est défini comme la différence entre les ressources budgétaires totales et le total des dépenses et des prêts nets tels qu'enregistrés dans le TOFE, hors paiements d'intérêts. Cet objectif sera vérifié aux périodes tests de fin septembre et fin décembre 2025.

B. Plancher des recettes fiscales nettes, à l'exclusion des paiements exceptionnels liés à l'exploitation minière

9. Les recettes fiscales nettes de l'État à l'exclusion des paiements exceptionnels liés à l'exploitation minière correspondent à l'ensemble des recettes fiscales du budget national telles

qu'elles figurent dans le tableau des opérations financières de l'État (TOFE), après déduction des remboursements d'impôts générés au cours de l'année, en particulier les crédits de TVA. Les paiements exceptionnels liés à l'exploitation minière sont également déduits de cette mesure, qui se rapporte à tout paiement reçu des sociétés minières après la mise en œuvre de protocoles fiscaux antérieurs.

C. Plafond sur l'accumulation nette d'arriérés de l'État sur les obligations de la dette extérieure

10. Les arriérés extérieurs sont définis comme des dettes extérieures de l'État qui n'ont pas été payées lorsqu'elles sont dues conformément aux conditions contractuelles pertinentes (en tenant compte des délais de grâce contractuels). Dans le cadre du programme, l'État s'engage à respecter l'objectif d'accumulation nette nulle pour les arriérés extérieurs, à l'exception d'arriérés découlant d'obligations de paiement extérieures en cours de renégociation avec les créanciers, y compris les créanciers bilatéraux qui ne font pas partie du Club de Paris. L'objectif quantitatif de non-accumulation des arriérés de paiement extérieurs doit être observé pour la deuxième revue du programme de référence sur une base discrète, de sorte que le niveau des arriérés extérieurs ne dépasse pas celui enregistré au 28 février 2025. Cet objectif sera vérifié à la date de test de fin décembre 2025.

OBJECTIFS INDICATIFS

11. Sauf indication contraire, les objectifs ci-dessous serviront d'objectifs indicatifs pour la fin septembre 2025.

D. Plancher des recettes fiscales nettes, à l'exclusion des paiements exceptionnels liés à l'exploitation minière

12. Les recettes fiscales nettes de l'État à l'exclusion des paiements exceptionnels liés à l'exploitation minière correspondent à l'ensemble des recettes fiscales du budget national telles qu'elles figurent dans le tableau des opérations financières de l'État (TOFE), après déduction des remboursements d'impôts générés au cours de l'année, en particulier les crédits de TVA. Les paiements exceptionnels liés à l'exploitation minière sont également déduits de cette mesure, qui se rapporte à tout paiement reçu des sociétés minières après la mise en œuvre de protocoles fiscaux antérieurs.

E. Plancher des dépenses sociales prioritaires et des dépenses de développement

13. Les dépenses sociales prioritaires pour 2025 et au-delà sont définies comme la somme des dépenses dans les secteurs de l'éducation de base, de l'enseignement secondaire et supérieur, de la recherche scientifique, des routes et de la santé et du développement social, hors transferts à la Caisse malienne de sécurité sociale (CMSS). Sont exclues les dépenses d'investissement liées aux projets financées par des partenaires techniques et financiers étrangers. En réponse aux inondations catastrophiques de 2024, les dépenses sociales prioritaires comprennent désormais des investissements dans la reconstruction et la résilience climatique, en particulier les installations WASH et les programmes de sécurité alimentaire, afin de soutenir les populations touchées et de rétablir les services essentiels. Ces objectifs indicatifs seront appliqués suivant les périodes tests de fin septembre 2025 et décembre 2025.

F. Plafond sur l'accumulation nette d'arriérés de paiement intérieurs de l'État

14. Les arriérés de paiement intérieurs de l'État naissent lorsque la date de paiement intervient plus de 90 jours après la date de liquidation d'une dette incontestée envers un tiers, sauf délai plus long stipulé dans les termes et conditions de la transaction. Pour le service de la dette bancaire domestique ou du marché financier, les arriérés naissent 30 jours après la date échue. Au sens du programme, le gouvernement s'engage à ne pas accumuler d'arriérés de paiements intérieurs. « Intérieur » est défini par la résidence du créancier. Ces objectifs indicatifs seront appliqués suivant les périodes tests de fin septembre 2025 et décembre 2025.

REPÈRES STRUCTURELS

15. Les informations concernant la mise en œuvre de mesures constituant des repères structurels seront communiquées aux services du FMI au moment de leur mise en œuvre.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE SUIVI DU PROGRAMME

16. Pour faciliter le suivi du programme, les autorités communiqueront aux services du FMI les informations (sous format Excel pour toutes les données quantitatives) indiquées dans le tableau récapitulatif suivant.

Tableau 1. Mali : Sommaire des exigences en matière de rapports pour le programme de référence

| Secteurs | Type de données | Fréquence | Délai de transmission |
|-----------------------------------|---|---------------|--|
| Secteur réel | Compte nationaux | Annuelle | Fin d'année + 19 mois |
| | Comptes nationaux révisés | Variable | 8 semaines après la révision |
| | Comptes nationaux | Trimestrielle | Fin du trimestre + 12 semaines |
| Finances publiques | Indices désagrégés des prix à la consommation | Mensuelle | Fin de mois + 2 semaines |
| | TOFE de l'administration centrale | Trimestrielle | Fin du trimestre + 6 semaines |
| | Tableau des recettes mensuelles | Mensuelle | Fin de mois + 3 semaines |
| | Tableau des dépenses mensuelles | Mensuelle | Fin de mois + 3 semaines |
| | Informations sur l'exécution des dépenses sociales et dépenses de développement prioritaires | Trimestrielle | Fin du trimestre + 4 semaines |
| Données monétaires et financières | Tableau de tous les paiements effectués par les sociétés minières à l'État en vertu de protocoles fiscaux, par type de taxe | Trimestrielle | Fin du trimestre + 6 semaines |
| | Situation des banques, situation des institutions financières | Mensuelle | (provisoires) ; Fin de mois + 8 semaines (définitif) |
| | Avoirs et engagements extérieurs et détails des avoirs extérieurs nets (AEN) de la BCEAO et des banques commerciales | Mensuelle | Fin de mois + 8 semaines |
| | Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs, taux directeur de la BCEAO, réserves obligatoires de la BCEAO | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |
| | Ratios prudentiels des banques | Mensuelle | Fin du mois + 6 semaines |
| | Résultats de la balance des paiements | Annuelle | Fin d'année + 12 mois |
| | Estimations et révisions de la balance des paiements | Trimestrielle | 4 semaines après chaque |

Tableau 1. Mali : Sommaire des exigences en matière de rapports pour le programme de référence (suite et fin)

| Secteurs | Type de données | Fréquence | Délai de transmission |
|------------------|--|---------------|--------------------------|
| Dette extérieure | Service de la dette avec ventilation du principal, des intérêts et de l'allégement obtenu au titre de l'initiative PPTTE | Trimestrielle | Fin du mois + 4 semaines |
| | Informations actualisées sur les plans d'emprunt, y compris la date de contraction de toute nouvelle dette extérieure. | Trimestrielle | Fin du mois + 4 semaines |
| Dette intérieure | Service de la dette avec ventilation principal, intérêts | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |
| | Informations actualisées sur les émissions de titres de dette régionaux et de prêts syndiqués, notamment sur les taux d'intérêt, les montants et les échéances. | Mensuelle | Fin du mois + 4 semaines |
| EDM | États financiers détaillés indiquant les recettes totales d'EDM, y compris les subventions reçues ; les dépenses totales ; le niveau de la dette envers les fournisseurs | Trimestrielle | Fin du mois + 4 semaines |

Remarque : Les données préliminaires des comptes nationaux seront partagées aux services du FMI au moment des revues.